

S'ils ne respectent pas les engagements pris à Londres

Les dirigeants serbes sont menacés d'un « isolement total »

Relance diplomatique

PERSONNE n'attendait un miracle de la conférence de Londres, et il ne s'en est pas produit. Pour la communauté internationale, horrifiée et impuissante depuis des mois face au spectacle de la guerre civile bosniaque, il s'agissait avant tout de relancer un processus diplomatique en panne, d'obliger, avec toute la solennité requise, les belligères déchirés de l'ex-Yugoslavie à reprendre langue.

Cet objectif minimal a été atteint puisque les belligères, étonnés encadrés par la CEE et l'ONU, se retrouvent le 3 septembre à Genève pour entamer des négociations, qui s'annoncent longues et difficiles. Le « programme d'action » de ces pourparlers, tracé à Londres - et auquel ont en théorie souscrit les parties au conflit - se voudrait un « inventaire de la paix ». Mais il ressemble surtout à un catalogue de bonnes intentions dont on voit mal comment elles pourraient entrer rapidement dans les faits.

LES Serbes - de Bosnie et de Serbie - ont, dans cette dernière République, eu tout intérêt, à Londres, à faire partie de la communauté internationale à leur égard et surtout pour prouver, à terme, la consolidation de leurs acquis territoriaux. Afin de préserver l'essentiel, ils pouvaient offrir le luxe de quelques concessions accessoires.

Comme prévu, ils ont donc fait assaut de bonne volonté en multipliant les engagements publics. Les Serbes de Bosnie ont - entre autres - promis de « notifier » à l'ONU la liste de leurs armements lourds, de fermer les camps de détention, d'accepter l'envoi d'observateurs chargés de veiller à l'assèchement du flux d'armes qui alimentent les chefs de guerre locaux. En échange de ces promesses, la communauté internationale - pas dupe - a choisi de ne pas humilier inutilement les Serbes en s'abstenant de les condamner officiellement pour leur responsabilité dans le déclenchement du conflit.

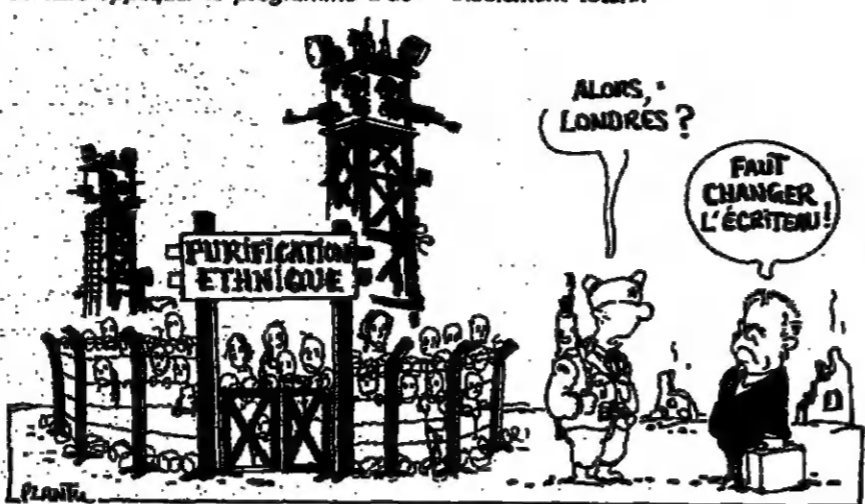
Mais que valent ces belles promesses ? Rien de plus évident qu'à les soumettre à la multiplicité des déclarations aussi conciliantes que peu suivies d'effet, le premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), M. Milan Pavlović, a rapidement perdu une grande partie de son crédit. Sa volubilité à Londres contrastait avec le mutisme inquiétant du président serbe, Slobodan Milosevic. Jusqu'à preuve du contraire, le seul véritable « homme fort » à Belgrade.

Quant à la promesse faite à M. John Major par le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, de retirer ses forces d'une portion significative du territoire conquis, elle est pour l'instant assortie de conditions qui la rendent fort hypothétique. La conférence de Londres est un premier pas, mais elle n'a permis ni de réduire - bien au contraire - la violence des combats en Bosnie ni de restituer la sincérité des dirigeants serbes.

M0147 - 0829.0 - 7.00 F



Après la conférence internationale de paix sur l'ex-Yugoslavie, qui s'est achevée jeudi 27 août à Londres, de nouvelles négociations entre les parties en guerre commenceront jeudi 3 septembre, à Genève, sous les auspices de l'ONU et de la CEE. Il s'agira de faire appliquer le programme d'actions concrètes décidé par la conférence, notamment la fermeture des camps de détention, l'envoi d'observateurs aux frontières internes, la supervision internationale des armes lourdes. En cas de violation des accords, la Serbie a été menacée d'un « isolement total ».



Sans illusions...

LONDRES

de notre envoyé spécial

La « nouvelle Yougoslavie », qui réunit dans une fédération non reconnue par la communauté internationale la Serbie et le Monténégro, a menacé à deux reprises, jeudi soir 27 août, de claquer la porte de la conférence de Londres, si certains participants continuaient à exiger la publication, dans les déclarations finales, d'un texte condamnant la politique de Belgrade et sa responsabilité dans le conflit.

Les « Yougoslaves » se sont bien sortis d'affaire : il n'y a pas de « déclaration », mais seulement un « papier », comme l'on dit dans le jargon diplomatique, qui rap-

pelle les engagements pris « en particulier » par la Serbie et le Monténégro au cours de la réunion. C'est-à-dire « de cesser toute intervention au-delà des frontières avec la Bosnie et la Croatie (...) ; de faire de leur mieux pour que les Serbes de Bosnie arrêtent de conquérir des territoires par la force et d'expulser des populations locales (...) ; de restaurer les droits civils et constitutionnels des habitants du Kosovo et de Voïvodine, et d'assurer ceux du Sandjak (...) ; d'user de leur influence sur les Serbes de Bosnie pour obtenir la fermeture des camps de détention et permettre le retour des réfugiés dans leurs foyers ».

ALAIN DEBOVE
Lire la suite page 3

Lire aussi

■ A Sarajevo, la canonade n'a pas cessé
par FRANÇOISE CHIPAUX

■ Les chances d'une solution « à la suisse »
par BERTRAND PORRET-DELPECH

■ M. Mazowiecki préconise la création d'une commission d'enquête permanente
par ISABELLE VIGNAC
pages 3 et 4

Les violences xenophobes de Rostock

Inquiets devant la montée du racisme, les partis politiques allemands vont tenter de restreindre le droit d'asile.
Lire page 4

Condamnation d'islamistes en Tunisie

Une trentaine de peines de prison à vie ont été prononcées contre des militants d'Ennahda.
Lire page 5

SANS VISA

Hugo, l'homme-océan

La vie de Victor Hugo et de sa famille à Jersey, puis Guernessey, dans cette maison nommée Hauteville House, où l'exilé ne se contenta pas d'affronter du regard l'océan.
Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 22

Tout en s'efforçant de refaire son unité

La droite se mobilise en faveur de Maastricht

Après M. Jacques Chirac pour le RPR, M. Valéry Giscard d'Estaing a lancé, jeudi 27 août, la campagne de l'UDF pour le « oui » au référendum. Le même jour, M. Pierre Méhaignerie a engagé celle du CDS. Les deux dirigeants ont souhaité que l'opposition manifeste son unité dans la bataille en

vue de la ratification du traité de Maastricht afin de mobiliser en faveur du « oui » les électeurs de droite tentés par un vote sanction à l'encontre de M. Mitterrand. Cependant, M. Chirac ne participera pas, le 14 septembre à Paris, à la réunion publique à laquelle l'a convié M. Giscard d'Estaing.

Contre-attaque

par Thomas Ferenczi

Sollicités par les socialistes d'entrer en campagne pour aider à la victoire du « oui », les principaux dirigeants de l'opposition, presque tous partisans de Maastricht, ont répondu à cet appel en se lançant, à leur tour, dans la bataille. M. Jacques Chirac, d'abord, a incité ses « compagnons » du RPR, en majorité hostiles au traité, à lui faire une fois de plus confiance en répondant « oui » au référendum. M. Valéry Giscard d'Estaing, ensuite, a pris l'offensive en engageant l'UDF dans le combat. M. Pierre Méhaignerie, enfin, au nom du CDS, s'est mis en mouvement.

Certes, la plupart des responsables du RPR et de l'UDF avaient déjà fait connaître leur position avant ou pendant l'été, mais ils n'en avaient pas moins laissé le champ libre, au sein de leurs formations, aux adversaires du traité qui, de M. Séguin à M. de Villiers, avaient entrepris de fructueuses tournées à travers la France. Sur le terrain, les élus de l'opposition, par prudence ou manque de conviction, ne se mobilisaient guère pour le « oui », tandis qu'à Paris les états-majors ne faisaient pas preuve d'un grand dynamisme.

Lire la suite et nos informations pages 6 et 7

Un dossier du « Monde »

Le long cheminement vers l'Union européenne

Le traité de Maastricht représente une étape dans la marche de l'Europe occidentale vers son unification, processus laborieux, brouillé de contradictions, marqué par des avancées spectaculaires et des reculs paralysants, commencé il y a quelques quarante années et voué à se poursuivre au-delà de l'Union économique et monétaire promise avant la fin du siècle.

Le numéro hors-série des Dossiers et documents du Monde replace l'Eu-

rope de Maastricht dans ce long cheminement, expliquant les continuités et les ruptures, mettant en évidence les progrès comme les insuffisances. Et soulignant les enjeux : car au-delà du simple « oui » ou « non » à Maastricht, les électeurs français sont aussi invités le 20 septembre à réfléchir sur les conséquences de leur choix.

► L'Europe de Maastricht, numéro hors-série de Dossiers et documents, 16 pages, 25 francs.

L'industrie française en roue libre

Un climat général d'incertitude favorise l'attentisme dans les entreprises

par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

Au mois le mois, presque à la semaine... Partout, des plus grands groupes aux plus petites entreprises, la gestion se fait au jugé. Mais comment agir autrement, s'engager sur l'avenir quand les instituts de conjoncture prédisent chaque jour une reprise qui ne vient pas ? Quand les bons chiffres flattront l'humeur cocardière - faible inflation, commerce

extérieur en amélioration - correspondent si peu à la réalité quotidienne des affaires. Quand les comptes de la nation affichent une croissance de 1,1 % de la valeur ajoutée industrielle en un seul trimestre, alors que les carnets de commandes se remplissent avec peine.

Désorientés, les industriels français jouent la prudence et prolongent la politique d'hibernation qui leur avait été imposée par la guerre du Golfe. Ils ne sont pas les seuls. A l'étranger, la litanie

saisonnière des résultats conjuguée souvent stagnation des chiffres d'affaires et baisse des profits. Aux Etats-Unis, pour un Microsoft dégageant une rentabilité de 25 %, combien de sociétés récoltent difficilement les fruits de leurs restructurations ? Au Japon, des entreprises réputées conquérantes battent en retraite. C'est Hitachi qui, après Fujitsu, ferme une unité de semi-conducteurs aux Etats-Unis. C'est Toyota qui accuse un recul de ses ventes annuelles de 6,7 % (en volume) et

de 39,7 % de ses profits. C'est le géant de l'électronique Matsushita qui voit fondre son dernier résultat trimestriel de 62 %. C'est sa filiale JVC, l'un des tout premiers fabricants mondiaux de magnétoscopes, qui annonce une multiplication par dix de ses pertes et la suppression d'un emploi sur vingt.

En France, où le calendrier n'est pas le même, les premières indications semestrielles convergent... vers le bas.

Lire la suite page 17.

JEAN-PIERRE DANNAUD

FLEUVE ROUGE

Jean-Pierre Dannaud

FLEUVE ROUGE. La tragédie indochinoise. Une histoire dans l'Histoire. Dans le sud du Delta tonkinois, en bordure du Fleuve et de la zone occupée par le Vietnam, deux petites communautés chrétiennes essaient difficilement de survivre.

Mais peut-on échapper à l'implacable ennemie des hommes, la guerre ?

EDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 ml ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 35 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 96 p. ; Grèce, 220 DR ; Inde, 1,50 \$; Italie, 2,00 L ; Luxembourg, 45 Fl. ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl. ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F SCA ; Suisse, 15 KFS ; Thaïlande, 1,90 THB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Quel rôle peuvent jouer « ceux qui pensent autrement » dans la fin d'un Empire ? Des Soviétiques dissidents comme Sakharov ont montré que les « perestroïkas » s'annoncent. Mais, aussi, qu'elles n'enrayent pas le processus de décomposition.

Gorki, 16 décembre 1986. Le couple Sakharov guette depuis le matin un « important appel téléphonique » qui lui a été annoncé la veille au soir, en même temps que le rétablissement de sa ligne. A 15 heures, enfin, raconte André Sakharov, la sonnerie résonne : « Bonjour, c'est Gorbatchev à l'appareil. — Bonjour, je vous écoute. — J'ai reçu votre lettre, nous l'avons examinée, nous avons réfléchi. (...) Vous allez avoir la possibilité de revenir à Moscou, le décret du Présidium du Soviet suprême va être abrogé. (...) On a pris également une décision concernant Elena Bonner. » Je lui dis : « Je vous suis reconnaissant ! Mais il y a quelques jours mon ami Marchenko a été tué en prison. Il était le premier dans la liste que je vous citais dans ma lettre. Cette lettre vous demandait de libérer les prisonniers de conscience, les personnes qui ont été réprimées pour leurs convictions. »

Étonnant dialogue. Pourquoi le responsable le plus élevé du pouvoir soviétique a-t-il tenu à annoncer lui-même sa grâce au banni ? Comment ce dernier, ayant à peine marqué sa gratitude, ose-t-il réclamer immédiatement la libération de prisonniers ? Dialogue exceptionnel entre deux hommes hors du commun que le destin s'amuse à confronter à la veille de mutations décisives pour l'URSS.

Rappeler d'exil Sakharov, c'est, pour le nouveau secrétaire général du PCUS en place depuis seulement mars 1985, confirmer sa volonté de rupture avec les méthodes de ses prédécesseurs et, compte tenu de la notoriété internationale de l'exilé, c'est, pour « sa » perestroïka, réaliser une opération publicitaire de première grandeur. Bien entendu, Sakharov, après vingt ans de persécutions et de tentatives de manipulations, n'est pas dupe. Dès ce premier contact téléphonique, il a tenu à marquer que son rappel à Moscou ne serait acheté ni par son silence ni par une allégeance au nouveau maître du Kremlin. Rien d'ailleurs, dans sa vie passée, n'avait jamais entamé son extraordinaire détermination : ni le succès et les multiples honneurs, au milieu des années 1960, ni par la suite le désaveu et le mépris d'un régime et de presque tout un peuple.

Pour ce fils d'enseignant, et brillant disciple en physique théorique d'Igor Tamm (prix Nobel en 1958), les députés professionnels avaient été fulgurants. A vingt-sept ans à peine, à l'été 1948, il rejoignait l'équipe chargée de construire une bombe à hydrogène, d'abord à l'Institut de physique, puis, de mars 1950 à juillet 1968, dans une ville secrète (qu'il ne désignera dans ses *Mémoires* que du nom de « l'Installation ») où étaient rassemblés tous ceux qui participaient à la mise au point de l'armement nucléaire et thermonucléaire.

Ses recherches ayant permis d'éviter l'utilisation, dans le processus de fusion, d'un élément très rare, le tritium, les Soviétiques acquiescent rapidement à la maîtrise de l'arme thermonucléaire. Le gouvernement ne se montre pas ingrat. Outre l'octroi d'un salaire jugé « colossal » par l'intéressé (cinq fois supérieur à celui d'un académicien), Sakharov est élu en 1953, à trente-deux ans, à l'Académie des sciences, reçoit le prix Sakharov et trois médailles de Héros du travail socialiste. Sans appartenir au Parti, il a alors une vision positive du système et de ses leaders, comme en témoigne son émotion au moment de la mort de Staline. Ses excès et ses erreurs, dont il est conscient, lui paraissent encore réformables. Inquiet des conséquences biologiques des premiers essais nucléaires, il n'hésite pas à rédiger un article dans une revue officielle et, en juillet 1961, à s'adresser directement à Khrouchchev pour lui déconseiller de reprendre les essais temporairement suspendus. Ses interventions inspirent les accords de Moscou d'août 1963 interdisant les explosions nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans le cosmos. Peu de temps après, non sans audace, il prend position contre l'élection à l'Académie des sciences d'un biologiste disciple du fameux Lysenko, dont les théories continuent d'entraver le développement de la génétique. Ces prises de position, pour courageuses qu'elles soient et bien qu'elles commencent à irriter le pouvoir, ne font pas pour autant de Sakharov un dissident. Le tournant décisif a lieu entre 1966 et 1968.

A cette époque, « ceux qui pensaient autrement » — traduction littérale du mot « dissident » en russe — et surtout ceux qui osaient affirmer qu'ils pensaient autrement n'étaient pas légion. Emigrée pour partie en 1917, décimée par Staline, l'intelligentsia n'avait survécu qu'au prix de son silence ou d'un conformisme total à la nouvelle pensée. Il fallut attendre le

35. — Le retour de Sakharov

« dégel » khrouchtchévien des années 1954-1956 pour que « sous les décombres » fussent enfin quelques voix discordantes. Les règlements successifs de la fin du règne de Khrouchchev et du début de son successeur mirent fin aux espoirs des intellectuels de voir se créer un espace de liberté, et en convainquirent quelques-uns de la nécessité de s'organiser, notamment de publier eux-mêmes (*samizdat* en russe) ce que la censure refusait.

Ainsi naquit à la fin des années 50 l'autoédition clandestine. Des œuvres diverses, poésies, romans ou essais, commencèrent à circuler sous le manteau : certaines mineures, d'autres remarquables, signées Pasternak, Brodski, Soljenitsyne ou Guinzbourg. Le KGB s'efforça d'étouffer dans l'œuf ce début de fronde intellectuelle. Il arrêta, fit condamner lourdement les auteurs de ces œuvres publiées en *samizdat* ou à l'étranger. Mais cette persécution entraîna un mouvement de solidarité inattendu dans une société fondée sur la peur et le repliement sur soi. Les comptes rendus des procès des écrivains — celui du poète Joseph Brodski en 1964, ou de Siniavski et Daniel en 1965 — circulèrent en *samizdat* ; une manifestation de protestation eut même lieu le 5 décembre 1965, jour anniversaire de la Constitution, place Pouchkine, à Moscou, afin de protester contre le huis clos au procès Siniavski-Daniel et l'arrestation de Boukovsky. L'année suivante, un nouveau venu se joindrait à cette manifestation symbolique de la place Pouchkine : Andreï Sakharov.

En 1966, en effet, à la suite de diverses rencontres — notamment avec l'historien Roy Medvedev, — Sakharov s'impliqua dans plusieurs actions contestataires, dont la signature d'un appel au Soviet suprême contre la promulgation d'un article du Code pénal permettant la condamnation de citoyens coupables de « diffusion d'allégations notoirement fausses, dénigrant l'Etat et la société soviétiques ». Pour Sakharov, le Rubicon est bel et bien franchi. Il a choisi, et choisi de combattre avec l'arme mise au point par ses aînés en dissidence, Guinzbourg, Galanskov, Boukovsky, Grigorenko : le légalisme.

Pour ces hommes, l'idée s'est imposée très tôt que la meilleure manière de lutter contre l'arbitraire du pouvoir n'était certainement pas d'entreprendre des actions terroristes, mais « simplement » de dénoncer le non-respect de la législation soviétique ou des déclarations universelles (charte des droits de l'homme de l'ONU, accords d'Helsinki). Pas de violence, pas de politique, mais l'exigence du respect des lois. Sur cette base, à compter de 1968, les appels et les pétitions se multiplièrent en faveur des groupes opprimés (minorités ethniques et religieuses) et des prisonniers d'opinion. Les premières structures se mettent en place. Le 4 novembre 1970, Sakharov fonde, avec deux jeunes physiciens, Tverdokhlebov et Tchaidze, un Comité russe des droits de l'homme, achevant d'exaspérer le pouvoir communiste qui, ces derniers temps, a multiplié les mises en garde. Dès 1969, Sakharov a été exclu de toute participation à des recherches secrètes et affecté comme simple assistant à l'Institut Lebedev. Imperturbable, le savant persiste encore, à cette date, à espérer une transformation positive du régime. Dans ses déclarations et ses écrits, il ne se borne pas, en effet, à dénoncer le mauvais fonctionnement du système, il s'emploie avec force et sincérité à en proposer la rénovation. Deux de ses écrits parus à cette époque tracent les contours très précis de ce que Gorbatchev appellera une quinzaine d'années plus tard la « perestroïka » interne et la désidéologisation de la politique étrangère.

Dans ses *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté individuelle*, diffusées en *samizdat*, puis publiées en Occident en 1968, Sakharov, rappelant les trois menaces qui pesaient sur le monde — le danger nucléaire, la destruction de l'environnement et l'explosion démographique —, défendait l'idée d'un rapprochement entre le camp socialiste et le camp capitaliste. L'idéal était de réunir les traits positifs des deux systèmes ». Deux ans plus tard, le 19 mars 1970, nourrissant toujours l'espoir d'infléchir la politique des dirigeants soviétiques, il signait avec le physicien Tour-

chine et l'historien Medvedev une lettre-programme adressée aux trois principales personnalités du régime, dont Brejnev. Reçu vingt-deux ans après, ce document se révèle extrêmement troublant tant par sa convergence avec l'analyse et le programme gorbatchévien des années 1985-1987 que par ses vues prophétiques sur les risques d'une expérience réformatrice mal engagée.

Étonnante similitude des vues en effet, et presque des termes, en ce qui concerne le constat de faillite. « Au cours de la dernière décennie, affirment Sakharov et ses amis en 1970, des signes menaçants de désorganisation et de stagnation ont commencé à apparaître dans l'économie de notre pays ; mais le point de départ de ces difficultés remonte à une période bien antérieure et revêt un caractère très profond. Le taux de croissance du revenu national décroît régulièrement. L'écart s'accroît entre la mise en œuvre des capacités de production nécessaires à un développement normal et la réalité. Des cas nombreux d'erreurs se manifestent dans la détermination de la politique technique et économique, dans l'industrie et l'agriculture. » Or, voici ce qu'écrivit en 1987 Gorbatchev dans ses *Vues nouvelles sur notre pays et le monde* : « A un certain moment — le phénomène est devenu évident pendant la deuxième moitié des années 1970 — s'est produit quelque chose d'insupportable à première vue. Ce pays a commencé à perdre son dynamisme. Les échecs économiques se mirent à devenir plus fréquents. Les difficultés s'accumulèrent, les choses se détériorèrent, les problèmes non résolus se multiplièrent. Des aspects de ce que l'on appelle la stagnation se mirent à faire leur apparition dans notre société. »

Que proposaient Sakharov, Tourtchine et Medvedev pour redresser la situation ? Une « démocratisation de la vie sociale menée sous la direction du Parti, en collaboration avec toutes les couches de la société » comprenant notamment une liberté d'information et de création « indispensables à l'intelligentsia », une réforme de la justice, l'annulation des condamnations politiques, la multiplicité des candidatures, une révision du processus de gestion et d'organisation. Il n'y avait plus le choix : c'était la réforme ou le chaos. « Qu'est-ce qui attend notre pays si la voie de la démocratisation n'est pas prise ? Retard par rapport aux pays capitalistes dans la deuxième révolution industrielle et transformation progressive de notre pays en puissance provinciale de deuxième ordre ; accroissement des difficultés ; aggravation des rapports entre l'appareil du Parti, le gouvernement et l'intelligentsia ; danger de glissement à droite et à gauche ; aggravation des problèmes nationaux, car, dans les Républiques nationales, l'aspiration de la base à la démocratisation a inévitablement un caractère nationaliste. » On

croirait, avec quinze ans d'avance, lire une description de l'URSS à la fin de l'ère gorbatchévienne. Ces mises en garde prophétiques restèrent lettre morte. Le pouvoir faisait la sourde oreille et tentait de faire taire l'académicien en malmenant les membres de sa famille, en faisant même courir des bruits inquiétants sur sa santé mentale. Ces manœuvres de discrédit réussirent. Hormis dans le petit milieu de la dissidence, la voix de Sakharov n'eut jamais d'écho dans le pays profond. En revanche, elle ne cessa de prendre de la portée en Occident. En octobre 1975, le prix Nobel consacra la notoriété d'un savant qui personnifiait dans le monde entier le combat en faveur des droits de l'homme. Toutefois, si le Nobel le protégea du goulag et de l'hôpital psychiatrique, il ne lui évita pas l'exil à Gorki lorsque, en janvier 1980, il osa condamner l'intervention soviétique en Afghanistan.

Fatigué et très soucieux de la santé de sa femme, rappelé sept ans plus tard par le bon vouloir de Gorbatchev, il aurait eu toutes les raisons de se taire. Et d'autant que la politique du nouveau secrétaire général, surtout en matière extérieure, répondait à ses souhaits. Il accepta d'ailleurs de participer en février 1987 au Forum international pour un monde sans armes nucléaires, qui rassembla à Moscou près d'un millier de scientifiques de quatre-vingt pays. L'année suivante, il est élu au présidium de l'Académie des sciences, autorisé à voyager. Sakharov a-t-il été récupéré par Gorbatchev ? Ceux qui le craignent sont vite rassurés en écoutant ses discours au Congrès des députés du peuple, où il a été élu au printemps 1989. Dès le mois de juillet, on le retrouve aux côtés d'Eltsine et d'Afanassiev à la tête du groupe interrégional de députés qui se fixe pour objectif de faire passer l'URSS le plus rapidement possible du totalitarisme à la démocratie. Il ne cesse de harceler Gorbatchev, qu'il trouve trop timide et trop indécis. Deux jours avant sa mort, le 12 décembre 1989, il demande un débat — que Gorbatchev parvient d'ailleurs à faire différer — sur l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Extraordinaire destin de saint laïque et de prophète que celui de cet homme qui, au faite de la gloire et des privilèges, accepta l'impopularité et la persécution. Il est une figure exemplaire de cette poignée de dissidents qui, dans les années de soumission, ont, par leurs seules actions, sauvé l'honneur et semé les idées des temps nouveaux qui abattiront l'Empire.

POUR EN SAVOIR PLUS

- La Révolution gorbatchévienne, de Jacques Baynac, L'Arpenteur, 1989.
- Mémoires d'Andreï Sakharov, Le Seuil, 1990.
- Histoire de la dissidence, de Jean Châma et Jean-François Soulet, Le Seuil, 1982.



Andreï Sakharov, le 23 décembre 1986, à son retour d'exil de Gorki.

La conférence de Londres sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie

« Des négociations ? Quelles négociations ? », a déclaré, furieux, le président serbe Slobodan Milosevic, considéré comme « l'homme fort » à Belgrade, en quittant, jeudi 27 août, la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, qui s'est achevée dans la soirée à Londres sur une condamnation de sa politique nationaliste et expansionniste. Le leader serbe, qui avait écarté une succession d'orateurs dénonçant les responsabilités serbes, avait même dû entendre en public des reproches du premier ministre de la « nouvelle » Yougoslavie (Serbie, Monténégro), M. Milan Panic, dont le pouvoir à Belgrade semble être moins assuré.

Le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, s'est dit satisfait, vendredi, du résultat

de la conférence qui, selon lui, n'a pas fait de « discrimination ». Mais il s'est d'avance rejeté sur les Musulmans la responsabilité d'un éventuel non-respect du cessez-le-feu. « Nous ne pouvons pas cesser les premiers car ce n'est pas nous qui lançons l'offensive », a-t-il affirmé à la BBC. M. Karadzic s'est engagé à « faire ce que nous avons promis, peut-être pas immédiatement, mais nous le ferons ».

Estimant que le leader serbe de Bosnie n'accepterait pas « les termes de l'accord de désengagement militaire en Bosnie par philanthropie » mais parce qu'il y serait obligé par son isolement sur le terrain (observateurs à la frontière serbe, sanctions), le secrétaire d'Etat américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger, a estimé que

le programme d'action prévu par les « décisions spécifiques » de la conférence « a galvanisé l'action internationale pour traiter ce cancer au cœur de l'Europe ». Il a jugé que la conférence avait lancé « un signal clair que l'agression ne serait pas récompensée ». Prudent, M. John Major, le premier ministre britannique qui a coprésidé la conférence avec le secrétaire général de l'ONU, a déclaré que « nous ne pouvons nous fier à la seule bonne volonté [des parties en conflit] et devons maintenir la pression ». Le chef de la diplomatie allemande, M. Klaus Kinkel, a déclaré que malgré son « pessimisme initial, deux résultats concrets » avaient été obtenus, à savoir la détermination des responsabilités et un programme d'action.

Cependant, un porte-parole du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine, M. Paul Trivkovic, a critiqué, vendredi dans le quotidien londonien The Times, la communauté internationale pour son incapacité à entreprendre une « action décisive » pour mettre fin à la guerre.

Les ministres de la défense et des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisation européenne de défense, devaient se rencontrer vendredi à Londres et devaient décider de mettre à la disposition de l'ONU, près de 5 000 hommes pour la protection des convois humanitaires, la supervision des armes lourdes et le contrôle de l'embargo. — (AFP, Reuters, AP.)

A Sarajevo, la canonnade n'a pas cessé

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Synchronisme parfait et tragiquement symbolique. A l'heure même où, jeudi soir 27 août, à Londres, les quarante délégations à la conférence sur l'ex-Yougoslavie débattaient leurs vœux avec quelque espoir pour la paix, les artilleriers des deux bords, serbes et bosniaques, se déchaînaient de nouveau. Une fois de plus, le ciel de Sarajevo s'enflammait de la lueur des incendies, visibles de chaque côté de la ligne de front distante parfois d'environ deux cents mètres. Au affaiblissement des coups succédait quasi instantanément le bruit sourd des explosions.

D'abord limitée au centre-ville, cette reprise à grande échelle des duels d'artillerie s'étendait petit à petit à tout le front et s'y ajoutaient bientôt des échanges nourris aux armes légères. La canonnade, qui s'est poursuivie jusqu'à l'aube à un rythme soutenu, s'est quelque peu ralentie ensuite, sans toutefois que le calme soit totalement revenu.

Avant même de rentrer dans le détail concret des épi-

rouses promesses faites à Londres par le chef de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, ces nouveaux débordements jettent une ombre sérieuse sur la sincérité des accords. Déjà promise, la notification aux Nations unies, par les Serbes, dans les quatre jours, de leurs pièces d'artillerie déployées autour de la cuvette de Sarajevo, ne devrait pas, en théorie, poser de problèmes, la question étant de savoir si la liste sera complète.

Tragique routine

Compte-tenu du nombre très élevé de celles-ci — environ 450 dont une cinquantaine d'obusiers de 155 mm et une centaine de canons de 122 mm — et de leur mobilité, la mise sous contrôle de l'ONU, qui doit envoyer une quarantaine d'observateurs supplémentaires, risque d'être délicate.

En attendant, un grand scepticisme demeure ici et là, vendredi matin, les habitants contemplant une nouvelle fois les débris de la nuit. Attaints de plein fouet en début de soirée,

des bâtiments de la gare centrale de Sarajevo continuaient de se consumer et une usine de vêtements situés à proximité n'était plus que carcasse calcinée. Dans un tunnel, non loin de là, un char de l'armée bosniaque avait soigneusement regagné son abri. A l'hôpital Kosevo, le premier bilan de cet affrontement nocturne s'élevait déjà à trois morts et vingt-deux blessés.

Les dernières quarante-huit heures avaient pourtant vu une baisse sensible des bombardements, qui étaient revenus à leur rythme habituel : trois morts, une dizaine de blessés à un arrêt d'autobus, et cinq blessés dont deux graves lors de l'explosion d'un obus devant un café. Pour la première fois depuis plusieurs jours, les urgences des hôpitaux n'étaient pas prises d'assaut et, dans la rue, les passants se faisaient plus nombreux.

L'accalmie correspondait à la rencontre de Londres aura donc été de courte durée, et nul ici ne se fait d'illusions sur la possibilité prochaine de voir un semblant de paix s'établir autour de la capitale bosniaque.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les réactions en France

M. Rocard : l'action humanitaire ne suffit pas

M. Michel Rocard a déclaré, jeudi 27 août, lors de la réunion de son conseil à Quimper, que, dans l'ex-Yougoslavie, « la communauté internationale s'honore d'une action humanitaire courageuse et diversifiée ». « Chacun sait, a-t-il ajouté, ce qu'elle doit à Bernard Kouchner, à François Mitterrand, à la France. (...) Pourtant, cela ne suffit pas. (...) Face à la guerre de conquête que mène le gouvernement serbe contre la Bosnie indépendante, nous devons assumer nos responsabilités ».

L'ancien premier ministre a affirmé : « Si, par malheur, la conférence de Londres échouait, la France devrait prendre l'initiative de proposer au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution imposant à Belgrade de cesser son intervention militaire et de retirer toutes ses troupes de Bosnie, même celles déguisées en milices, sous peine de recourir à la force au titre du chapitre 7 de la Charte ».

M. Lionel Jospin, invité à la réunion de Quimper, a déclaré que « l'attitude adoptée par le président de la République en matière de celle que présente une partie de l'opposition est irresponsable ». L'ancien ministre de l'Éducation nationale a souligné que le gouvernement français « n'est ni coupable ni responsable de ce qui se passe dans l'ancienne Fédération yougoslave » et qu'il faut « exclure toute idée d'intervention unilatérale de la France », mais qu'il ne faut pas exclure, en revanche, « une action militaire internationale ».

■ RECTIFICATIF. — Contre-argument à ce qui a été écrit dans le Monde du jeudi 27 août à l'occasion d'un entretien avec M. Roland Dumas, la Russie n'est pas le seul pays à avoir reconnu la République ex-yougoslave de Macédoine, même si elle a été, à cette date, le dernier État à le faire (le Monde des 7 et 10 août). La Macédoine a été reconnue, au total, par sept pays : en premier lieu par la Bulgarie, puis par la Turquie, la Slovaquie, la Croatie, les Philippines, la Lituanie et la Russie.

Sur la ligne de feu entre les zones serbe et bosniaque

Les chances d'une solution « à la suisse »

TESLJC

de notre envoyé spécial

Quand il vous faut, pour relier deux villages, traverser à pas de loup des champs de mines, quand vous entendez, à longueur de nuit, récits d'horreur et salves rageuses, quand vous voyez les regards des combattants lancer des éclairs au seul nom de l'adversaire, quand vous le seul espoir des pompiers de Londres, vous vous dites que les conflits de l'ex-Yougoslavie, dont on rappelle complaisamment le caractère séculaire, comme si le temps passé à se haïr excusait de ne plus en finir, ont quelque chose d'insupportable, et que la paix est hors d'atteinte.

Et pourtant ! Sur le terrain, en contact les autorités des deux camps, des chances de compromis existent. Quelque part sur la ligne de feu, entre Tesanj, en zone bosniaque, et Teslic, la serbe, un radio-amateur met régulièrement en contact les autorités des deux camps. La parole grésilleuse de la CB couvre encore les saccades inévitables de la poudre.

« Cette guerre n'est pas de religion »

Tesanj rassemble 20 000 personnes, dont 70% de Musulmans, 18 % de Croates, 10 % de Serbes, le reste étant classé « mixte ». Le président de l'Assemblée, M. Mirsad Cman, est un Musulman. Mais il se veut laïque et ne revendique pas une institution islamique, encore moins fondamentaliste. Il accepterait de former un canton dans un ensemble de Bosnie-Herzégovine, selon une frontière calquée sur l'actuelle ligne de feu empruntée par Equilibre (1).

Le responsable du territoire de Teslic, à 20 kilomètres du côté serbe, M. Milorad Markovic, tient un langage voisin, malgré la proportion inverse de sa population : sur 20 000 habitants, 65 % de Serbes, 15 % de Croates, 20 % de

Musulmans. Il prétend — ce que conteste M. Cman — qu'à l'origine locale du conflit se trouve la séquestration de négociateurs serbes par des Bosniaques à la solde de Musulmans intégristes. Il nie, d'autre part, l'existence des camps évoqués par les gens de Tesanj, et se dispense d'en tolérer la visite. Mais, pour le reste, l'écart de leurs positions, de leur avis même, ne mérite pas la moindre blessure par balles. Teslic accepterait de figer les frontières d'aujourd'hui. Pas question de revendications sur Tesanj, encore moins sur Travnik ou Zetina, comme on s'en inquiète à Belgrade.

« Les objectifs sont atteints, affirme M. Markovic. Nous n'abuserons pas de notre évidente supériorité en gros armement. Cette ville possède un monastère qui date du quatorzième siècle, avant la bataille de Kosovo. Moi non plus, je ne veux pas devenir République islamique. Cette guerre n'est pas de religion ».

Comme chaque fois que la conversation s'engage ici, dans les bureaux où bivouaquent les deux camps, M. Markovic sort sa carte de l'ex-Yougoslavie et commence à crayonner des zones. Son crayon a moins tendance à glisser à l'est et au sud que celui des militaires. « En 1918, la parole a été donnée aux cartographes. Il faut recommencer. Bien sûr, nous, Serbes, aimerions le rattachement direct à Belgrade, mais nous accepterions de former un canton autonome au sein d'une République laïque de Bosnie-Herzégovine. Il n'y a de solution, que dans la reconnaissance à la suisse. Les Croates sont d'accord là-dessus. Un passeport unique figurerait les trois cantons. A l'avenir, cette esquisse d'accord, on n'a pas à traverser la forêt de Borja qu'au son des balles ».

BERTRAND POIROT-DELPECH

(1) L'organisation humanitaire lyonnaise à l'origine du convoi.

Sans illusions...

Suite de la première page

Parmi les autres obligations, consenties par les Serbes, figurent également le respect des frontières actuelles et des traités internationaux, la garantie des droits des minorités, et l'ambition de normaliser la situation en Croatie, dont ils comprennent environ un tiers du territoire. Si ces engagements sont tenus, dit le « papier » (dont M. John Major est l'auteur), la Serbie et le Monténégro retrouveront une position « respectée » dans la communauté internationale. Dans le cas contraire, « le Conseil de sécurité sera invité à prendre de nouvelles sanctions conduisant à un isolement international total ».

Accentuer la pression

Les Serbes ont jugé ce « papier » modéré, car il ne mentionnait pas notamment leur prétention à être les héritiers de l'ancienne Yougoslavie en tant qu'État, et ils n'ont donc pas quitté la conférence. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et d'autres délégations étaient d'ailleurs hostiles à une déclaration officielle sévère pour Belgrade. A leur yeux, cela aurait compromis dès le départ les chances de relance de la négociation. D'autant plus que la Serbie voyait déjà d'un très mauvais œil la nomination, pour succéder à lord Carrington au poste de président de la conférence de paix européenne, de M. David Owen qui, il y a peu, avait prôné une intervention militaire internationale en Bosnie.

Londres n'est qu'un début. La conférence internationale, affirme-t-on, vivra jusqu'à ce qu'un règlement final des problèmes de l'ex-Yougoslavie soit obtenu. Pratiquement, elle commencera, le 3 septembre, à Genève, avec la constitution de nombreux groupes de travail et de comités de « pilotage », gérés conjointement par les Nations unies et la Communauté européenne. Les grands principes et conditions de ce travail ont été définis dans la capitale britannique : cessation des combats, reconnaissance des conquêtes territoriales, respect des libertés civiles fondamentales, du droit international et humanitaire. Les expulsions forcées, de même que les détentions illégales, les tentatives de modifications ethniques des populations sont condamnées « étallement ».

« Ce sont les normes », disait M. Major, sur lesquelles tous les protagonistes seront jugés ».

En fait, la Conférence de Londres reprend une très grande partie des principes que s'était fixés la conférence de paix en Yougoslavie, mise en place par la CEE en 1991 sous la conduite de lord Carrington et qui n'avait pas eu, c'est le moins qu'on puisse dire, de résultats spectaculaires sur l'évolution des événements. En l'élargissant aux Nations unies (au niveau de la présidence avec M. Cyrus Vance), à la CSCE, aux membres permanents du Conseil de sécurité, aux représentants des pays limitrophes concernés et du monde musulman (au sein des groupes de travail), on espère accentuer la pression internationale sur les belligérants, amener ceux-ci à négocier — quitte, semble-t-il, à accepter une révision des frontières, mais par accords mutuels — et éviter un désastre dans l'ensemble des Balkans.

Sur la situation en Bosnie, la Conférence a appelé, dans une déclaration officielle, à la reconnaissance par toutes les anciennes Républiques de Yougoslavie et à la reprise immédiate, à Genève, des négociations sur l'avenir institutionnel de cette République. A cette déclaration, est jointe une lettre à M. John Major du dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui s'engage à donner, « dans les 96 heures » une

liste des positions des armements lourds qui se trouvent autour de quatre villes assiégées par les Serbes (Sarajevo, Gorazde, Bihac et Jajce) et de les placer sous la supervision de l'ONU, conformément à une résolution du Conseil de sécurité.

Signe d'apaisement ? Peut-être, car M. Karadzic ajoute qu'en cas de négociations sérieuses entre les trois communautés de Bosnie-Herzégovine (serbe, croate et musulmane), « les Serbes de Bosnie accepteraient de renoncer à une part substantielle du territoire actuellement sous le contrôle de leurs forces ». Mais tout cela, à condition que le gouvernement (musulman) bosniaque prenne, au niveau militaire, des décisions analogues. Des dispositions spécifiques, qui engagent toutes les parties ont donc également été prises à Londres (voir ci-dessous).

Toujours à propos de la Bosnie, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a annoncé que l'accompagnement militaire des convois humanitaires dans cette République, prévu dans la résolution 770, se fera sous l'égide de l'ONU et il présentera une demande d'élargissement du mandat de la FORPRONU, au début de la semaine prochaine, à New-York. L'organisation de cette force spéciale, composée de plusieurs milliers d'hommes venant de différents pays, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada et d'autres, devait être discutée, vendredi à Londres, lors d'une session ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Quant au retour à la paix en Bosnie-Herzégovine et à une situation normale dans l'ex-Yougoslavie, notamment en Croatie, et en dépit de ces déclarations de bonnes intentions de toutes les parties, personne ne se fait d'illusions. « Ce n'est pas facile », disait M. Major. « On voudrait naturellement aller plus vite, mais la situation est complexe... », constatait M. Roland Dumas.

ALAIN DEBOVE

Un arsenal de « décisions spécifiques »

Selon les « décisions spécifiques » adoptées dans les documents de la conférence, toutes les parties acceptent de coopérer à un programme d'action :

1. Cessation de la violence. Le but premier est d'arriver à un arrêt réel et durable des hostilités dans l'ensemble de l'ancienne Yougoslavie et en particulier en Bosnie-Herzégovine afin de faciliter la négociation d'une solution politique. Cela implique des actions urgentes incluant :

- la levée rapide du siège de villes et de villages ;
- la supervision internationale des armements lourds ;
- la mise sous contrôle central de toutes les forces, y compris les forces irrégulières ;
- la réduction progressive des quantités d'armes dans la région sous supervision internationale ;
- la notification aux Nations unies, par toutes les parties, dans le cadre des mesures de confiance et de sécurité, de tous les armements lourds dans un délai de quatre-vingt-seize heures (quatre jours) ;
- l'interdiction des vols militaires ;
- l'identification des quartiers généraux et des commandements de toutes les unités armées, y compris paramilitaires ;
- le stationnement d'observateurs à la frontière entre la Bosnie et la Serbie et entre le Monténégro et la Bosnie (surveillance de l'embargo sur les armes) ;
- le déploiement d'observateurs en Bosnie pour le contrôle des armements lourds.

2. Achèvement efficace de l'aide humanitaire. Une coopération totale pour l'envoi d'aide humanitaire, par la route, en Bosnie-Herzégovine, est demandée à toutes les parties,

selon les phrases spécifiques suivantes :

- développement progressif des missions humanitaires et des convois routiers en provenance de Croatie, de Serbie et du Monténégro vers toutes les régions de Bosnie où cette aide est nécessaire ;
- priorité est donnée à la réparation du réseau routier et ferroviaire entre Ploce, Mostar et Sarajevo ;
- désignation de représentants locaux avec lesquels des facilités pratiques pour les missions humanitaires et les convois routiers peuvent être réglées ;
- 3. Les réfugiés. Retour progressif des réfugiés dans leurs foyers. Les Nations unies seront chargées d'évaluer leurs besoins.
- 4. Démantèlement des camps de détention. Libération inconditionnelle et unilatérale, sous contrôle international, de tous les civils prisonniers et fermeture sans délais des camps de détention ;
- accès immédiat de la communauté internationale aux camps pour examiner la situation des personnes détenues ;
- action urgente des organisations humanitaires pour trouver des solutions temporaires à la prise en charge des détenus libérés.
- 5. Action internationale. Pour atteindre ces buts, tous les gouvernements et organisations internationales s'engagent à :
- coopérer totalement avec le secrétaire général des Nations unies et à lui fournir les informations permettant d'appliquer la résolution 771 ;
- à prendre toutes les mesures légales possibles contre les responsables de violations ou d'atteintes aux conventions de Genève ;

— à ouvrir un registre des violations établies et vérifiées du droit humanitaire international ;

— à organiser les missions de contrôle et de surveillance demandées par la CSCE sur les territoires de l'ancienne République fédérative et socialiste de Yougoslavie (RFYS) et des pays voisins (contrôle de l'embargo, NDHR) ;

— à ne pas envisager une aide à la reconstruction de l'économie serbe tant que la Serbie n'aura pas rempli les conditions posées par cette conférence, à savoir donner les moyens de passage aux convois humanitaires et assurer leur protection, à la demande de l'ONU ; donner les moyens de contrôle des armements lourds en Bosnie-Herzégovine.

6. Sanctions. Un accord a été conclu entre les gouvernements concernés sur les points suivants :

- renforcement d'un plan d'action visant à assurer l'application rigoureuse des sanctions ;
- renforcement des sanctions sur le Danube, considérant que les pays riverains ont autorisé pour le faire, et l'obligation de les appliquer ;
- aide pratique aux pays voisins, en personnel et en équipements, afin de faire appliquer rigoureusement les sanctions, en coopération avec la CEE et la CSCE.

Enfin, pour ce qui est des violations du droit humanitaire international, les deux présidents de la conférence de Londres, M. Boutros Boutros-Ghali et John Major, examinant la possibilité de créer une Cour pénale internationale devant laquelle les auteurs des exactions seraient traduits.

EUROPE

ALLEMAGNE : les violences xénophobes à Rostock

La mission dans l'ex-Yougoslavie
de l'ancien premier ministre polonais

M. Mazowiecki préconise la création d'une commission d'enquête permanente

GENÈVE

de notre correspondant

Le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies (le Monde daté 16-17 août), chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki - qui n'a pas participé à la conférence de Londres parce qu'il n'y avait pas été invité - devait remettre, dans la soirée du vendredi 28 août, un premier rapport sur la mission qu'il a dirigée sur le terrain, du 21 au 26 août. Le texte comportera un certain nombre de recommandations : l'une d'elles préconise la création d'un organe d'enquête permanente.

A son retour à Genève, au cours d'une conférence de presse jeudi, M. Mazowiecki a déclaré que des atrocités étaient commises de part et d'autre, que la haine était incitée, propagée et encouragée de manière exacerbée par tous les médias du pays, et que le surarmement était un ne peut plus alarmant.

La mission est rentrée avec le pénible sentiment que la tragédie yougoslave risquait de n'en être qu'à ses débuts et que toutes les parties en conflit étaient responsables de la dégradation de la situation. M. Mazowiecki a estimé, d'autre part, que le mandat de la FORPRONU devrait être élargi et ses effectifs augmentés.

Les membres de la mission ont pu s'entretenir avec des personnalités de tous bords et visiter un certain nombre de lieux de détention, mais pas tous ceux dans lesquels ils auraient souhaité se rendre. M. Mazowiecki retournera en septembre en ex-Yougoslavie et, cette fois, visitera également le Kosovo.

Pour sa part, M. Louis Joinet (France), responsable de la sous-commission du problème des détentions arbitraires, qui, au cours de cette mission, s'est particulièrement préoccupé de l'étendue de la détresse politique de purification ethnique « croisée » - les Serbes n'en ayant pas l'exclusivité - nous a confirmé toutes les atrocités maintes fois relatées. Six méthodes sont, selon lui, pratiquées :

1. Diverses formes de dissuasion à l'endroit des personnes qui veulent rester dans leurs villages, leurs maisons ; cela peut aller jusqu'aux exécutions sommaires ;
2. Appel à la délation collective. Il circule dans une quinzaine de villes des fascicules intitulés « Qui est qui ? » ; l'un d'eux, publié par les Croates, comporte 6 000 noms serbes ;
3. Expulsions avec confiscation des biens, précédées d'extorsion de signatures sur des documents dans lesquels l'expulsé doit déclarer que son départ est volontaire ;
4. Manipulation du statut de prisonnier de guerre : des paysans sont arrêtés en masse afin de servir de monnaie d'échange ;
5. Destructions sélectives : on peut voir dans le même village des ruines de maisons musulmanes côtoyant des demeures en bon état, fleurs aux fenêtres ;
6. Discrimination d'état-civil : il faut prouver, pièces à l'appui, que l'on appartient à telle ou telle ethnie, afin de pouvoir inscrire ses enfants à l'école, toucher sa retraite...

Pour le juriste français, toutes ces mesures sont, en même temps que moralement et humainement graves, totalement illégales.

ISABELLE VICHNIAC

Pour la première fois depuis la fin de la semaine dernière, la ville de Rostock, dans l'ex-RDA, a connu, jeudi 27 août, une soirée calme. Seule une bagarre entre quelques dizaines de jeunes gens d'extrême droite, ivres pour la plupart, a été signalée. En revanche, de deux mille à trois mille personnes ont défilé en silence dans les rues de la ville pour protester contre les violences xénophobes de ces derniers jours. Déjà, environ trois mille personnes s'étaient rassemblées mercredi soir à Berlin, Munich et Francfort. La police craint de nouveaux affrontements à la fin de semaine, plusieurs mouvements de gauche ayant annoncé leur intention d'organiser à Rostock une manifestation antiraciste.

Le chancelier Kohl a de nouveau condamné ces violences en ajoutant jeudi, au cours du conseil des ministres : « Ceux qui mettent en danger la vie ou la santé des autres, qui incendient des maisons et incitent à la haine des étrangers doivent être poursuivis avec toute la sévérité de la loi. » Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a, lui aussi, très vivement critiqué les événements de Rostock. Dans un texte publié jeudi en première page du quotidien populaire Bild Zeitung, il a écrit que les violences contre les demandeurs d'asile étaient un « signe sérieux et pernicieux qui pourrait facilement s'étendre au-delà de la problématique de l'asile ».

M. Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, ministre de

la justice, a déclaré au quotidien Berliner Kurier que le « vrai » motif de ces violences réside « dans les problèmes économiques et personnels qu'ont les gens actuellement », tandis que les étrangers et les demandeurs d'asile ne sont, selon elle, que des causes « apparentes ».

C'est la première fois depuis le début des violences qu'un ministre établit un lien direct entre ces incidents et les conditions de vie dans l'ex-RDA. Les principaux partis politiques vont par ailleurs tenter de trouver un terrain d'entente pour financer le droit d'asile. (AFP, AP, Reuters.)

« Ils nous volent la réunification... »

Des jeunes de l'ex-RDA déboussolés et frappés par le chômage sont à l'origine des récentes manifestations racistes de Rostock

ROSTOCK

de notre envoyé spécial

Une nouvelle fois l'Allemagne vit un électrochoc, et contemple, consternée, les images télévisées d'un spectacle qu'elle n'aurait pu imaginer il y a quelques années : quelques skinheads au crâne rasé et au salut hitlérien, se battant avec des policiers, mais surtout une foule de jeunes gens bien ordinaires, une partie de sa population ouvrière, scandant jour après jour depuis samedi 23 août, une haine simple, brutale et banale, un cri viscéral et exaspéré : une haine de l'étranger.

Durant cinq nuits consécutives, quelque chose d'hallucinant a parcouru la Gustower Strasse, une enfilade d'immeubles modernes perdue quelque part dans le brouillard de la Baltique. Quelque chose d'hallucinant comme cette minuscule lumière qui brille dans le vide d'une des chambres du foyer désert et qui, laissée allumée dans la précipitation du départ, suscite encore et toujours les jets de pierres, les mots d'insultes et les parties de cache-cache avec les policiers. Gustower Strasse et ses pelouses râpées, quadrillées, isolées du reste du monde par des cordons de sécurité, clignote dans les giraphes, les incendies et les éclats de rire. Un chaos, une fête pour ces jeunes venus des quatre coins de la région - voire pour certains du pays - une fête de fin d'été que chacun ne voudrait jamais voir terminée.

Rainer, vingt ans, sait que, d'une certaine manière, il a gagné. Ouvrier mécanicien à Malchin, il a fait l'aller et retour - 140 kilomètres - toutes les nuits avant de reprendre le travail. Afin d'être là, dans cette cité-dortoir devenue le haut lieu de la jeunesse déboussolée. Il jubile, Rainer : « Ils sont partis, et c'est grâce à nous. Nous continuerons, nous irons dans d'autres centres d'immigrés. Les policiers peuvent nous arrêter, nous tirer dessus, lâcher leurs chiens, nous serons encore là », dit-il, le fardard masquant à moitié une bouille d'adolescent mal dégrossi.

Les cheveux longs, en jean et en tee-shirt, Rainer n'a rien du militant d'extrême droite, se défend d'être fasciste et, à l'image de l'immense majorité des manifestants, a l'allure d'un jeune homme tranquille et ordinaire. Souriant, presque « peace and love » dans les apparences, rien de vraiment différent d'un militant Vert, d'un sympathisant de la gauche alternative. Et pourtant, s'il le pouvait, s'exclame-t-il en riant, il couperait ses cheveux, chausserait des bottes et deviendrait l'un de ces skinheads qui, bien que venus en nombre limité, semblent bel et bien noyer cette série d'émeutes.

« Je ne peux pas le faire, sinon je serais moi-même. Mais je suis avec eux. Je voudrais qu'ils gagnent, qu'ils aient le pouvoir, au

lieu de tous ces politiciens. Il faut faire vite : « Les étrangers arrivent par milliers, ce ne sont pas des réfugiés de la guerre de Yougoslavie. Non, ce sont des Tsiganes, des Turcs, des Polonais, des Vietnamiens. »

Il mime ces derniers en se tordant les poignets, les yeux bridés et la moue de dégoût. « Ils puent, ils sont sales. Nous les combattons parce qu'ils pèsent. Ils étouffent sur nos pelouses. Et avec ça le gouvernement leur donne un logement, de l'argent. Mais cet argent, nous en

achetons. » Se méfiant des partis politiques traditionnels, les jeunes manifestants, tout comme les habitants du quartier plus âgés, des anciens ouvriers des chantiers navals aujourd'hui au chômage, ne semblent pas pour autant tentés par un engagement politique « conscient » aux côtés de l'extrême droite.

La rage xénophobe de la plupart des manifestants explose plutôt comme une peur dans un pays, l'ex-RDA, où l'on estime que près



TANAKO

avons besoin. Il faut d'abord penser à nous, les Allemands de l'Est. Nous, nous sommes déjà des étrangers pour les Allemands de l'Ouest. Alors, nous n'avons pas besoin d'étrangers supplémentaires. A l'Ouest, ils ne pourront pas payer pour tout le monde et, nous, nous voulons être au niveau de l'Ouest tout de suite. »

Les « nouveaux Turcs » ?

Au milieu des gaz des grenades fumigènes à peine dissipées, Simone, vingt ans, une fan de Tina Turner, cuisinière dans un restaurant de Neu-Buckow, à quarante kilomètres de Rostock, ne veut pas parler de politique. Elle n'a pas d'idée de droite. Elle ne voterait pas non plus pour les républicains, le parti d'extrême droite, « parce qu'ils vont un peu trop loin ». Mais tout de même, explique-t-elle, en douceur : « Les étrangers veulent si mauvais, et soupire pour dire : « Ils nous volent la réunification. Depuis la chute du mur, nous voyons les événements et tous les produits affluer. Mais rien n'a changé. Nous n'avons pas d'argent pour les

de la moitié des postes de travail existant du temps du régime communiste sont supprimés ou sont appelés à l'étranger. Pourtant largement subventionnés par la CEE - un peu trop, protestent récemment les concurrents européens - les chantiers navals de Rostock comptent bientôt 3 000 salariés ; en 1989 ils en employaient 8 500. Les activités de substitution se font pour l'instant attendre et le taux de chômage atteint 17 % de la population active.

Incendiant, mercredi soir, les quelques Trabant qui se trouvaient sur leur passage, parce que, disent-ils, « ces voitures là, maintenant, on ne veut plus les voir », les jeunes de Rostock ne veulent plus attendre. Les espoirs d'un retour à la croissance et de la perspective d'une remise à niveau de l'ex-RDA leur apparaissent comme autant de mirages que « les politiciens de Bonn » agitent pour mieux les bercer. « C'est trop tard, il n'y aura jamais assez d'argent », disent les manifestants, visiblement tenaillés par l'angoisse de devenir les « nouveaux Turcs » de la grande Allemagne réunifiée. Et entre la peur d'être un Turc et la tentation de s'attaquer à ces derniers.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Deux nouvelles attaques contre des foyers pour demandeurs d'asile. - Au moins deux attaques contre des foyers pour demandeurs d'asile ont été perpétrées dans l'ex-RDA, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 août. Une quarantaine de jeunes ont attaqué un foyer pour demandeurs d'asile dans la ville de Stendal, à cent kilomètres de Berlin, mais les forces de l'ordre ont pu empêcher qu'il soit pris d'assaut, a indiqué la police locale. A Oschersleben, également dans le Land de Saxe-Anhalt, quatre inconnus ont lancé un cocktail Molotov contre le mur extérieur d'un foyer pour demandeurs d'asile. (AFP.)

Quarante mille militants d'extrême droite dont 10 % de néo-nazis

Les mouvements d'extrême droite comprennent 40 000 membres dans l'ensemble de l'Allemagne, selon la dernière enquête pour 1991 de l'Office de protection de la Constitution (service qui est un peu comparable aux renseignements généraux en France). En 1990, leurs effectifs n'étaient que de 32 000, mais la progression s'accroît en partie par la prise en compte de l'ex-RDA. Ces chiffres ne comptabilisent pas toutefois les adhérents du Parti républicain, que le gouvernement, en l'état actuel, ne classe pas parmi les ennemis de la Constitution.

Parmi ces militants, 4 400, dont 3 000 pour la seule ex-RDA, appartiennent à des mouvements qui se réfèrent ouvertement au nazisme. Les mouvements de néo-nazis ou de « skinheads » existaient à l'Est avant la tombée du mur. Ils sont les plus violents, et probablement à l'origine de la forte croissance des « actions violentes contre les étrangers », qui sont

passées de 270 en 1990 à 1 500 en 1991. Au total, sept cents personnes ont été blessées dans ces incidents, qui ont fait trois morts l'an dernier contre deux en 1990. Au cours des sept premiers mois de 1992, on a déjà compté 650 actes de violence, sans prendre en considération les événements de Rostock. On déplore sept morts.

Les militants néo-nazis sont de sexe masculin (3 % de femmes) ; sont jeunes : près de 70 % ont vingt ans - ou moins - et 3 % seulement plus de trente ans.

Le ministère de l'Intérieur estime que les violences ne font pas l'objet d'une action coordonnée, mais qu'elles sont plutôt le fruit de réactions locales spontanées. Cette thèse est pourtant contestée depuis les événements de Rostock, certains commentateurs soulignent, au contraire, la présence de beaucoup de militants de l'Ouest, ce qui laisse présager un minimum de concertation.

E. L. B.

Les partis politiques vont tenter de s'accorder pour restreindre le droit d'asile

FRANCFORT

de notre correspondant

Les responsables des partis représentés au Bundestag vont se retrouver, à partir du 9 septembre, pour tenter de s'entendre sur une politique du droit d'asile plus restrictive. Les chrétiens-démocrates (CDU) de M. Helmut Kohl, linguistes, actuellement des succès de l'effondrement, parmi leurs électeurs, le réclament depuis des mois. Mais tout changement était subordonné à une modification de la Constitution, pour laquelle une majorité des deux tiers dans les deux chambres est nécessaire. Or l'opposition des sociaux-démocrates (SPD) l'empêchait. La possibilité d'une révision constitutionnelle a été ouverte par le récent changement d'attitude du SPD, qui accepte désormais de modifier l'article 16 portant sur le droit d'asile (le Monde du 26 août).

Cet article indique que « les persécution politiques jouissent du droit d'asile ». La formule, héritée dans le contexte de l'après-guerre, est d'une extrême libéralité. Depuis quatre ans, les bouleversements politiques dans les pays de l'Est, puis l'effondrement des économies de ces pays, et, enfin, les conflits balkaniques ont provoqué un afflux massif en Allemagne, pays situé en première ligne et dont la politique libérale est connue. Les demandeurs d'asile ont été 120 000 en 1989, 190 000 en 1990, 230 000 en 1991, et leur nombre pourrait dépasser 400 000 cette année si le rythme observé au premier semestre se maintient.

A côté de ce flot, il faut signaler les arrivées des « Allemands de souche » qui fuient les pays de l'Est pour rejoindre la terre de leurs aïeux où le droit du sang leur donne automatiquement la nationalité allemande. Ils ont été 250 000 l'an passé.

Définit

la « persécution politique »

A son arrivée, et en attendant que son dossier soit examiné, un demandeur d'asile touche 600 DM par mois (2 000 francs). Très peu de candidats s'avèrent réellement « politiquement persécutés » et obtiennent le statut recherché après examen de leur dossier ; environ un sur vingt. Mais la procédure dure des semaines, voire des mois, tant les services de gestion des demandes sont débordés. Environ 500 000 dossiers seraient en attente. En juillet, le Parlement a voté une loi limitant le délai de réponse à six semaines, mais il faut la mettre en place. Ensuite, quand bien même le réfugié s'est vu refuser son droit d'asile, il est très rarement expulsé. C'est sur ce terrain que l'extrême droite prospère en menant

tant que « Das Boot ist voll », « la barque est pleine ».

Le débat sur une restriction du droit d'asile a été soulevé de nombreuses fois ces dernières années par les groupes parlementaires. Ne serait-ce que l'an dernier après les émeutes, du type de celles de Rostock, qui avaient eu lieu en Saxe. En avril, lors du débat parlementaire sur l'accord de Schengen sur la circulation des personnes, la CDU estimait qu'une révision de l'article 16 était indispensable et qu'il fallait faire d'une pierre deux coups.

L'ant-major du SPD s'y refusait, en réclamant que le problème de l'immigration soit abordé dans son intégralité et à l'échelle européenne. Mais les autorités régionales et locales du parti, qui ont à faire face concrètement à la situation, ont consenti à un changement d'attitude. Dès le mois d'avril, le SPD avait entrouvert la porte en suggérant ce que pourrait être une nouvelle politique. Les demandes d'asile seraient réduites par l'acceptation claire d'une immigration économique, contrôlée par l'adoption d'un système de quotas. Les ressortissants de pays en guerre seraient, de leur côté, un droit d'entrée temporaire.

Le week-end dernier, la direction du SPD a accepté le principe d'une révision constitutionnelle. M. Björn Engholm, le numéro un du parti, a expliqué que le droit d'asile ne devait plus s'appliquer à ceux qui fuient des persécution, ni aux personnes originaires de pays que le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) juge exempts de persécution politique.

A partir du 9 septembre, les partis vont devoir faire le tri des propositions, s'entendre sur les méthodes et établir, in fine, un nouveau texte constitutionnel. Il devrait choisir entre un maintien du texte actuel complété d'un additif restrictif et une nouvelle formulation qui préciserait le terme de « persécution politique » en faisant référence aux droits de l'homme et à la Convention de Genève.

Mais le plus important sera de s'entendre sur la suite concrète à donner à la loi : il faudra, en particulier, se donner des moyens efficaces pour endiguer les flux d'entrées et expulser les candidats refusés. C'est sur le terrain que les partis peuvent effacer l'impression d'impuissance qu'ils donnent à l'opinion et dont l'extrême droite fait ses choux gras. Mais il faudra aussi veiller à ce que ces moyens restent justes et libéraux pour conserver à l'Allemagne son image de pays ouvert aux étrangers.

ÉRIC LE BOUCHER

TCHÉCOSLOVAQUIE : les modalités de la partition

Pas de référendum et maintien d'une monnaie commune

Les premiers ministres tchèque, M. Vaclav Klaus, et slovaque, M. Vladimír Mečiar, ont donné, jeudi 27 août, un certain nombre de précisions sur l'accord auquel ils étaient parvenus dans la nuit de mercredi (le Monde du 28 août) visant à la dissolution de la Fédération à compter du 31 décembre prochain.

Ils ont notamment déclaré qu'ils ne recourraient pas à un référendum pour entériner cet accord. La majorité des trois cinquièmes sera requise dans les deux Chambres de l'Assemblée, et dans les deux parties, tchèque et slovaque, de la Chambre des nations. Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique

(HZDS), grands vainqueurs des élections législatives de juin dernier, en alliant leurs voix, sont pratiquement assurés de faire passer ces lois.

Ils ont, d'autre part, affirmé que les accords entre les deux Républiques permettraient la libre circulation et l'égalité des droits des citoyens d'une République dans l'autre, la libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre, ainsi qu'une union douanière et « monétaire de paiements ». A cause du coût trop important d'une séparation immédiate, les politiques étrangères et militaires des deux Républiques seront coordonnées. M. Klaus a aussi assuré que la partition du pays n'affecterait pas l'existence d'une monnaie com-

maune. « J'aimerais souligner qu'il n'y aura pas de changement immédiat de monnaie après janvier ou dans un avenir prévisible. Cela signifie qu'une zone couronne restera en vigueur sur le territoire de l'ancienne Tchécoslovaquie, a-t-il notamment déclaré. Dans le domaine budgétaire, notre objectif est de créer deux comptabilités nationales avec un taux de conversion fixe qui, du moins au début, sera de un pour un. (...) C'est seulement dans le cas où il y aurait une divergence entre les économies des deux Républiques que l'on procéderait à un changement du taux de conversion. » (AFP, Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

PROCHE-ORIENT

A l'issue d'une première semaine de travaux

Les négociations israélo-arabes marquent le pas

Négociateurs arabes et israéliens devaient clore, vendredi 28 août, une première semaine de négociations bilatérales qui n'a pas abouti à des progrès substantiels, malgré une amélioration sensible du climat des discussions.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les Libanais sont outrés, les Palestiniens sont mécontents, les Syriens s'impatientent et les Jordaniens attendent des propositions concrètes, qui, disent-ils, ne viennent pas. Au quatrième jour de la reprise du processus de paix, jeudi 27 août à Washington, les négociations entre Israël et ses partenaires arabes semblent bien avoir sérieusement marqué le pas.

Tandis que les représentants israéliens continuent de laisser entendre que tout se passe bien et que l'atmosphère des discussions demeure excellente - ce dernier point n'étant pas nié par les autres parties -, les réactions sont multiples du côté arabe. M. Hassan Askaroui, le porte-parole palestinien, a même accusé jeudi les négociateurs israéliens de soufrier d'une sorte de « schizophrénie », la différence entre leurs déclarations publiques élogieuses et « la substance » des discussions étant, selon elle, abyssale. Les pro-

positions israéliennes, a insisté M. Ashraoui, demeurent « totalement incompatibles avec les nôtres ». « On ne peut pas dire que c'est l'impasse », a concédé la porte-parole, mais les documents de travail de la délégation israélienne demeurent, selon elle, fortement marqués par « l'idéologie du Likoud », le parti de droite précédemment au pouvoir à Jérusalem, sous la direction de M. Itzhak Shamir. Sans parler des différences connues à propos des futures élections palestiniennes, du nombre possible d'états et de l'étendue des pouvoirs qui seront concédés au « Conseil administratif » qu'ils pourraient former (le Monde daté du 28 août), il n'y avait rien dans les propositions israéliennes concernant un éventuel partage du contrôle des ressources hydrauliques et des terres à Gaza et en Cisjordanie.

Accroissement

Libanais et syriens

Certains rumeurs avaient été répandues sur un tel partage par des sources proches des négociateurs israéliens. De même, a souligné M. Ashraoui, il n'est fait mention dans le document israélien d'un retrait des forces militaires israéliennes des territoires occupés. « Sur ce point et sur bien d'autres », a-t-elle conclu, les offres qui nous sont faites sont en retrait par rapport aux accords de

Camp David. L'accroissement n'est pas moins grande chez les Libanais. M. Souheil Chammas, chef de la délégation, a carrément accusé jeudi la partie adverse d'essayer de faire « légitimer et légaliser » par son gouvernement l'occupation par l'armée d'Israël d'une partie du territoire national. Tout ce que nous avons fait, rétorque-t-on du côté israélien, fut de proposer une plus grande présence administrative dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, des autorités libanaises pour les populations qui vivent dans notre zone de sécurité.

Rappelant que les 850 kilomètres carrés occupés depuis une dizaine d'années par Israël dans le sud du pays étaient « partie intégrante du Liban », M. Chammas a précisé que sa délégation avait « rejeté » cette proposition. « Les Israéliens, a-t-il poursuivi, ont sans doute oublié qu'ils sont dans notre pays, sur notre sol et que tout ce que nous leur demandons, c'est de se conformer à la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, de nous proposer un calendrier pour le retrait de leurs forces ».

Les Syriens, qui font un peu la pluie et le beau temps au Liban, ont, semble-t-il, adopté une attitude similaire, à moins que ce soit l'inverse. En tout cas, M. Moufak Alak, le très urbain négociateur en chef venu de Damas, s'est étonné de ne pas avoir encore détecté, en dehors du très positif changement de style, de mutation

substantielle de la position israélienne sur l'occupation du Golan. « La seule différence, a concédé le diplomate, est que, naguère M. Ben Aharon (le négociateur israélien proche de l'ancien premier ministre) disait que le texte de la résolution 242 ne pouvait être qu'un guide pour les négociations, alors que M. Rabinovich (le nouveau négociateur choisi par M. Itzhak Rabin) admet que ce texte doit servir de base au processus de paix ». « C'est maigre », a laissé entendre M. Alak. « La résolution en question », a-t-il affirmé, déclare illégale toute acquisition de territoire par la guerre ».

Inutile donc, selon lui, de tergiverser sur la question de savoir si la résolution parle de la restitution « de » ou « des » territoires occupés. Pour Damas, « il ne peut y avoir de solution partielle » à l'occupation des 1 500 kilomètres carrés du plateau du Golan. Le territoire en question ne peut être évacué que totalement, « faute de quoi la paix ne peut être établie ». La Syrie n'est pas prête à faire de « compromis » à propos d'une terre qui est sienne ».

PATRICE CLAUDE

IRAK : après la création d'une zone d'exclusion

L'aviation américaine a commencé à surveiller le sud du pays

Dans l'heure qui a suivi l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak (le Monde du 28 août), des avions de chasse américains ont survolé ce secteur, situé au sud du 32^e parallèle, sans susciter de réaction de la part des Irakiens. « Il n'y a pas eu de vols d'avions irakiens aujourd'hui au sud du 32^e parallèle. Seuls des appareils de la coalition ont survolé cette zone », a déclaré le porte-parole du Pentagone, M. Bob Hall, qui s'est borné à indiquer que les appareils américains étaient des F-15 et des F-18.

Revenant se poser sur le porte-avions Independence, les pilotes ont affirmé avoir survolé certains aérodromes et les alentours de Basorah, mais pas la ville elle-même. « Je ne pense pas que les Irakiens veulent nous défier, surtout après ce qui s'est passé l'autre dernière », a déclaré le lieutenant Cam O'Keefe, l'un des journalistes à bord du porte-avions Independence.

Bagdad n'en a pas moins promis de « choisir le moyen approprié et le moment opportun pour contrecarrer cette agression scandaleuse », indique un communiqué du Conseil du commandement de la révolution publié jeudi. Simultanément, le parti Baas au pouvoir réclamait « une mobilisation de toutes les forces arabes pour appuyer l'Irak dans cet affrontement ».

Le Parlement irakien a demandé quant à lui que soient adoptées des « mesures audacieuses » pour « faire face aux défis ».

A en croire le Congrès national irakien (CNI), une coalition des partis et forces d'opposition, les forces de sécurité irakiennes continuent de sévir et ont lancé une campagne d'arrestations de chiites à Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Plusieurs centaines de chiites ont ainsi déjà été envoyés dans un camp à Tobzawa, à une dizaine de kilomètres de Kirkouk, indique le CNI.

Mise en garde de M. Itzhak Rabin

Les réactions à l'instauration de la zone d'exclusion sont diverses. « Par mesure de précaution » et en raison de « l'aggravation de la situation » en Irak, la Russie a entrepris l'évacuation des familles des employés des agences russes travaillant en Irak. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a mis en garde Bagdad contre toute velléité d'attaque de l'Etat juif. Plusieurs pays arabes, notamment l'Arabie saoudite et le Maroc, se sont bornés pour leur part à réaffirmer leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak. - (AFP, Reuters)

IRAN : à la sous-commission des droits de l'homme

Téhéran a été vigoureusement critiqué par l'ONU

L'Iran a été vigoureusement condamné, jeudi 27 août, à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève, pour « la poursuite des violations graves des droits de l'homme ».

GENÈVE

de notre correspondant

L'Iran a été mis à plusieurs reprises sur la sellette, devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, réunie au palais des Nations du 3 au 28 août (le Monde du 5 août). C'est ainsi que l'ex-colonel iranien Hassan Akhlagi, condamné à mort par Téhéran, a dénoncé les violations constantes des droits de la personne à l'égard des femmes, notamment de celles qui sont considérées comme « mal habillées », c'est-à-dire ne portant pas d'une façon parfaite le costume, dit

féminin, obligatoire. Elles risquent pour cela des condamnations allant de la flagellation à l'internement.

L'ancien officier a raconté le drame d'une fille de treize ans, Sara Vafai, qui, il y a une dizaine de jours, ayant une mèche de cheveux qui dépassait légèrement de son tchador, a été poursuivie par des gardiens de la révolution, s'est réfugiée chez elle et s'est tuée en se jetant dans la rue par une fenêtre. L'opposant iranien a rappelé, entre autres, que dans les transports publics, les femmes ne peuvent occuper qu'un compartiment réservé à elles seules, ce qu'il considère comme une forme d'apartheid.

Le député à Genève de la République islamique d'Iran n'a pas usé de son droit de réponse face à ces accusations et au sévère réquisitoire prononcé par M. David Limman au nom d'une ONG, le mouvement international de la réconciliation, contre la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur d'une

œuvre de fiction, Les Versets sataniques. Pendant trois ans et demi les experts de la sous-commission n'avaient pas évoqué cette sentence, pas plus que l'attentat perpétré le 3 juillet 1991 contre le traducteur italien des Versets, ni l'assassinat, le 12 du même mois, de son traducteur japonais. Et c'est seulement le 12 août, au cours de l'actuelle session, que l'expert du Royaume-Uni, M. Claire Paley, a demandé que la sous-commission prenne une position sans équivoque à ce propos.

La résolution adoptée par la sous-commission a particulièrement insisté sur les 50 prisonniers politiques ont été exécutés en Iran en mai 1992, et que, selon des sources officielles iraniennes, 113 000 femmes y ont été arrêtées en un an, le texte condamnant notamment « l'usage abusif de la force » et « les actions anti-gouvernementales », ainsi que « les exécutions de prisonniers politiques, la torture... la lapidation... la reprise des persécutions contre les

minorités religieuses ». La sous-commission demande par ailleurs que « soit recherchée toute information supplémentaire » sur l'assassinat de M. Kazem Rajavi, abattu dans sa voiture en avril 1989 près de Genève.

ISABELLE VICHNIAC

JORDANIE : Un député a été arrêté pour participation à un réseau islamiste extrémiste. - Un député islamiste indépendant, M. Yacoub Karache, a été arrêté, jeudi 27 août en Jordanie, pour son implication dans un réseau jihadiste extrémiste accusé de planifier des opérations « terroristes » dans le pays. M. Karache est également accusé de détention d'armes et d'engins explosifs saisis dans son bureau lors d'une perquisition. Une dizaine de membres du réseau, qui porte le nom de Jeunes de la mobilisation islamique, ont également été arrêtés. - (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN : Un bref cessez-le-feu a été conclu à Kaboul

Après plus de deux semaines de combats entre forces gouvernementales et combattants du Hezb-i-Islami, Kaboul a déclaré, jeudi 27 août, qu'il acceptait un cessez-le-feu de dix heures vendredi. Comme l'avait demandé le gouvernement pakistais, le dirigeant fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb, avait annoncé le même jour l'entrée en vigueur d'une trêve de soixante-douze heures à compter de jeudi à midi. Malgré tout, les bombardements se sont poursuivis dans Kaboul. Des roquettes sont notamment tombées sur l'ambassade de Russie, faisant deux blessés. De plus, un avion militaire russe chargé de rapatrier des diplomates a pris feu sur l'aéroport de la capitale, et trois soldats russes ont été blessés vendredi matin. Deux autres appareils ont pu décoller avec, à leur bord, cent vingt diplomates russes ainsi que plusieurs dizaines de diplomates chinois, indonésiens et indiens. - (AFP, AP, Reuters)

ALBANIE

Troisième journée de troubles autour d'une usine militaire

Les manifestations se sont poursuivies, jeudi 27 août, pour la troisième journée consécutive, autour de l'usine militaire de Polican, à 140 kilomètres au sud de Tirane. La ville était encerclée par des policiers armés et neuf personnes ont été arrêtées après les affrontements de la veille, qui ont fait dix-sept blessés. Il s'agit des troubles les plus importants depuis l'arrivée au pouvoir, en avril dernier, de l'opposition, qui a mis fin à quarante-sept ans de régime communiste. Le mouvement de grève dans l'usine d'armement de Polican, entamé le 15 juin dernier, avait tourné à l'émeute mercredi avec la prise en otage du chef local de la police et d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. C'est le licenciement imminent, de 2 300 des

2 800 ouvriers de cette usine, la seule de cette ville de 12 000 habitants, qui a provoqué la révolte des habitants. - (AFP)

CANADA

Acquittement d'un révisionniste

La Cour suprême du Canada a annulé, jeudi 27 août, la condamnation à neuf mois de prison de l'éditeur Ernst Zundel, d'origine allemande, qui avait affirmé que le massacre des Juifs pendant la seconde guerre mondiale était une « machination sioniste ». La Cour a déclaré inconstitutionnel l'article du code pénal qui interdit la propagation de fausses nouvelles, considérant qu'il portait atteinte à la liberté d'expression. L'avocat de M. Zundel avait plaidé que tous ceux qui croyaient au Père Noël pourraient être poursuivis en vertu de cet article. - (AFP, Reuters)

LIBÉRIA

Deux employés de la Croix-Rouge ont été blessés au nord de Monrovia

Deux employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été blessés, mercredi 26 août, alors qu'ils revenaient d'une mission d'évaluation à Tubmanburg, au nord de Monrovia. L'un, M. Salomon Jabbo, a été « grièvement » atteint ; le second, M. Thomas Markelbach, chef de la mission du CICR à Monrovia, a été sérieusement touché « sans que ses jours soient en danger », ont précisé, jeudi, les responsables du CICR à Abidjan (Côte d'Ivoire). Leur véhicule a été la cible de tirs d'armes automatiques et de grenades, à une quarantaine de kilomètres de la capitale. Par ailleurs, le coordinateur des secours des Nations unies, M. Rose Mountain, a lancé, jeudi, à Monrovia, un appel à l'aide internationale pour que soient fournies, au plus vite, des couvertures et des chaussures aux quelque vingt mille à trente mille civils, réfugiés depuis samedi dans les banlieues de la capitale libérienne. - (AFP)

AFRIQUE

TUNISIE : l'affaire du « complot »

Une trentaine d'islamistes sont condamnés à la prison à vie

TUNIS

de notre correspondant

Le tribunal militaire de Tunis, qui examinait, depuis le 10 juillet, l'affaire du « complot » dans lequel étaient impliqués des responsables et des militants du mouvement islamiste clandestin Ennahda, a rendu un verdict sévère, vendredi 28 août, en prononçant une trentaine de condamnations à la prison à vie. Les juges n'ont cependant pas suivi le procureur militaire qui, dans son réquisitoire, avait demandé la peine de mort pour 19 des 171 inculpés.

Dirigeants en fuite

Parmi les islamistes condamnés à la détention à perpétuité, figurent notamment certains dirigeants d'Ennahda, aujourd'hui en fuite à l'étranger, comme M. Rasheed Chamouch, le président du mouvement clandestin, Mohamed Chemmam, le chef de la branche militaire, Salah Kartar et Habib Mokni qui, tous deux, bénéficient du statut de réfugié politique en France. Au nombre des responsables intégrés en état d'arrestation et qui ont été condamnés à la même peine, on relève les noms de M. Sadok Chourou et Habib

Elloz, qui avaient pris, en Tunisie, la tête d'Ennahda.

Les autres inculpés ont été condamnés à des peines qui vont de trois ans à vingt ans de prison. Quatre militaires impliqués dans le « complot » ont bénéficié d'un non-lieu.

M. D.

ALGÉRIE : huit morts dans l'attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger. - L'attentat commis mercredi 26 août à l'aéroport d'Alger a fait huit morts et 124 blessés, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur diffusé par l'agence de presse APS. Quatre blessés encore hospitalisés sont dans un état grave. D'autre part, dans des communiqués, deux partis islamistes rivaux de l'ex-Front islamique du saint (FIS) - le Mouvement de la société islamique de M. Mahfoudh Nahnah et le Mouvement de la Nahda islamique de M. Abdallah Djaballah - ont « vigoureusement condamné » cet attentat, le qualifiant de « terroriste », et d'« assassinat politique ». Ils ont appelé « au travail politique propre, au dialogue et à la recherche par la voie pacifique des moyens de trouver une solution à la crise vécue par l'Algérie ». - (AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Le dénouement de la crise présidentielle semble imminent

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Il apparaît de plus en plus évident à tous les acteurs de la crise brésilienne que des accords de conciliation et de coopération à l'encontre du président Fernando Collor de Mello que celle-ci sera de très courte durée. Une issue sera trouvée « d'ici deux à trois semaines maximum », a ainsi affirmé, jeudi 27 août, le ministre de l'Économie, M. Marcello Marques Morais, au cours d'une rencontre avec la presse étrangère. Le maintien à son poste de ce ministre respecté et populaire ainsi que l'engagement de tout le cabinet de ne pas démissionner constituent le meilleur gage que la stabilité sera assurée. Les marchés financiers ne s'y sont pas trompés : les Bourses de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro ont chuté en hausse jeudi et le dollar au cours parallèle a ralenti son ascension.

Les appuis du chef de l'État, dont le porte-parole continue d'affirmer qu'il ne démissionnera pas, fondent comme neige au soleil, d'autant que les premiers sondages montrent que 70 % des Brésiliens souhaitent son départ. Les dix-sept partis qui comptent le pays sont soit favorables à ce que la procédure de destitution soit votée, soit divisés.

Douze des vingt-six gouverneurs approuvent cette démarche. Selon la comptabilité tenue par plusieurs journaux, il ne manque, parmi les 503 députés fédéraux, qu'une trentaine de voix pour que la Chambre vote la procédure d'impeachment. Plus d'une centaine de parlementaires se déclarent encore indécis. Plusieurs partis multiplient déjà les contacts avec le vice-président, M. Itamar Franco, dans la perspective d'un gouvernement de coalition.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

COLOMBIE : le procureur général a donné à Pablo Escobar vingt-quatre heures pour se rendre. - Le procureur général de Colombie, M. Gustavo De Greiff, a donné, jeudi 27 août, au chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, vingt-quatre heures pour se livrer à la justice, après quoi il perdrait les garanties judiciaires qu'il avait obtenues lorsqu'il s'était constitué prisonnier en 1991, et notamment l'assurance qu'il serait jugé en Colombie. Quinze gardiens et cinq prisonniers ont été incarcérés mardi pour avoir aidé le « capo » à s'échapper de sa prison d'Envigado le 22 juillet dernier. - (AFP, Reuters)

POLITIQUE

La préparation du référendum

Partisans et adversaires

« Ayons la fierté du oui »

déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a donné, jeudi 27 août à Saint-Florent-le-Vieil (Mayenne-et-Loire), le coup d'envoi de la campagne de l'UDF en faveur du traité de Maastricht, appelant les militants et les sympathisants de son mouvement à avoir la « fierté du oui ».

SAINT-FLORENT-LE-VIEIL
de notre envoyé spécial

Jamais slogan de campagne ne fut plus court. Devant un simple et grand « oui » sur fond bleu d'Europe, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est plongé, jeudi 27 août, sur les bords de la Loire, dans cette campagne qu'il estime « passionnante », beaucoup plus intéressante en tous cas que « des campagnes que l'on fait pour soi ». Pour répondre à cette grande « interrogation collective » qu'est le référendum, l'ancien président de la République semble prêt à utiliser tout son savoir-faire, à mettre en avant son expérience d'homme d'Etat et, si besoin est, à employer la manière forte contre les partisans du « non ».

A Saint-Florent-le-Vieil, la commune de son dévoué Hervé de Charette, en plein cœur d'un terroir vénéral, souvent signalé par l'histoire, le président de l'UDF a voulu hisser en haut du mât chancelant de l'opposition le drapeau d'un « oui fier » à l'Europe. Pour cette levée des couleurs, près de deux mille élus et militants UDF de la région des Pays-de-la-Loire s'étaient déplacés. Le président RPR de cette région, M. Olivier Guichard, était aussi venu, ainsi que M. Roselyne Bachelot, député RPR du Maine-et-Loire, comme pour attester qu'il restait sur ces terres un semblant d'union.

Une assistance plus attentive qu'enthousiaste. On applaudit peu, mais on prit beaucoup de notes, pour argumenter, juger, voire démentir. M. Giscard d'Estaing, pour leur parler, laissa donc sa poche pleine de papier.

ne voulant faire place qu'au langage du cœur. « Je préfère la France qui dit « oui » à la France qui dit « non », dit-il. Je préfère la France courageuse à la France à laquelle on cherche à faire peur, la France qui lance de grandes idées à la France qui cache derrière de grands mots de toutes petites ambitions. » « Ayons la fierté du « oui », ajouta-t-il. Moi, je suis fier de dire « oui », parce que je ne vote pas « oui » à qui pose la question, mais je vote « oui » à un progrès de l'Europe nécessaire pour l'Europe et pour la France. »

Entre ces deux envolées, M. Giscard d'Estaing s'attacha minutieusement, avec des mots simples, à démontrer point par point l'argumentaire des partisans du « non ». On dit le traité de Maastricht illisible ? L'est-il plus qu'un acte de vente d'une parcelle de terrain ? On repousse la monnaie unique ? « Les Français tout au contraire la souhaitent. Dans la future organisation européenne de la monnaie, les Français et les Allemands sont à l'égalité. Si les Français disent « non », ils soulèveront une grande partie des dirigeants allemands. » On ne comprend pas le principe de subsidiarité ? Que l'on se rassure, « nous garderons en France tout ce que nous pouvons faire aussi bien ou mieux qu'en Europe. »

Le « clavier de la peur »

On prétend que Bruxelles va augmenter les taxes ? « Pour l'accroissement des charges, la France n'a pas besoin de l'Europe. La France nous suffit bien. » L'Europe va devenir une passoire ? « Si Maastricht échoue, l'Europe deviendra alors une véritable passoire vis-à-vis des importations des pays de l'Est qui mettront en péril de mort un certain nombre de nos industries. » Enfin, qui peut refuser une diplomatie et une défense européenne commune ? « Certains Français croient qu'en disant « non » à Maastricht, ils se protégeront davantage. En ce qui concerne la défense, on ne peut pas se protéger tout seul. »

Pédagogue de l'Europe, M. Giscard d'Estaing veut un « oui » fier mais aussi un vote tranquille. Il reproche aux hérauts du « non » de jouer avec la peur des Français. « Je leur reproche de jouer abusivement sur ce clavier de la peur, parce qu'il y a beaucoup de Français en difficulté auxquels on dit : attention, Maastricht va mettre en péril vos avantages, va vous mettre au chômage. De toutes les actions en faveur du « non », c'est celle qui me paraît la plus condamnable parce qu'elle ne repose sur aucune réalité. » De ces mêmes partisans du « non » M. Giscard d'Estaing n'entend pas recevoir des leçons de patriotisme. « Ce que nous cherchons, c'est à bâtir. C'est à unir. (...) Les partisans du « non » n'ont pas le droit de mettre en doute la qualité, la sincérité, la respectabilité de notre attachement à la cause de la France, qui s'est montrée dans certains moments largement égal à leur. »

M. Giscard d'Estaing n'a pas réitéré ses appels à la discrétion à l'attention de M. François Mitterrand et du pouvoir socialiste. De toute évidence, son souci pour l'heure est de ramener à la raison européenne les électeurs de l'opposition, ceux du centre et du centre-droit notamment. On pense à lui, décidément les clés du succès. Avec un argument nouveau et fort : sans de droits, soyez rassurés, dès mars prochain, « Maastricht sera appliqué, je l'espère, par l'opposition. » Pour l'heure, M. Giscard d'Estaing se refuse à suivre M. Edouard Balladur dans le constat anticipé des

déjà d'une victoire du « non » dans les rangs de la droite. C'est sans doute à ses yeux l'argument ultime. Il veut encore miser sur la parade de l'union. D'où son invitation inopinée, jeudi, à M. Jacques Chirac pour une réunion commune à Paris, accompagnée un peu plus tard de l'annonce d'une réunion des « quadras » du RPR et de l'UDF, dans l'Oise, mercredi 2 septembre.

Cette invitation, que M. Chirac a déclinée en raison, a-t-il fait savoir, d'un déplacement le même soir en province, fut jugée par beaucoup d'élus présents comme la seule fausse note de l'excellente partition qu'ils venaient d'entendre. Comme si cette démarche paraissait inconnue. Sur le terrain, eux savent qu'il est vain de vouloir faire tourner pour l'instant les moulins de l'union. La réunion organisée par M. Philippe de Villiers, la veille, à quelques lieues de là, a été perçue comme une provocation. Autre exemple de la confusion ambiante, dans le département voisin de la Mayenne, les trois députés de l'opposition engagent une campagne pour le « non », alors que les deux sénateurs centristes militent pour le « oui ». « Ça se bagarre », confiait le député UDF de la Mayenne, M. Jean-Louis Raux, juste et économe. Le titre de leur ouvrage, « Europe de Maastricht, le pour et le contre », dit bien

DANIEL GARTON

Contre-attaque

Suite de la première page

Cette fois-ci, la contre-attaque semble se développer avec méthode et détermination, alors que les sondages rendent désormais crédible l'hypothèse, naguère improbable, d'une victoire du « non ». Le UDF ont apparemment trouvé le ton, en soulignant à la

fois l'importance de la construction européenne et le risque qu'il y aurait à la confier aux socialistes. Dès lors, l'approbation du traité de Maastricht dans trois semaines et la défaite de la gauche aux élections législatives, moins de six mois plus tard, peuvent être présentées comme les deux étapes successives d'une même entreprise, en évitant toute confusion entre la scrutin de septembre 1992 et celui de mars 1993.

Le thème n'est pas nouveau, mais son ostracisme permet à la droite de répondre d'une même voix à ceux qui ne veulent pas de l'Europe de Maastricht et à ceux qui ne veulent pas de M. Mitterrand. Aux uns comme aux autres, elle dit en effet que, sans M. Mitterrand, l'Europe de Maastricht ne présente pas de danger et qu'en conséquence le « oui » à Maastricht n'est pas incompatible avec le « non » au président de la République. En même temps, l'UDF et le RPR refont leur unité, dans la perspective de l'échéance électorale du printemps, allant même jusqu'à envisager des réunions communes.

Pour M. Chirac comme pour M. Giscard d'Estaing, il était temps de reprendre l'initiative. Une défaite du « oui », qui les mettrait en minorité dans leurs partis respectifs, serait en effet aussi embarrassante pour eux que pour M. Mitterrand. Elle plongerait l'opposition dans une telle confusion que ses chances de succès aux législatives en seraient sans doute compromises. En revanche, si le traité est approuvé, elle pourra faire valoir qu'elle aura contribué d'une manière décisive à sa ratification en venant au secours des socialistes, dont les appels pressants apparaissent comme un aveu de faiblesse.

La question est évidemment de savoir si les dirigeants de l'opposition parviendront à convaincre leurs troupes d'apporter leur aide au pouvoir socialiste en difficulté. Le précédent de 1969 invite à la réflexion. Sans doute M. Mitterrand, à la différence du général de Gaulle, n'a-t-il pas lié son sort à l'issue du référendum et M. Pierre Bérégovoy a pris soin de préciser que le chef de l'Etat « restera quoi qu'il arrive ». Il n'en serait pas moins considérablement affaibli par un échec, et cela d'autant plus qu'il n'entend pas garder le silence pendant la campagne. De ce point de vue, la tentation du vote sanction demeure forte.

Mais en 1969, les électeurs qui ont voté contre le général de Gaulle savaient que la relève était prête et qu'en disant « non » au référendum, ils disaient « oui » à Georges Pompidou et à M. Giscard d'Estaing. En 1992, en votant « non », ils provoqueraient la chute de ceux-là même qui aspirent à la relève. Ce peut être la chance du traité de Maastricht.

THOMAS FERENCZI

La complexité de la matière et le caractère exotique que le processus communautaire conserve aux yeux des électeurs ont amené les protagonistes de la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht à recourir au livre pour faire connaître leur point de vue, plus que d'ordinaire lors d'une consultation électorale.

Les citoyens en quête d'information à leur retour de vacances peuvent trouver aux états des librairies une profusion de livres destinés à les éclairer sur l'enjeu du scrutin du 20 septembre. Certains se proposent de renseigner le lecteur. C'est le cas de *Traité de Maastricht, mode d'emploi*, qui fournit d'abord, sous la plume de deux auteurs - l'un belge, Alain Berenboom, l'autre français, Jean-Claude Zylberstein - un bref historique et une analyse du traité. Suivent le texte du document ainsi que celui du traité de Rome, auquel renvoie le document signé à Maastricht le 7 février dernier, accompagné d'un glossaire.

On peut ajouter à la lecture des textes eux-mêmes - ou lui préférer - leur mise en perspective par deux habitués des arènes européennes, M. Alain Terrenoire, ancien député (RPR) de la Loire et ancien membre du Parlement européen, et M. Alain Raux, juriste et économiste. Le titre de leur ouvrage, *Europe de Maastricht, le pour et le contre*, dit bien

l'intention des auteurs, qui, partisans de la construction communautaire, en exposent de façon très méthodique les acquis et donnent une présentation équilibrée du nouveau traité. Ses avantages « sont, certes, nombreux », et ses inconvénients « ne sont pas insurmontables », indiquent-ils au terme de leur examen, en laissant au lecteur le soin de conclure. Un autre « agenda », plus succinct, est proposé par François Sigel, directeur de l'ISD, sous le titre *L'Europe de Maastricht*, ouvrage qui comporte en outre un entretien avec M. François Mitterrand. « Les Français hostiles au traité de Maastricht se trompent d'époque », déclare notamment le chef de l'Etat.

Ces auteurs-là mettent tout leur soin à informer. Les autres emploient leur talent à convaincre. L'inspiration sensible vient plus facilement aux partisans du « non » qu'à ceux du « oui ». Cinq livres plaident, en effet, contre le traité de Maastricht. Deux d'entre eux sont l'œuvre de citoyens qui s'inscrivent au débat politique sans être investis d'aucun mandat ni d'aucune responsabilité institutionnelle.

L'économiste Alain Cottu se livre à une discussion serrée du texte du traité, sous le titre *Pour l'Europe, contre Maastricht*, afin de démontrer que l'accord conclu par les gouvernements européens et soumis par eux à ratification parlementaire ou référendaire est le dernier avant du « système Maastricht », ainsi défini : « un pouvoir européen fort et en déclin constant l'attention

Un bon filon pour les éditeurs

Un livre dans la veine du *Journal officiel* est en passe de devenir l'un des best-sellers de l'été. Il s'appelle *Traité de Maastricht, mode d'emploi*. On y trouve des textes aussi indispensables à la compréhension du débat européen que le traité de Rome ou celui de Maastricht, une lecture a priori peu divertissante. Paru début juillet dans la collection 10/18, ce petit livre a déjà fait l'objet de multiples réimpressions. « Et ce n'est pas fini », pronostique M. Claude Nevers, le directeur de la diffusion des Presses de la Cité qui table sur des ventes de quarante-cinq mille exemplaires d'ici à la fin du mois d'août.

Figures de proue de la fronde anti-Maastricht, Marie-France Garaud et Philippe Séguin sont partis parmi les premiers à l'assaut des librairies. Publié au Pré aux Clercs, *De l'Europe en général et de la France en particulier* se serait déjà vendu à cinquante mille exemplaires. Une bonne surprise pour son éditeur, qui n'en espérait pas tant. Le premier tirage n'avait été que de quinze mille exemplaires.

En 1991, les ouvrages regroupés dans la catégorie « Reportages », actualité et documents » par le Syndicat national de l'édition ont été tirés à onze mille cent soixante-quatre exemplaires en moyenne. C'est à cette aune qu'il faut mesurer l'accueil que le public réserve et réservera aux livres consacrés à l'Europe de Maastricht.

Récidivistes

La catégorie « Reportages... » est une de celles qui souffrent le moins de la crise de l'édition, beaucoup moins que les livres de science politique « savants » ou de sciences humaines en général. La faveur - relative - dont bénéficient les essais politiques « grand public » explique leur chance lorsque l'occasion se présente. Ils se méfient, jusqu'à présent, de l'Europe des Douze. Les livres qui lui étaient consacrés ne « décollaient » pas.

Trente-quatre livres sont parus en France sur la crise du Golfe entre la fin de l'année 1990 et le début de 1992. On n'en est pas encore à Maastricht, mais une opinion sur l'Europe de demain, c'est beaucoup à digérer en un temps si court, c'est-à-dire avant le référendum du 20 septembre. « Ce n'est peut-être pas sage, commercialement, de mettre autant de livres en même temps sur le marché », observe M. Claude Durand, PDG de Fayard, mais les éditeurs font leur métier. Il y a peu d'événements qui justifient un tel débat.

M. Monique Nemer, directrice éditoriale de Stock, rappelle qu'au tournant du siècle, le seul Pierre-Victor Stock avait publié... cent quatre-vingt-dix livres sur l'affaire Dreyfus. La concurrence ne sera pas aussi rude pour les derniers parus, c'est-à-dire pour les auteurs dont les livres viennent d'être lancés, mais elle risque, quand même, de faire des victimes. Il y en a un qui va se déchaîner du lot, prédit M. Olivier Orban, directeur de Plon. L'espère que ce sera le *Gauleid*.

Fort de leur succès en commun, M. Marie-France Garaud et M. Philippe Séguin ont récidivé chacun de leur côté. Grasset affirme avoir vendu plus de trente mille exemplaires du *Discours pour la France* du maire d'Epinal. Et Plon annonce un premier tirage de vingt mille exemplaires pour le *Maastricht, pour quel non ?* de M. Garaud, mis en vente ces jours-ci. Un tirage identique à celui du précédent, l'essai-fiction de M. Jean-Louis Bianco. Leur éditeur se devait de leur offrir une chance identique.

Un livre en faveur du « oui », un autre prônant le « non » : Plon n'a pas mis tous ses œufs dans le même panier. Fayard non plus. Lancé en printemps, *L'Europe en danger*, de Laurent Cohen-Tanugi aurait été acheté par un « million de lecteurs ». Tiré à quinze mille exemplaires, le récent *Pour l'Europe, contre Maastricht*, d'Alain Cottu, fera-t-il mieux ?

Comme les autres éditeurs, Albin Michel a le sentiment que les livres « anti-Maastricht » ont davantage le vent en poupe que les « pro ». Au point d'en publier deux. « C'est beaucoup plus facile de faire un livre « contre », observe M. Jacques Bonnet, secrétaire général. Les Français aiment tellement ça... » Notre Europe sans Maastricht, de Philippe de Villiers, a bénéficié de la part d'Albin Michel d'un tirage initial de trente mille exemplaires. Le succès du Garaud-Séguin (Le Pré aux Clercs) y est sans doute pour quelque chose. Et la personnalité de l'auteur. Moins connu, Arnaud Aaron Upinski (*Lettre ouverte à ceux qui croient (encore) que l'Europe, c'est la paix*) n'a droit, sous la même marque, qu'à un tirage de dix mille exemplaires.

Du coup, les « pro-Maastricht » se font davantage remarquer. Avec *La droite est-elle européenne ?* de Jean-Louis Bourlès, Montague Nemer (Stock) a le sentiment d'avoir publié « le livre du « oui » ».

BERTRAND LE GENDRE

COMITÉ POUR UNE AUTRE EUROPE

Au-delà de tout esprit partisan, s'est créé un « COMITÉ POUR UNE AUTRE EUROPE ». Cette initiative est lancée dans la perspective du référendum du 20 septembre où le peuple français sera appelé à se prononcer à propos de la ratification du Traité dit de Maastricht. Elle entend réunir des personnalités de la société civile de diverses sensibilités politiques — gaullistes, socialistes, communistes et verts — qui appellent à VOTER NON le 20 septembre prochain.

APPEL POUR UNE AUTRE EUROPE

En politique internationale, trop souvent, de vaines promesses, voire des menaces, sont agitées devant les peuples pour orienter leurs choix. Le 20 septembre prochain, le peuple français est invité à se prononcer à propos du Traité dit de Maastricht. NOUS L'APPELONS À DIRE « NON », pour les raisons suivantes :
* ce Traité, rendu juridiquement caduc par le refus démocratique du peuple danois de le ratifier, tiendrait à l'écart de la construction européenne le Danemark, pourtant signataire du traité de Rome ;
* ce Traité, bâti à partir de situations dépassées, en consacrant la « petite Europe » issue de la guerre froide, interdirait l'union de l'Europe tout entière.

Nous rejetons :
* une Europe technocratique, régentée par la Commission de Bruxelles et demain par la Banque Centrale Européenne qui priverait les Etats membres de leurs pouvoirs de décision en matière de politique sociale, agricole, étrangère et de défense ;
* une Europe qui ampute son indépendance en liant de façon irréversible sa sécurité à la politique commune de défense arrêtée dans le cadre de l'OTAN, c'est-à-dire américaine ;
* une Europe qui, par ses exigences économiques et monétaires, exclut notamment les pays de l'Est et, renforçant les inégalités, accroît les risques de tension ;
* une Europe qui réduit les œuvres de la culture à n'être que des objets de commerce et d'industrie comme les autres. Alors que le gouvernement français a capitulé, lors des négociations, sur la justice sociale, la monnaie, la justice sociale — il invite le peuple français à approuver ce Traité. C'est là une fuite en avant. C'est pourquoi nous appelons au rejet de ce Traité. Nous estimons que la construction européenne doit prendre en compte et favoriser :
* l'exercice légitime de la démocratie en soumettant les instances technocratiques européennes au contrôle des Parlements nationaux ;
* la coopération entre les peuples de tout le continent, souverains et solidaires ;
* l'ouverture de l'Europe vers les pays du Sud, conformément à leurs intérêts réciproques ;
* une politique de développement, portuse de progrès social et de justice, qui respecte les cultures nationales et régionales et qui défende l'environnement.

L'Europe doit échapper à la logique des blocs et des hégémonies. Le « rideau de fer » est tombé. L'avenir ne nous pardonnerait pas de ne pas réaliser cette AUTRE EUROPE à laquelle le Traité de Maastricht tourne le dos. C'est une Europe démocratique, solidaire et ouverte que nous appelons de nos vœux. Les propagandistes du Traité mènent depuis des mois campagne en proférant injures et contre-vérités. Cette agitation ne peut tenir lieu de politique, alors que s'engage notre destin. C'est parce que nous sommes « POUR UNE AUTRE EUROPE » que nous appelons les citoyens français à répondre « NON », le 20 septembre prochain, au référendum qui leur est proposé.

Les fondateurs du Comité « POUR UNE AUTRE EUROPE »

Martine de PROBERVILLE, directeur d'un cabinet de relations publiques ; Francis DONOVAN, secrétaire général de « Témoignage Chrétien » ; Bernard LANGLOIS, directeur de « Politis » ; Georges MONTARON, directeur de « Témoignage Chrétien » ; Didier MOTCHANE ; Jean RISTAT, écrivain, directeur de « Lettres Françaises » ; Philippe de SAINT-ROBERT, écrivain.
Les signataires de l'Appel « POUR UNE AUTRE EUROPE »
André ACKERMANN, ancien résistant ; René ANDRIEU, journaliste ; Bernard ANTHONIOZ, ex-membre du cabinet d'André Malraux ; Marie-Christine AULAS ; Claude BEAULIEU, association « Echanges Franco-Allemands » ; Minnie BEAULIEU, universitaire ; Jodi BARD, résistante et chef de « La France » ; Général François BENOIST, ex-chef de l'Etat ; Claude BOURDET, journaliste ; Jean-Michel BOURDILLON, écologiste ; Etienne BURBON des ROZIERES ; William CARUCHET, avocat ; Michel CAZENAVE, ex-secrétaire de l'U.F.P. ; René HENRI CELLE-RIER, ambassadeur français en Allemagne ; Robert CHARYN, doyen honoraire de la faculté de droit de Nice ; Antoine COMTE, avocat ; Alain COTTA, professeur ; Frédéric de LA ROCHE, entrepreneur ; Jean-Louis DELECOURT, secrétaire général du Mouvement Gaulliste Populaire ; Pierre HENRI DONINI ; Robert DORNIER, avocat ; Bernard DUTHEIL, directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement ; René ETIEMBLE, professeur honoraire à la Sorbonne ; Paul ELZIERE, instituteur ; Général Pierre-Marie GALLOIS, C.R. ; Roger GARAUDY, philosophe ; Olivier GERMAIN-THOMAS, écrivain ; François GOGUEL, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Cécile GOLDET, gynécologue ; Yves GRUNDA, chef d'entreprise ; Léo HAMON, professeur émérite à l'Université Paris 1 ; Michel HERSON, ancien secrétaire général-adjoint de l'U.D.R. ; Jacques JAVAYON, directeur commercial postale ; Jeanine KORN-ETIEMBLE, universitaire ; René KUIN, ingénieur ; Robert LAGIER, universitaire ; Alain LEDUC, écrivain ; Pierre LEPRANC, président de l'Association nationale d'action pour la Liberté et la Démocratie ; Roger LECHEUX, champion de la Libération ; Albert LEVY, journaliste ; Pierre MAILLARD, sous-secrétaire de France ; Francis MOCKEL, artiste peintre-gauche ; Jean-Michel MOLNAR de PÉRON, professeur de philosophie ; Charlotte MULLER, association « Echanges Franco-Allemands » ; Alfred MULLER, ancien résistant ; Paul ODIN, écologiste ; Gilbert PEROL, ambassadeur de France ; Jean-Claude PETIT, compositeur ; René Victor PHILIPS, écrivain ; Jean-Claude POIRIER, syndicaliste ; Pierre FRANCHERE ; Alain PRUVOST, ingénieur ; Alain RAVENNES, fondateur du mouvement pour l'indépendance de l'Europe ; Christiane RICHARD, artiste peintre ; Fernand ROUILLOU, ambassadeur ; Jean-Paul ROUX, membre du collectif « Refondations-Soleil » ; Emmanuel SOREN, artiste dessinateur ; Jean-François TEALDI, journaliste ; Jeanette THOREZ-VERMEERSCH ; Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER, résistante, déportée ; Georges VASSALLO, principal-adjoint de collège.

Comité « POUR UNE AUTRE EUROPE »
Martine de PROBERVILLE, 23, rue Vaneau, 75007 Paris
Chèques de soutien libellés à l'ordre du Comité pour une Autre Europe.

MÉDECINE

Les conséquences de l'affaire du sang contaminé

Les centres de transfusion ne sont plus assurés depuis le 1^{er} juillet

La compagnie d'assurances UAP (Union des Assurances de Paris) a annoncé, jeudi 27 août, qu'elle acceptait de régler la somme - 2 millions de francs au total - que le Centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Toulouse devait verser, après décision de justice, dans le cadre d'une affaire de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. Cette décision fait suite aux menaces formulées par le CRTS de Toulouse d'engager une action en justice contre l'UAP, cette compagnie refusant initialement de verser cette somme. Elle survient, d'autre part, au moment où plusieurs responsables de la transfusion sanguine dénoncent les conditions dans lesquelles les assureurs français acceptent de couvrir les risques inhérents à cette activité thérapeutique. Depuis le 1^{er} juillet dernier, les centres de transfusion sanguine français ne sont plus assurés, une situation problématique à laquelle une solution devrait être trouvée.

Le contentieux ouvert depuis plusieurs semaines entre l'UAP et le CRTS de Toulouse illustre la totale incohérence qui caractérise aujourd'hui les relations entre assureurs, transfuseurs et pouvoirs publics. En novembre dernier, le tribunal de grande instance de Toulouse condamnait le centre de transfusion de cette ville à verser

2 millions de francs de dommages et intérêts à un jeune hémophile victime, entre juillet et octobre 1985, d'une contamination par le virus du sida, à la suite de l'usage de produits dérivés du sang. Cette décision était confirmée par un arrêt, en date du 9 juin dernier, de la cour d'appel de Toulouse.

Fin juillet, l'UAP décidait de dénoncer les contrats qui, avant l'année 1990, la liaient à vingt-cinq établissements de transfusion sanguine, dont celui de Toulouse (le Monde du 15 août). Ce qui conduisait au non-versement des dommages et intérêts. Le CRTS de Toulouse - qui avait fait l'objet d'une saisie sur ses comptes - engageait alors une action en justice contre l'UAP. Celle-ci devait être examinée, vendredi 28 août, devant le tribunal de grande instance de Toulouse.

Risques de dépôts de bilan

A la veille de l'audience, à l'UAP on laissait entendre toutefois que la somme réclamée serait versée, confirmant ainsi les contacts officieux qui, ces derniers jours, avaient été pris avec M. Adis, avocat du CRTS de Toulouse. « Nous avons besoin dans ces affaires d'une décision de justice. Dans le dossier de Toulouse, cette décision existe et l'indemnité sera versée, nous déclarait M. Didier Pfeiffer, administrateur, directeur général de l'UAP. Pour le reste, il est vrai que nous sommes confrontés à des problèmes complexes. Depuis la loi de 1991 sur l'indemnisation des victimes, on peut, dans les mêmes situations, observer de considérables différences quant à la

charge incombant aux assureurs. Nous souhaitons au plus vite clarifier tout cela. »

L'affaire de Toulouse n'est que le dernier épisode d'un conflit qui oppose depuis plusieurs années déjà les professionnels de l'assurance à ceux de la transfusion. Jusqu'à la fin 1989, les centres de transfusion sanguine français ont été assurés selon les termes d'un arrêté ministériel datant de 1980 et fixant les conditions minimales, ne prenant pratiquement pas en compte les risques post-transfusionnels. Or, on assiste aujourd'hui un peu partout en France avec l'affaire de sang contaminé à des décisions de justice fixant des dommages et intérêts fort élevés (2 millions de francs et plus) aux victimes de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. Arguant des termes du contrat en vigueur à l'époque, plusieurs compagnies d'assurance refusent de régler aux centres les sommes correspondant aux dommages et intérêts que ces établissements doivent verser aux victimes. Cela place les centres de transfusion dans des situations financières catastrophiques. Les assureurs font également valoir qu'ils participent - à hauteur de 1,2 milliard de francs - au fonds d'indemnisation des victimes créé par la loi du 31 décembre dernier et qu'il n'est pas question pour eux de contribuer par deux voies à l'indemnisation.

Le gouvernement peut-il laisser ici l'initiative aux assureurs et prendre le risque de voir des établissements transfusionnels déposer leur bilan? Après l'émotion soulevée il y a quelques jours par la décision de l'UAP de ne pas régler

systématiquement les dommages et intérêts auxquels pouvaient être condamnés les centres de transfusion, le ministère des finances a fait immédiatement pression sur la compagnie la conduisant à une humiliante volte-face. Et la décision de verser les 2 millions de francs dans l'affaire de Toulouse est l'expression de la volonté gouvernementale qui invoque ici « l'intérêt général ».

Pour autant les problèmes soulevés par l'UAP existent bel et bien. On peut notamment imaginer que les assureurs puissent, demain, soustraire les sommes versées au titre des dommages et intérêts de leur participation au fonds d'indemnisation. Une autre difficulté de taille concerne les conditions dans lesquelles les centres de transfusion sont - ou ne sont pas - couverts aujourd'hui. Depuis le 1^{er} janvier 1992 ces centres sont assurés par le GATS (Groupement des assurances de la transfusion sanguine) qui réunit l'ensemble des assureurs du marché et leurs réassureurs. Or, la réserve des assureurs à couvrir les conséquences des actes transfusionnels fait que le contrat n'est renouvelé que chaque semestre. En dépit des précisions apportées au lendemain de l'affaire de l'UAP par la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurance), ce contrat n'a pas encore été renouvelé pour le second semestre de cette année. Aussi, en toute rigueur, les centres de transfusion ne sont-ils plus couverts depuis le 1^{er} juillet. On affirme toutefois au siège de la FFSA qu'il ne s'agit là que d'un contre-temps et que le contrat sera signé dans les prochains jours (1).

Assurés, contre quoi ?

Plusieurs responsables de la transfusion ont réagi vigoureusement, d'autre part, les termes de ce contrat qui, disent-ils, ne les protège nullement contre l'essentiel des risques inhérents à leur activité. « Ce contrat exclut le risque de contamination par le virus du sida, explique le professeur Jean Duco, directeur du CRTS de Toulouse. Il exclut également la pathologie dont la cause ne serait pas connue au moment de la signature et ne vaut que si une décision de justice déclare qu'il y a eu faute de la part du centre. Or, dans la plupart des affaires aujourd'hui, les tribunaux nous condamnent en l'absence même de tout doute. C'est à se demander contre quoi nous sommes assurés... »

Tant chez les transfuseurs que chez les assureurs, on met en cause la gestion de ce dossier par les pouvoirs publics, et l'intermède du gouvernement en dépit des engagements pris par M. François Mitterrand pour mettre en place le cadre législatif de l'indemnisation du risque thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

(1) Cité par le Nouvel Economiste daté 21 août. M. Pierre Florin, directeur adjoint du groupe AXA et président du GATS, déclare que les centres de transfusion sanguine ne seront assurés en 1993 « que si le système a été remis en ordre ».

Au tribunal de grande instance de Bordeaux

Le CRTS d'Aquitaine devra indemniser une infirmière contaminée

BORDEAUX de notre correspondante

Le tribunal de grande instance de Bordeaux, statuant en référé, a condamné le centre régional de transfusion sanguine d'Aquitaine à verser une indemnité provisionnelle de 500 000 F à une infirmière contaminée il y a neuf ans par les virus du sida et de l'hépatite C.

La jeune femme avait subi une intervention chirurgicale le 11 octobre 1983 avec transfusion de divers produits sanguins. Selon le CRTS, l'origine de la contamination n'est pas certaine, dans la mesure où « la profession d'infirmière exposait la victime à la contamination ». D'autre part, le centre remarque que « la présence des virus était indétectable à l'époque, compte tenu des données acquises de la science médicale ».

En revanche, les experts ont relevé qu'aucun risque sérieux n'existait « dans les antécédents

médicaux et le mode de vie » de l'infirmière. Ils ont également établi que deux flacons de plasma transfusé à la victime sont restés anonymes. Pour le juge des référés, « ces éléments constituent un ensemble de présomptions suffisamment graves, précises et concordantes ». Il retient donc la responsabilité du centre qui, « en délivrant des plasmas contaminés en sa qualité de professionnel, détenteur au surplus d'un monopole, a manqué à son obligation de résultat de fournir un sang répondant par ses qualités au but thérapeutique poursuivi ». Si le vice interne du sang était « indétectable en octobre 1983 en l'absence de tests de dépistage », il n'était pas, dit le juge, « imprévisible ». « Le virus était découvert depuis février 1983 et certains signes et études laissaient apparaître que la transfusion sanguine pouvait être un des vecteurs de la maladie ».

Le centre régional de transfusion

sanguin, dont la compagnie d'assurances, la MACSF, va exécuter la décision de justice, a décidé de faire appel de l'ordonnance de référés. Pour M. Gérard Vezon, directeur du centre, « on oublie que les tests de dépistage du sida n'ont été mis au point qu'en 1984. Comment aurions-nous pu les pratiquer en octobre 1983? On nous astreint à une obligation de résultat, alors que nous n'en avions pas les moyens ».

Selon le responsable du centre, l'impossibilité d'identifier les deux flacons de plasma à l'origine de la contamination n'est pas imputable à ses services, mais à l'établissement qui a pratiqué la transfusion. Ce dernier aurait omis de noter dans le dossier médical de la victime le numéro des flacons de plasma qui aurait permis leur identification.

GINETTE DE MATHA

CATASTROPHES

Dans la région de Miami

Le cyclone « Andrew » aurait laissé 190 000 à 250 000 personnes sans abri

Les autorités locales du comté de Dade (où est située Miami) ont révisé sérieusement à la hausse l'estimation des dégâts provoqués par le passage du cyclone tropical « Andrew » sur la Floride, lundi 24 août. Si on chiffre à 63 000 le nombre d'habitations détruites et à 3 ou 4 le nombre moyen de personnes vivant dans chaque habitation, on arrive à 190 000 ou 250 000 sans-abri. Ce qui est bien loin des 30 000 sans-abri annoncés au début pour la Floride.

Pour la Louisiane, il est certain que les destructions sont, là aussi, très importantes. Peut-être dépasseront-elles les 4,2 milliards de dollars de dégâts laissés par le passage du cyclone « Hugo » en 1989. Mais il est encore impossible de dresser le bilan des dommages dans cet Etat.

Selon les organisations de secours, les destructions laissées par « Andrew » autour de Miami font penser à celles d'une zone ravagée par la guerre. Aucune catastrophe naturelle ou accidentelle qui a

frappé la Floride depuis plus de trente ans ne peut être comparée à celle qu'a provoquée « Andrew ». Il semble que ce cyclone tropical soit la catastrophe la plus coûteuse qui se soit jamais produite aux Etats-Unis.

Certes, beaucoup de sinistrés ont trouvé refuge chez des parents ou amis plus chanceux, mais, selon la Croix-Rouge, il a fallu garder ouverts 28 des abris qui avaient été organisés avant l'arrivée d'« Andrew ». Le jour et le lendemain de la catastrophe, l'approvisionnement régulier des réfugiés en ces abris a été très difficile, pour ne pas dire insuffisant. Mais les secours ont réussi à améliorer la distribution de nourriture, d'eau et de toutes les choses dont ont forcément et rapidement besoin des gens qui ont tout perdu. Bientôt sera mis sur pied un plan d'aide à plus long terme.

Le président George Bush, critiqué pour n'avoir pas porté une attention suffisante à la catastrophe

provoquée par « Andrew », a décidé d'envoyer en Floride 5 000 soldats pour aider aux secours. Il a annoncé le week-end qu'il devait passer dans sa résidence d'été du Maine et un déplacement électoral.

Sur les 3 millions de personnes qui ont été privées de courant électrique le 24 août en Floride, 590 000 l'étaient toujours le 26 août. Les écoles sont fermées et le resteront probablement deux semaines : les uns n'ont ni eau ni électricité ; les autres servent d'abris ; sans parler de celles qui ont été détruites.

Des singes en fuite

Le zoo de Miami a été dévasté. Quelque 300 oiseaux rares y sont morts. D'autre part, des centaines de singes, notamment des rhésus, ont profité de l'occasion pour s'enfuir du centre des primates de la division des ressources vétérinaires de l'université de Miami et d'autres centres

d'élevage. Certes, ces singes ne sont pas utilisés dans la recherche vétérinaire ou médicale ; ils ne sont donc pas porteurs du sida, de la rage ou d'une autre maladie dangereuse pour l'homme. Mais on sait que des personnes de la région ont tiré au fusil sur les fuyitifs. On pense qu'environ 300 singes sont revenus d'eux-mêmes dans leurs institutions. D'autres ont été repris. Il devrait en rester encore une cinquantaine ou une centaine à se promener en liberté.

Après avoir demandé que l'on cesse de tuer ces ex-pensionnaires, le directeur du centre a recommandé que les non-spécialistes n'essayent pas de capturer les singes, qui peuvent mordre vigoureusement, mais, au contraire, mettent de l'eau et un peu de nourriture à leur disposition. Quant aux quelques babouins qui se sont enfuis du zoo, on les a vus sur le terrain de la prison fédérale, d'où les pensionnaires normaux ont été délogés à temps pour une destination tenue secrète. (Reuters, UPI)

JUSTICE

Droits de l'homme

La Cour européenne condamne la France pour sévices et détention abusive

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné, jeudi 27 août, la France à verser 1 million de francs à un citoyen français qui accusait des policiers de l'avoir maltraité pendant sa garde à vue et dénonçait la durée excessive de sa détention provisoire.

M. Félix Tomasi avait été arrêté en mars 1983 à Bastia (Haute-Corse). Soupçonné d'être impliqué dans un assassinat perpétré un an plus tôt par l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse), il avait été placé en garde à vue durant quarante-huit heures, puis inculpé et placé en détention provisoire jusqu'à son acquittement par la cour d'assises de la Gironde, en octobre 1988. Durant sa détention, qui a duré cinq ans et sept mois, M. Tomasi avait formulé vingt-trois demandes de mise en liberté, toutes rejetées. Il avait saisi la Commission européenne des droits de l'homme en mars 1987.

Dans son arrêt, la Cour européenne constate « à l'unanimité »

une violation de trois articles de la Convention européenne des droits de l'homme, notamment l'article 3 stipulant que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants », et l'article 5 définissant le droit pour toute personne détenue « d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure ».

« Les certificats et rapports médicaux (...) attestent de l'intensité et de la multiplicité des coups portés à M. Tomasi » durant la garde à vue, écrit la Cour qui ajoute : « Il y a là des éléments assez sérieux pour conclure à ce traitement un caractère inhumain et dégradant ». Pour la Cour européenne, « les indélicatesses difficiles » de la lutte contre le terrorisme « ne sauraient conduire à limiter la protection due à l'intégrité physique de la personne ».

M. Tomasi réclame à l'Etat plus de 3 millions de francs de dommages et de frais de procédure.

EDUCATION

Pour trancher ses conflits internes

La FEN devrait réunir un congrès extraordinaire le 6 octobre

Le bureau fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réuni jeudi 27 août, a décidé, par vingt voix contre quinze, la convocation d'un congrès extraordinaire le 6 octobre prochain. Cette décision devrait être entérinée, jeudi 3 septembre, par le conseil fédéral. Elle fait suite à l'annulation par le tribunal de grande instance de Paris, le 22 juillet dernier (le Monde du 24 juillet), de la décision d'exclusion prise par la direction de la FEN à l'encontre de deux de ses syndicats minoritaires, le SNES (second degré) et le SNEP (éducation physique).

Le tribunal avait en effet relevé qu'« aucune procédure d'exclusion n'était prévue » par les statuts de la FEN et que tout changement de structure à l'intérieur de la fédération devait être ratifié par un congrès. La majorité fédérale prend donc acte de la décision de justice et propose que le congrès extraordinaire du 6 octobre tranche le problème de la « non-affiliation » du SNES et du SNEP, sans attendre le congrès triennal de la FEN, toujours prévu à Perpignan en décembre prochain.

Le bureau fédéral a, en outre, décidé de réunir, les 8 et 9 octobre, la commission des structures qui devra examiner une éventuelle modification des champs de syndicalisation de sept syndicats de la FEN, dont celui du Syndicat des enseignants (SE), constitué le 24 juin dernier. Extension du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEG), premier syndicat de la FEN et plus de 50 000 adhérents, celui-ci aura vocation à regrouper tous les enseignants des écoles, des collèges et des lycées.

Les minoritaires de la FEN ne l'entendent pas ainsi. Ils protestent contre les délais très courts - un

mois - de préparation du congrès du 6 octobre et contre le fait que le Syndicat des enseignants « qui n'est ni affilié ni affiliable à la FEN au regard des statuts et du règlement intérieur » participe aux organismes délibératifs de la fédération. Les responsables du Syndicat des enseignants ont en effet allégué au bureau fédéral du 27 août et ils devraient participer au congrès du 6 octobre dont dépend une éventuelle exclusion du SNES et du SNEP.

Or les champs de syndicalisation au sein de la FEN ne seraient pas, à cette date, officiellement modifiés. Les minoritaires de la FEN ont dénoncé, jeudi 27 août, « ce nouveau coup de force et cet acharnement à exclure » qu'ils semblent décidés à contraindre, y compris en faisant, de nouveau, appel à la justice.

Ch. G.

DÉFENSE

La France et la Grande-Bretagne veulent construire ensemble une frégate anti-aérienne

Les ministres français et britanniques de la défense, MM. Pierre Joxe et Michael Ruffin, sont convenus, jeudi 27 août, à Londres, de demander à leurs directeurs nationaux de l'armement et à leurs chefs d'état-major de la marine de déployer « tous leurs efforts » en vue de parvenir à concevoir un programme commun de frégate anti-aérienne. Un bureau dit « de projet » s'ouvrira au Royaume-Uni, dès cette année, pour veiller à instaurer « une collaboration maximale » entre les deux pays.

Pour escorter et protéger des forces maritimes, notamment des porte-avions, ce bâtiment devrait déplacer quelque 6 000 tonnes, filer à 27 nœuds par très grosse mer, embarquer deux cent quinze hommes de l'équipage et être équipé de missiles anti-aériens, de missiles anti-missiles et d'hélicoptères. Le coût d'une frégate serait de 3 milliards de francs environ.

A ce jour, les discussions se sont révélées difficiles sur une harmonisation des besoins opérationnels communs aux deux marines, sur la répartition du travail attribué aux chantiers britanniques et aux arsenaux français, et sur les modalités de passation des divers contrats de part et d'autre de la Manche.

Un aspect longuement controversé paraît désormais acquis. Après avoir abandonné sa participation au programme américain NAAWS, la Grande-Bretagne a accepté d'armer ses frégates avec un système d'armes anti-aériennes de la famille FAMS (family of anti-air missiles) proposé par le consortium franco-italien EUROSA. Le programme FAMS ouvre les besoins navals d'une défense de zone locale et à moyenne portée. Les partenaires industriels britanniques sont British Aerospace et Marconi. Au titre de sa participation au consortium EUROSA, l'Italie a le statut d'observateur aux réunions franco-anglaises actuelles.

EN BREF

■ Soixante-dix-sept morts dans un accident d'avion en Russie. - Un Tupolev 134 de l'Aeroflot s'est écrasé à l'atterrissage, jeudi 27 août dans la soirée, à Ivanovo (nord-est de Moscou). Selon l'agence Itar-Tass, les 77 personnes se trouvant à bord, 72 passagers et 5 membres d'équipage, ont trouvé la mort. Les causes de l'accident n'étaient pas connues vendredi 28 août en début de matinée. - (AFP)

■ Mme Ségolène Royal fait annuler l'arrêté préfectoral autorisant l'importation d'ordures allemandes dans les Vosges. - Le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, a fait annuler, jeudi 27 août, l'arrêté de la préfecture des Vosges (le Monde du 28 août) autorisant le syndicat intercommunal de ramassage et de traitement des ordures ménagères (SIRTOM) à alimenter l'usine d'incinération de Rambervilliers avec des ordures ménagères de la ville allemande d'Esslingen (Bade-Wurtemberg).

SEMAINE NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

هكذا من الإمل

10 La Monde • Samedi 29 août 1992 •

Le Monde

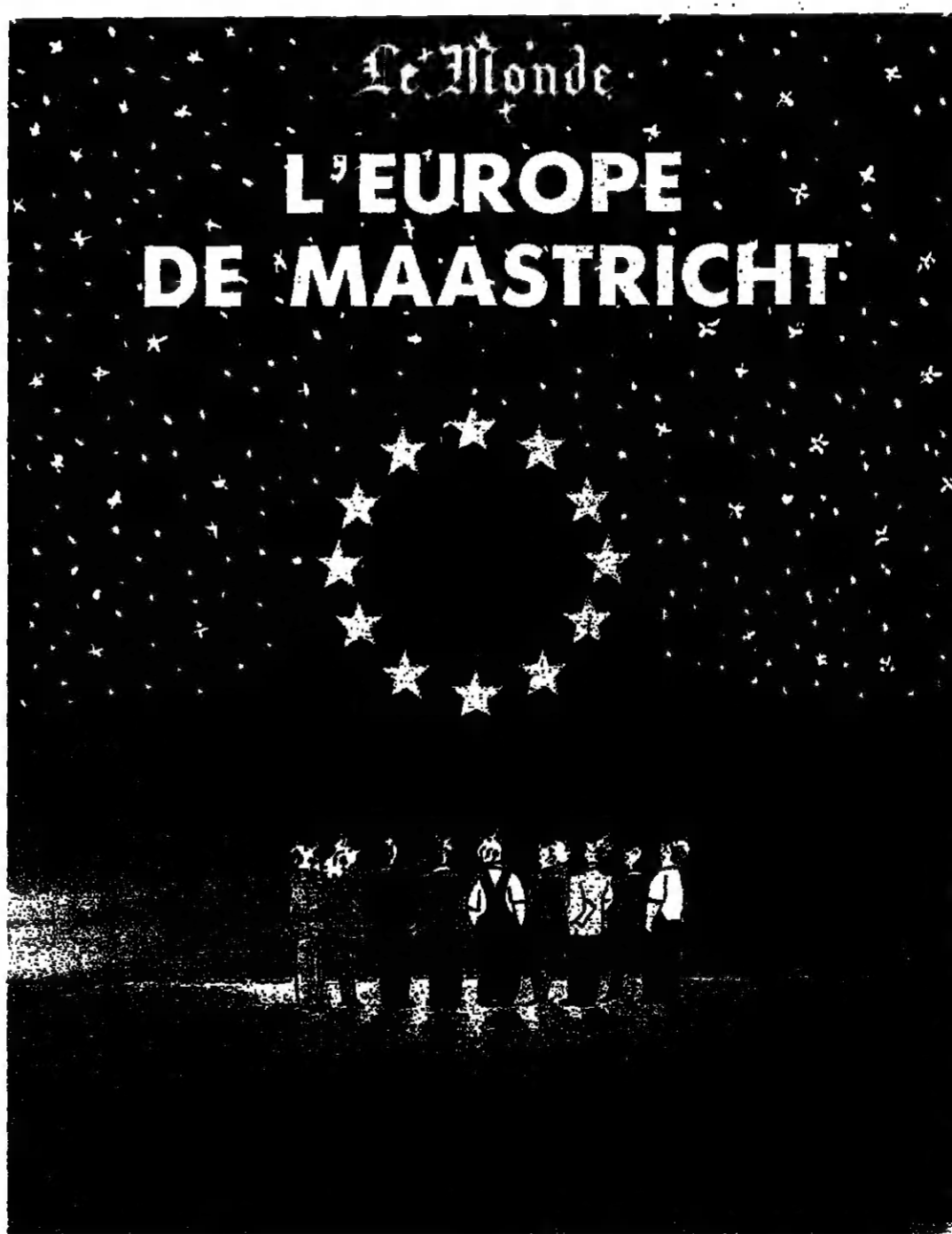
HORS-SÉRIE

L'EUROPE DE MAASTRICHT

In des États-nations ou suite logique du processus d'intégration européenne commencé il y a 40 ans? L'Europe de Maastricht a ses fidèles, elle a aussi ses adversaires. Les uns et les autres plaident avec la

même fougue. L'opinion est troublée.

Pour présenter les données essentielles du traité signé le 7 février par les Douze, *Le Monde* publie un numéro hors-série de Dossiers et Documents



Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

BON DE COMMANDE : L'EUROPE DE MAASTRICHT

Nom : Prénom : France (métropole uniquement). Nombre d'ex.....X 31 F (port inclus) = F
Adresse : Dom-Tom et étranger. Nombre d'ex.....X 35 F (port inclus) = F
Code postal : Localité : Bulletin à découper et à envoyer avec votre règlement à
« le Monde » : Service vente au numéro 15, rue Falguière 75501 Paris Cedex 15 (France)
Pays : Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 25 F

S A N S V I S A

Hugo, l'homme-océan

Conversation entre le père et le fils. Que penses-tu de cet exil ? Qu'il sera long. Comment comptes-tu remplir ton temps ? Je regarderai l'océan... Moi, dit le fils, je traduirai Shakespeare. Ce qu'ils firent, à Jersey, puis à Guernesey, dans cette maison nommée Hauteville House où Victor Hugo - qui notait « Il y a des hommes océans » en ouverture de l'ouvrage consacré à Shakespeare - ne se contenta pas d'affronter du regard l'immensité.



« Ce matin 30 juin 1861, à 8 heures et demie, avec un beau soleil dans mes fenêtres, j'ai fini Les Misérables ».

L'APRÈS-MIDI avait été une chasse aux vieux coffres. Il était un peu las maintenant, et même un peu honteux, de ces battues mobilières, dont il paraissait s'être fait une habitude. Le cérémonial était toujours le même. Le gros Charles lui avait prêté sa voiture pour 8 francs, puis on passait prendre Juju à la Falaise, et « Grutto Duce », ce M. Grut qui savait dénicher les trésors que les pirates et les contrebandiers de naguère avaient enfouis dans l'île.

Depuis son arrivée, ses agendas étaient pleins de ces expéditions mercantiles. Certains jours, il était pris de fringale, le tableau atteignant des sommets. Il notait tout comme un boutiquier. « 9 juillet 1857 : chasse aux vieux coffres avec Grut (et JJ). 17 Chez Misi Martin, coffre à panneaux gothiques peints en bleu... 10F. 21 Coffre à trois figures... 12F. 31 Chez Nicole (l'homme à la longue rue, vieux marin : un coffre Louis XIII... 10F ; un coffre XV (pour JJ)... 16F ; un banc de Coubourg peints en vert... 16F. 4° Un panneau représentant St Pierre... 2F. 5° Un panneau représentant un roi à cheval (dans le dossier d'une chaise percée en sapin)... 3F ». Et puis, quelques jours plus tôt, juste avant « donné à Cahaigne (secours)... 10F » et « donné à ma femme (3 livres)... 12F », cette nouvelle découverte chez l'habitant : « vieux coffre chez Gory, près Li-Hoc (estimé 9F, je l'ai payé le double vu leur pauvreté, le mari aveugle, la femme paralysique, deux vieillards). C'en était devenu une obsession. Son regard dans les églises... plus le même. Il portait sur les chandeliers ou les bas-reliefs, ou les battants de chaise des confessionnaires qui entendaient tant de murmures sur la détresse humaine. Guernesey... une immense brocante. La population, d'ailleurs, parlait un français d'antiquaire. A Saint Pierre-Port, on ne disait qu'on était maçon, on disait qu'on était « plâtreur » ; on n'était pas horloger, on était « montier » ; on n'était pas commissaire-priseur, on était « encauteur ». Ce français du fond des âges lui convenait parfaitement. « Quand l'Angleterre voudra causer avec moi, elle apprendra ma langue », avait-il dit superbement à ceux qui lui demandaient de faire un effort dans la langue de Shakespeare et

de Victoria. Ses d'ailleurs aux Empires. Eugénie venait d'accoucher de « Napoléon le tout petit ». Et aux institutions : « Je prie les Académies de me laisser tranquille ! » Une phrase surtout, d'un barbier l'avait ravi, à propos de la mort de Wellington : « Le commandant des soudards est mort. » A part cela, Saint-Pierre apparaissait plutôt « fidèle à la reine, à la Bible et aux fenêtres à gaulloises ».



Un vaste bric-à-brac où se rencontrent toutes les époques, toutes les civilisations.

Les façades avaient une couleur laiteuse. Dans les rues passaient des charrettes de foin. Les lettres faisaient du rouge vif ou bleu cru. La baie, avec ses rochers éparpillés dans la mer, avait quelque chose de Cyclades. L'été, les hommes se baignaient dans « Un caleçon » une « tunique » ; le souligne ». Hauteville House devenait un bric-à-brac. Adèle

savait plus où poser son ouvrage. Il avait déchargé son butin, il avait déposé toutes ces épaves. Entre ses mains, il lui semblait tenir toutes les époques, toutes les civilisations, arracher des morceaux du temps. Et il avait tout remodelé. Avec des stalles d'église, il avait fait des cheminées, des lits avec des baldaquins d'autel, avec des lustrins ; ce qui était proche d'un

ou l'empereur de Chine. Et, pleinement satisfait, il ajoutait : « J'ai manqué ma vocation, j'étais né pour être décorateur ».

Seul ce toit bourgeois, il avait organisé une tempête. Il avait fait entrer l'Histoire, la France des cathédrales et l'épopée des Mings. Dagobert croisait Henri II. Des sicaires semblaient se cacher derrière les tapisseries et les lourds buffets. Il avait enfermé aussi le mystère, comme une arme qu'il voulait à portée de sa main. Il disait que sa maison était « machinée ». Dans les parois de la galerie de chêne se trouvait un couloir qui ne menait nulle part, mais qui lui permettait, plaisantait-il encore, de « marcher dans son mur », comme ces murs d'Angelo où circulaient les espions de Venise. Dans les meubles, dans les lits, étaient aménagés des cachettes, qui servaient à cacher des lettres, des secrets, ou il finissait par un secret.

Chaque coup de marteau le clouait davantage sur cette île. Et Adèle, cafardeuse sous ses papillotes : « Hier en traversant le vestibule qui mène à la porte d'entrée, je me disais : ma bière passera ici... Mon mari met dans cette maison ses dorures, ses tentures, toute sa fantaisie et ses soins. Nous revivons accrochés aux murs. Nous dépensons beaucoup d'argent ».

Lui traînait au milieu de la table familiale, un œil sur le fauteuil des ancêtres. Depuis un mal de gorge tenace, il se faisait pousser la gorge. Celle-ci était blanche. Le visage de l'homme des Châtiments avait la place à la figure brosseuse de « l'âme universel ». Lui s'épanouissait, sa famille souffrait, affolée par l'hérédité. Charles sur un conte fantastique dont « l'héroïne était une goutte d'eau ». Sujet périlleux. François-Victor s'était mis dans la tête de traduire tout Shakespeare. Dédé tournait dans le jardin avec sa robe de mousseline blanche, et son médecin lui interdisait le piano. Les proscrits avaient leur rond de serviette, et leur sous-sol.

Ceux-ci les agendas avaient pris plus d'importance que les aux coffres. « 17 janvier 1860 : secours à St Léger... 2 F. Secours au petit de Rosalie... 1 F. 18 janvier : je me suis rasé pour la première fois avec le rasoir Dupuy. 26 janvier : ce

soir, j'ai monté à JJ, le... les nuages ayant l'air de remonter l'écume du sol. Je lui ai dit : voilà le navire des âmes avec sa chaloupe... Secours à Fr. proc... 3 F. Les proscrits de pouvoir compter sur son assistance. Cette rubrique « proscrit » était d'ailleurs bien comode : elle lui permettait de déduire ses dépenses d'ordre sexuel (Saint Léger était la petite Coelina, une domestique, qui mourut peu après à Aurigny). Mais ses « charités » - qui lui prenaient jusqu'au tiers de son revenu - Guernesey - étaient impressionnantes.

Une fois par semaine, il figure chétive franchissaient le

seuil d'Hauteville House. 11 octobre 1862 : « ma femme, ma fille, ma belle-sœur, mes fils, domestiques et moi, nous les avons... Ce n'est pas de l'aumône, mais de la fraternité. Cette pénétration des familles indigentes dans les nôtres nous profite comme à eux ». Charles, qui fait de l'opposition : « Le vrai socialisme est pratique à la théorie et donne le pain aux corps même temps les idées aux esprits ».

De notre envoyé spécial Régis Grynnot Lire la suite page 12

CUBA CHOC 5.280

OFFRE SPECIALE SUR LE VOL DU 13 SEPTEMBRE VILLAGE PLAYA GIRON

Spéciale : pour le prix d'une semaine, nous vous offrons la semaine, gratuite, disponible.

Inclus : vol, séjour plage, hôtel aéroport-village-aéroport

SAVOIR PLUS, FAITES 5675 IPT. CUBA

TELEPHONEZ AU (1) 79 00 66

OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE



Hugo, l'homme-océan

PARIS 29

« Cela dit, je me souviens de la République sociale, mais avec la République, il y avait des enfants qui mangent de la viande seulement... » (sauf exception bien entendu) prévoyait-il, du scrofisme, du rachitisme, des maladies du nez, des tubercules et des angines... Je me souviens qu'on dit : la porte de Victor Hugo dans l'exil est ouverte à un battant aux riches et à deux battants aux pauvres. » Quelque temps plus tôt, il avait écrit à Auguste Vacquerie : « Ce matin 30 juin 1861, à 11 heures et demie, un beau soleil dans mes fenêtres, j'ai fini les Méduses. »

Les pêcheurs qui croisaient dans l'avenue de la République, les passants qui se croisaient dans l'avenue de la République, les quai pouvaient voir désormais au dernier étage d'Hauteville House la silhouette rouge. Le poète écrivait debout à la mer, une cage de verre. On quittait les sépultures des étages inférieurs, la chambre d'Hauteville House, on abandonnait les angoisses familiales, les angoisses des tables tournantes, pour déboucher dans les combles en pleine lumière. C'est là qu'il avait bâti son promontoire sur la mer, son rocher de Sainte-Hélène.

On traversait une antichambre aux murs tapissés de livres. La plupart étaient des envois d'auteurs qui n'étaient pas coupés, mais il prenait la peine de recopier l'expédition, inscrivait un

« et » sur la couverture. Il y avait aussi le dictionnaire de Morel, les œuvres de Voltaire, et une curieuse brochure, la Statistique des égoïstes de la France de Paris, un haut d'une page il avait noté « chemin de J. V. » (Jean Valjean). L'antichambre donnait sur le look-out où il travaillait, vitré et orné de carreaux de Delft, et sur un petit couloir. La chambre, avec ses plafonds qu'il avait peints — encore des histoires de bêtes et de chevaliers — était entourée de deux réduits, le « radou de M. M. », qu'il destinait aux poètes de passage, et une chambre de bonne. Une nuit, il couchait là pour prévenir les « suffocations » nocturnes, mais Booz n'était jamais toujours endormi. C'était une succession de frères cabines, une planète suspendue, qui semblaient ne pas pouvoir résister aux emportements du ciel.

Il se levait à l'aube, avalait deux cafés, s'étendait à nouveau parfois quelques instants pour réfléchir. Il gagnait le look-out, se postait devant l'une des deux tablettes de bois noir, qui lui arrivait à la hauteur du coude, jetait les feuilles une par une, son épée, marchait beaucoup tout en composant. A midi, il s'arrêtait : comme les travailleurs, force, il passait à la douche, se mettait au, s'aspergeait avec une eau très froide et se frottait le gant de crin sur le corps. « Un écrivain qui, au lever



avant le jour, a fini sa journée à midi l'a bien gagnée», écrivait-il. Et encore : « Sur cette roche où je suis dans la brume, dans la tempête, j'ai pu parvenir à me désintéresser de toute chose, excepté des grandes manifestations de la conscience et de l'intelligence. Je n'ai jamais eu de haine et je n'ai plus de colère. »

De notre envoyé spécial

Régis Guyotat

► Les Agendas de Guernsey (novembre 1856-avril 1860) figurent dans Victor Hugo, œuvres complètes, publiées sous la direction de Jean Massin au Club français du livre (1989).
► Une édition bilingue de l'Archipel de la Manche a été publiée par La Haulle Books, Jersey, 1985, avec une traduction de John W. Watson.
► On peut lire également l'Olympio ou la Vie de Victor Hugo, d'André Maurois, Hachette, 1954. Sur Hauteville House : la Maison de Victor Hugo à Guernsey, par René Violes, Imprimerie nationale, 1928.



Guide

► L'exil ► Victor Hugo ► Guernsey dure ► 1870. Durant ces années furent publiés les Contemplations (1856), la Légende des siècles (1862), William Shakespeare (1864), les Méduses (1865), les Travailleurs de la mer (1868), l'Homme qui rit (1869). Avec l'argent des Contemplations, il put acheter Hauteville House, qui dominait la baie de St-Peter-Port. Juliette Drouot avait emménagé dans une villa voisine.

On peut se rendre à Guernsey par bateau, depuis Saint-Malo ou Cherbourg, par exemple, ou par air (via Jersey). Pour 301 F (une personne), on peut faire un aller-retour par bateau Saint-Malo-Guernsey en une journée (à Jersey). Se munir d'argent anglais pour visiter Hauteville House (38, Hauteville Street à St-Peter-Port), à quelque quinze minutes à pied du débarcadère. Visite (entrée : 3 livres) alternée en français et en anglais toutes les quinze minutes. Il n'est plus possible actuellement de visiter la chambre du poète (les décors sont devenus fragiles) ni le jardin (en raison de déprédations), ce qui est dommage, car on est ainsi privé de façade. L'édifice des lieux et le grand nombre de visiteurs en saison ne permettant guère de s'attarder.

Hauteville House a été cédée en 1927 par la famille du poète à la Ville de Paris. Sa conservation est menée en parallèle avec la Maison de Victor Hugo à Paris, 6, place des Vosges, ouverte tous les jours (sauf le lundi) de 10 heures à 17 h 40 (tél. 42-72-10-16), et qui possède une importante bibliothèque, accessible sur rendez-vous, sur l'œuvre du poète (avec de multiples éditions originales) et l'époque romantique (M. Henri Cezumayou, conservateur). Les manuscrits sont conservés à la Bibliothèque nationale.

La route du thé

À son début, il y a une feuille de Camellia sinensis portée par le vent d'un bel après-midi de 1737 avant J.-C. qui s'égare dans la main d'un écrivain de l'empereur Chen-Nung. Telle serait, si on croit un document rédigé par Mariage Frères, maison de thé à Paris depuis 1854, l'origine du ce

breuvage, « seigneur à l'apparence parfois, toujours élégant, éternellement simple ». Une « sophistiquée ». Une « maison qui, à l'occasion de son 138^e anniversaire, organise du 14 au 16 novembre, avec le voyageur Kuoni, un périple en Chine intitulé « La Route du thé ».

Ce circuit, accompagné par Paul Butel, directeur d'une maison de thé

(éditions Desjonquères), conduira notamment les participants à Shanghai (boodha de jade), Suzhou (la Venise chinoise célèbre pour ses jardins), Yixing (atelier des célèbres théières), Hangzhou (plantation de thé au jasmijn), Fuzhou (lacs et poteries), Quanzhou (porcelaine antique), Xiamen (temples), Guilin (au paysage prisé des peintres et poètes) et Hongkong, où l'on visitera le musée des objets du thé avant d'assister à la cérémonie du thé.

Dix-neuf jours pour tout savoir sur les « broken », les « pekoe » et les « fannings » et suivre cette plante dans tous ses états : délicatement cueillie sur la montagne de Tung Tung, où pousse un thé vert au corps rond et au parfum doux, séchée dans les plantations et fabriques de thé au jasmijn de Nanning, célèbres pour leur thé noir (appelé thé rouge par les Chinois), et dégusté en grande cérémonie dans les maisons de thé de Shanghai et de Hongkong.

Un voyage à savourer et à l'honneur... après avoir déboursé 27 000 F par personne en chambre double, prix incluant l'avion, les transferts, la pension complète sauf à Hongkong, les excursions en car, train et bateau, les assurances, les frais de visas et les taxes d'aéroport. Ne pas trop laisser infuser : le temps presse. Renseignements : Kuoni (Irène Behar ou Virginie Fournier), tél. : 42-85-71-22.

A lire, pour se mettre au parfum : la Route du thé, de N. Fortin, en 1842 et 1843, paru dans les montagnes au nord de la Chine à la recherche d'espèces rares et de pieds de thé encore inconnus en Angleterre (éditions Hoebeke, 240 p., 95 F).

Un havre en Vendée

Parallèle à un paquebot échoué entre dunes et forêt, « Pampelousse » campe aux

avant-postes de la station. De cette résidence, on a la vue sur la mer et à l'ex-ile de Noirmoutier, la vue est superbe.

A l'horizon, la silhouette de l'île d'Yeu dont les humières, la nuit, scintillent sur l'océan comme celles d'un bateau au mouillage. A gauche, le long ruban de sable blond qui s'égarait au rythme des marées, paradis de ceux qui fuient la foule conviviale agglutinée plus en amont, face au front de mer. A droite, les 18 trous d'un des plus beaux golfs côtiers de l'Hexagone (tél. : 51-58-82-73) dont le parcours (difficile) se faufile entre dunes et pins.

Derrière, enfin, Saint-Jean-de-Monts, station balnéaire vendéenne, fière de son tonique qui compense une façade bâtonnée par un vrai bourg de 6 000 habitants où se mêlent, à l'heure des marchés colorés, campeurs voisins, familles nombreuses et touristes étrangers. Sans oublier sportifs et curistes, fidèles des tennis, de golf et des Thermes marins (tél. : 51-59-18-18) qui revendiquent la plus vaste piscine de France avec 300 m² d'eau de mer pompée dans l'Atlantique et chauffée à 34°C. Là, une directrice aux allures de châtelaine reçoit, dans un cadre lumineux, les adeptes des grands classiques de la thalassothérapie (dont les applications de boues marines ou de la mer ou de la mer).

Un dynamisme son énergie vitale pour mieux vivre son présent. Avec possibilité de conjuguer soins thalasso et cours de tennis (3 000 F ou 4 500 F, 6 nuits, demi-pension en studio) ou de golf (3 400 F ou 5 000 F). Des promotions de 13 septembre au 7 novembre : cure de 6 jours avec hébergement en demi-pension à l'hôtel Altia pour 4 000 F.

Hébergement, un agréable village de vacances de

l'association VVF (51-59-90-00), l'hôtel 3 étoiles Altia-Le Siof (51-59-15-15) qui propose des forfaits en demi-pension (7 nuits, 800 F à 3 800 F par personne en chambre double selon saison) avec diverses activités et la résidence de l'Annonciade (51-59-27-76) dont la piscine privée jointe à l'agréable et accueillant club-house du golf qui offre une restauration de qualité.

Dans cette dernière, studios et appartements équipés (2 à 6 personnes) avec terrasses privées et services à la carte : location de linge, de postes de télévision, ménage quotidien, petit déjeuner et parking couvert. Selon la saison, de 910 F à 2 700 F la semaine pour un studio 2 personnes, de 1 500 F à 5 460 F pour un 1 pièce/6 personnes et de 1 680 F à 6 350 F pour le superbe duplex 6 personnes joué au sommet de l'immeuble. A signaler les prix pratiqués à compter du 12 septembre : 910 F pour un studio 2 personnes jusqu'au 26 septembre, 735 F jusqu'au 2 novembre, 1 680 F puis 1 500 F pour le duplex.

A noter également la possibilité de louer un appartement dans l'une des somptueuses villas à l'américaine, situées de plain-pied sur le golf. Parmi les excursions à suggérer : l'île d'Yeu (un cadre exceptionnel remarquablement préservé) et la Route du sel en Vendée (tél. : 51-93-93-40) exploration des lagunes et marais de l'arrière-pays vendéen, notamment dans le cadre de randonnées avec repas, de 190 F à 230 F. Situé à 70 km de Nantes, Saint-Jean-de-Monts est à environ 460 km de Paris par les autoroutes A 10 ou A 10. Pour s'informer, l'Office du tourisme, tél. : 51-58-00-48.

Sélection établie par Patrick Thureau et Danielle Thureau.

TÉLEX

Week-end de chasse en Sologne proposés à partir de la fin septembre par le Société Orléans, 44, quai Barentin, 45000 Orléans. Les meilleurs territoires de la région ont été sélectionnés pour la chasse « en battue » ou « devant soi ». Au tableau : lièvres, perdrix, faisans et pigeons. En option, sangliers ou canards. Il en coûtera 2 500 F par personne pour la journée de chasse, les repas et deux nuits en chambre double. Pour les non-chasseurs, le forfait est de 1 000 F. Informations (photos et réservations au 38-62-17-39, Réservation centrale Resinter au (1) 60-77-27-27.

Week-end Paul Signac et Saint-Tropez afin de visiter l'exposition que le Musée de l'Annonciade consacre au peintre (jusqu'au 6 octobre). Forfait avion, voiture, deux nuits d'hôtel et visite de l'exposition : 2 100 F ou 2 900 F, proposé par Visit France, Air Inter, Havas Voyages Saint-Tropez (tél. : 94-97-46-65) et l'Office de tourisme de la ville (tél. : 94-97-41-21).

Embarquement immédiat et gracieux pour la conjointe de l'heureux époux ayant convolé en 1967, 1942 ou 1932 et célébrant ainsi ses 25, 50 ou 60 ans de mariage. C'est ce que propose la compagnie de croisières fluviales KD (tél. : 42-66-21-38) qui, pour ces noces d'argent, d'or ou de diamant, suggère une promenade sur le Rhin et la Moselle. Offre valable jusqu'au début du mois d'octobre avec, également, une remise pour les parents et amis qui souhaiteraient être de la fête.

Un fleuron pour l'hôtellerie de luxe de Gascogne, le château Lalande, une demeure construite entre les XIII^e et XVIII^e siècles, non loin des rives du Lot. Dans un parc de 9 hectares, vingt-cinq chambres (de 800 à 1 600 F la nuit), deux restaurants, un institut de beauté, une salle de sports, deux piscines et deux tennis mais aussi trois salles de séminaires dotées d'équipements modernes et un hélicoptère. Accès : aéroports d'Agen, Toulouse et Bordeaux (desserte TGV). Château Lalande, 47140 Saint-Sylvestre-sur-Lot, tél. : 53-36-15-15.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-68.
Plén centre-ville, calme, parking, grand jardin, chambres TV couleur, ciblée. Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Paris 5^e - Tél. : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, rue Gambetta
Tél. : 43-61-72-27
Chambres doubles (310 F à 330 F)
Déjeuner 11 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HÔTEL ALPES - STIMIN VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, location meublée
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71
Fax : 92-45-83-71

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Alpes de France
VAL MAUSSANE hôtel***
Une grande maison provençale en pierre des Alpes ouvre ses portes : 21 chambres confort, piscine, piscine, proximité promenades à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux. 13100 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 93-54-15-90. Fax : 93-54-15-90.

Italie

VILLAGE
HÔTEL LA FENICE
ET DES ANCIENNES***
Rue Milano N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
Un restaurant
Hôtel restaurant « bottegna »
HÔTEL LA FENICE
Tél. : (41) 52-33-456. Fax : 52-03-721

La Revnière

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE

CHATELAIN POISSONS
LA LUNA 69, rue du Rocher
 F. 8h30 - 42-93-77-61
 Près Parc Montsouris
 Poissons et coquillages.

LA TERRASSE DE CRÉTEIL
 39, av. de Verdun, 94000 CRÉTEIL
 Tél. : 42-87-15-64. Terrasse d'été.
 La sainte par la mer.
 Spéc. de poissons et sur suggestion à 180 F.

AU RÉCENT 42-23-34-44 Pâtes, et lun.
 97, des Champs-Élysées (9). Plus central.
DE MINCEUR 126-00-00-00

RELAIS BELLIAM
 37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42.
 Jusqu'à 22 h 30. Cadeau 1100 F.
 Fermé sam., dim.

LA COUR COLBERT, 12, rue
 Hôtel-Colbert, 43-54-61-99. T.J.F.
 Cadeau XXV^e aut. 200 F.

BOULEVARD
LE REY 109, rue Clichy-Nivert, 15-
 08-10-11-11. Tél. : 42-83-81-64
 Choix, 37, rue de Valenciennes, 15-
 Choix de comestibles et légumes séchés.

COPENHAGUE
FLORA DANICA 142, des Champs-Élysées, 43-59-20-41.
 1^{er} - 2^e - 3^e - 4^e - 5^e - 6^e - 7^e - 8^e - 9^e - 10^e - 11^e - 12^e - 13^e - 14^e - 15^e - 16^e - 17^e - 18^e - 19^e - 20^e - 21^e - 22^e - 23^e - 24^e - 25^e - 26^e - 27^e - 28^e - 29^e - 30^e - 31^e - 32^e - 33^e - 34^e - 35^e - 36^e - 37^e - 38^e - 39^e - 40^e - 41^e - 42^e - 43^e - 44^e - 45^e - 46^e - 47^e - 48^e - 49^e - 50^e - 51^e - 52^e - 53^e - 54^e - 55^e - 56^e - 57^e - 58^e - 59^e - 60^e - 61^e - 62^e - 63^e - 64^e - 65^e - 66^e - 67^e - 68^e - 69^e - 70^e - 71^e - 72^e - 73^e - 74^e - 75^e - 76^e - 77^e - 78^e - 79^e - 80^e - 81^e - 82^e - 83^e - 84^e - 85^e - 86^e - 87^e - 88^e - 89^e - 90^e - 91^e - 92^e - 93^e - 94^e - 95^e - 96^e - 97^e - 98^e - 99^e - 100^e - 101^e - 102^e - 103^e - 104^e - 105^e - 106^e - 107^e - 108^e - 109^e - 110^e - 111^e - 112^e - 113^e - 114^e - 115^e - 116^e - 117^e - 118^e - 119^e - 120^e - 121^e - 122^e - 123^e - 124^e - 125^e - 126^e - 127^e - 128^e - 129^e - 130^e - 131^e - 132^e - 133^e - 134^e - 135^e - 136^e - 137^e - 138^e - 139^e - 140^e - 141^e - 142^e - 143^e - 144^e - 145^e - 146^e - 147^e - 148^e - 149^e - 150^e - 151^e - 152^e - 153^e - 154^e - 155^e - 156^e - 157^e - 158^e - 159^e - 160^e - 161^e - 162^e - 163^e - 164^e - 165^e - 166^e - 167^e - 168^e - 169^e - 170^e - 171^e - 172^e - 173^e - 174^e - 175^e - 176^e - 177^e - 178^e - 179^e - 180^e - 181^e - 182^e - 183^e - 184^e - 185^e - 186^e - 187^e - 188^e - 189^e - 190^e - 191^e - 192^e - 193^e - 194^e - 195^e - 196^e - 197^e - 198^e - 199^e - 200^e - 201^e - 202^e - 203^e - 204^e - 205^e - 206^e - 207^e - 208^e - 209^e - 210^e - 211^e - 212^e - 213^e - 214^e - 215^e - 216^e - 217^e - 218^e - 219^e - 220^e - 221^e - 222^e - 223^e - 224^e - 225^e - 226^e - 227^e - 228^e - 229^e - 230^e - 231^e - 232^e - 233^e - 234^e - 235^e - 236^e - 237^e - 238^e - 239^e - 240^e - 241^e - 242^e - 243^e - 244^e - 245^e - 246^e - 247^e - 248^e - 249^e - 250^e - 251^e - 252^e - 253^e - 254^e - 255^e - 256^e - 257^e - 258^e - 259^e - 260^e - 261^e - 262^e - 263^e - 264^e - 265^e - 266^e - 267^e - 268^e - 269^e - 270^e - 271^e - 272^e - 273^e - 274^e - 275^e - 276^e - 277^e - 278^e - 279^e - 280^e - 281^e - 282^e - 283^e - 284^e - 285^e - 286^e - 287^e - 288^e - 289^e - 290^e - 291^e - 292^e - 293^e - 294^e - 295^e - 296^e - 297^e - 298^e - 299^e - 300^e - 301^e - 302^e - 303^e - 304^e - 305^e - 306^e - 307^e - 308^e - 309^e - 310^e - 311^e - 312^e - 313^e - 314^e - 315^e - 316^e - 317^e - 318^e - 319^e - 320^e - 321^e - 322^e - 323^e - 324^e - 325^e - 326^e - 327^e - 328^e

Bridge

no 1499

LE TROISIÈME AGE

Le déclarant, qui a appris à jouer à l'âge soixante-quatre ans, a gagné cette manche difficile grâce à une bonne technique. Essayez de jouer comme lui.

♠ RDV42	♠ 863
♥ V3	♥ 8752
♦ A75	♦ 43
♣ V53	♣ AR 107
♠ A1097	♠ 5
♥ RV82	♥ ARD1094
♦ D982	♦ D1096
	♣ 64

Ann. : N. don. 1 vuln.

	Nord	Est	Sud
♠	1	3	2
♥	2	3	4
♦	3	4	5
♣	4	5	6

Le 1^{er} entame le 2^e Trèfle pris par le Roi d'Est, qui a tiré l'As de Trèfle et a cru bon de continuer avec le 7 de Trèfle. Le déclarant a coupé et a joué le 5 de Pique pour le Valet qui a fait la levée. Comment Davidoff en Sud a-t-il ensuite joué pour gagner QUATRE CŒURS toute dévotion ?

Réponse :

Deux lignes de jeux sont possibles : essayer de ne perdre qu'un seul Carreau ou faire un jeu impossible dans lequel on a bien d'affaiblir les Piques pour défoncer les Carreaux.

La première ligne de jeu exige de ne pas se précipiter dans le manœuvre des Carreaux ou de trouver une répartition favorable afin de ne pas perdre le Roi de Carreau (ou le Valet de Carreau).

La deuxième solution, celle de Davidoff, est meilleure car elle exige simplement une répartition 4-3 des Piques (62% des cas) : après la levée du Roi de Pique, Davidoff a joué la Dame de Pique sur laquelle il a défoncé un Carreau. Cela a fait l'As de Pique et a contre-attaqué tout. Le déclarant a pris avec le Valet de Cœur et il a coupé en Pique pour libérer le cinquième Pique ; ensuite, il a fait tomber le 10^e atout, puis il est remonté au mort par l'As de Carreau.

LA CHUTE DU CHAMPION DU MONDE

Le grand champion Eric Rodwell a été battu au cours d'un championnat d'Amérique, plusieurs spectateurs ont proclamé « que Rodwell avait joué et que les autres l'avaient battu sur table ». Jugement trop sévère (comme d'habitude) sur la partie cachée, la meilleure ligne n'était pas évidente.

ment trop sévère (comme d'habitude) sur la partie cachée, la meilleure ligne n'était pas évidente.

♠ AD8	♠ 10732
♥ A76	♥ 842
♦ A1087	♦ 05
♣ A75	♣ 109862
♠ V9	♠ R654
♥ D1053	♥ RV9
♦ V643	♦ RD92
♣ V43	♣ RD

Ann. : D. don. 1 vuln.

	Nord	Est	Sud
♠	1	3	2
♥	2	3	4
♦	3	4	5
♣	4	5	6

Après avoir pris l'entame du 1^{er} de Trèfle avec la Dame, Rodwell a eu la bonne inspiration de tirer le Roi de Carreau, puis la Dame de Carreau et Est n'a plus fourni. Comment Sud peut-il gagner le GRAND CHELEM A CARREAU contre toute dévotion ? Pourquoi Rodwell a-t-il choisi ?

Après avoir pris l'entame du 1^{er} de Trèfle avec la Dame, Rodwell a eu la bonne inspiration de tirer le Roi de Carreau, puis la Dame de Carreau et Est n'a plus fourni. Comment Sud peut-il gagner le GRAND CHELEM A CARREAU contre toute dévotion ? Pourquoi Rodwell a-t-il choisi ?

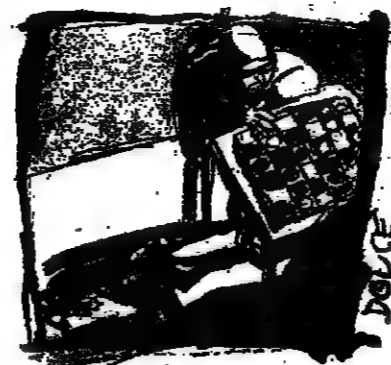
Pour ceux qui nous reprocheraient de ne pas donner d'explications, nous tenons à leur faire interpréter une enchère : l'ouverture conventionnelle de « 1 Trèfle » promettrait au minimum 11 points et la réponse artificielle de « 2 Cœurs » indiquerait au moins 14 points avec une distribution très régulière ; « 3 Trèfles » n'est un relais demandant de continuer la main, « 4 Carreaux » est naturel, « 4 Cœurs » était curieusement un BW (ou le Roi d'atout est assimilé à un As) ; « 4 SA » paraissait les quatre As ou « 5 SA » était une interrogative à... Pique. « 6 Carreaux » indiquait la fin de la partie et « 7 Carreaux » était le... final !

COURRIER DES LECTEURS

L'art du placement (no 1484)

Deux lecteurs (A. Pasquet et Lemaitre) ont répondu à juste titre qu'il était possible également de gagner les Piques en laissant passer l'entame du Roi de Carreau, mais la reconnaissance que la ligne de jeu de Cœur était meilleure car elle aurait réussi même si Ouest avait eu plus de deux Trèfles.

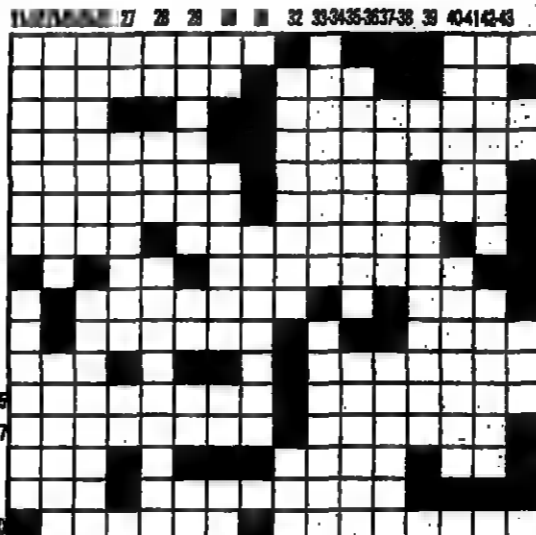
Philippe Bregnon



Anacroisés (R)

no 730

Les anacroisés sont des mots croisés dans lesquels les lettres de 4/5 sont à deviner. Les chiffres indiquent le nombre de lettres possibles, mais les lettres ne sont pas forcément les mêmes. Comme au Scrabble, on peut composer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Lamotte).



HORIZONTALEMENT

1. DESOUPRUX - 2. ELRSTU (+ 2).
3. DEBLOPR - 4. ACERST (+ 8).
5. ABERST - 6. ADEULS (+ 2).
7. DEFEU - 8. CEGHRS (+ 1).
9. ABERST - 10. ABERST.
11. EENRSU - 12. ABERST (+ 1).
13. ABERST - 14. ABERST.
15. ABERST - 16. ABERST.
17. ABERST - 18. ABERST.
19. ABERST - 20. ABERST.

VERTICALEMENT

1. DESOUPRUX - 2. ELRSTU (+ 2).
3. DEBLOPR - 4. ACERST (+ 8).
5. ABERST - 6. ADEULS (+ 2).
7. DEFEU - 8. CEGHRS (+ 1).
9. ABERST - 10. ABERST.
11. EENRSU - 12. ABERST (+ 1).
13. ABERST - 14. ABERST.
15. ABERST - 16. ABERST.
17. ABERST - 18. ABERST.
19. ABERST - 20. ABERST.

SOLUTION DU N° 729

1. RESIDUEL - 2. ADONNER (DONNERA REDONNÉ).
3. PHONIE - 4. LENTIVEMENT (COUDATES).
5. ENTERAS - 6. RHETEUR (HEURTER).
7. FREDON (FONDER FRONDÉ REFOND).
8. INS.

TAIPE (INSATURÉ) - 9. ABERST

10. ABERST - 11. ABERST.
12. ABERST - 13. ABERST.
14. ABERST - 15. ABERST.
16. ABERST - 17. ABERST.
18. ABERST - 19. ABERST.
20. ABERST - 21. ABERST.
22. ABERST - 23. ABERST.
24. ABERST - 25. ABERST.
26. ABERST - 27. ABERST.
28. ABERST - 29. ABERST.
30. ABERST - 31. ABERST.
32. ABERST - 33. ABERST.
34. ABERST - 35. ABERST.
36. ABERST - 37. ABERST.
38. ABERST - 39. ABERST.
40. ABERST - 41. ABERST.
42. ABERST - 43. ABERST.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

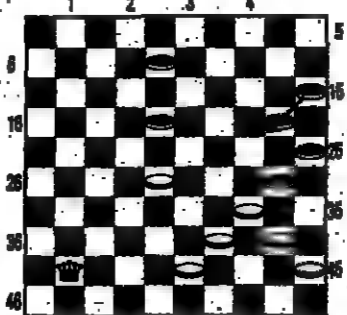
Dames

no 438

LE COIN DU DÉBUTANT

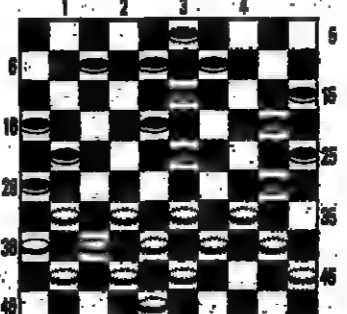
Autre coup Manoway : et autre coup pratique de première génération de ce principal précurseur du jeu à cent cases, dans la dernière moitié du dix-huitième siècle.

Exemple de schéma



Blancs jouent et gagnent. Solution : 40-35 (41x40) 35x24 (20x29) 45x31, dame, +.

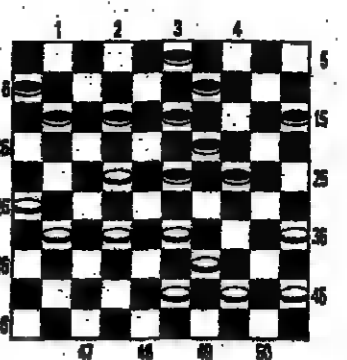
Exemple d'application



Les Blancs jouent et gagnent. Solution : 32-28 (23x32) 37x28 (26x46) [les envois à dame] 40-35 [la principale caractéristique du thème] (46x40) 35x24 (20x29) 45x31, dame, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Tournoi international de Paris, mai 1992. Dans le diagramme ci-dessous, les Noirs (PLANTINGA) viennent de jouer (8-12) face à MARTINAT.



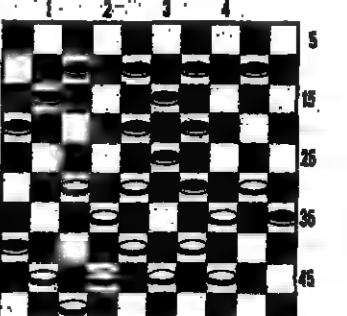
Les Blancs exécutèrent le passage à dame comme suit : 22-18 (13x22) 23-28 (23x32) 33-29 (24x33) 39x28 (31x2) 31-27 (27x21) 26x31, +.

SOLUTION DU PROBLÈME

P. GARLOPEAU (Rochefort) 1963. Blancs : pions à 21, 23, 25, 27, 28, 29, 33, 34, 37, 41, 44, 47. Noirs : pions à 5, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 24, 35, 36. 23-18 (13x22) 27x28 (36x47) 34-30 (16x27) 44-40 (35x44) 28-23 (23x32) 30x10 (47x29) [dame] 30x49 [dame] tout.

PROBLÈME

P. GARLOPEAU (Rochefort) 1968. (13 pions noirs, 12 pions blancs)



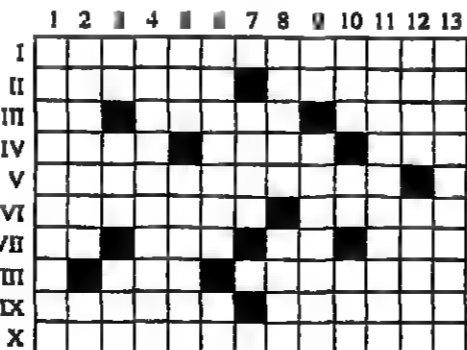
Les Blancs jouent et gagnent. Problème difficile, d'une dynamique feu, d'un éventuel déconcertant de points.

Solution dans la prochaine chronique

Jean Chaze

Mots croisés

no 729



HORIZONTALEMENT

1. Croquant. - 11. Roi. Leurs adeptes persuadés d'avoir la bonne. - 13. Font des manes, bagarreurs. - 14. L'écrit ainsi il y a peu. - 15. Fait son choix. Doivent être. - 16. Perdu la tête pendant les secours. - 17. Dégringolent. - 18. Offre pas un grand passage. Monnaies. - 19. Montre. Général. Conjonction. Bonhomme. - 20. Rivière. Fait l'inventaire. - 21. Piques pour le printemps. Cépée. - 22. Eurent grand peur.

VERTICALEMENT

1. Prend la. - 2. Pardon. - 3. La norme. - 4. Meilleur. - 5. Le champ. Dans cet état l'ordinateur ne peut faire. - 6. N'ont pas fait de choix. - 7. Tranquille. - 8. Facile de. - 9. Un postulant. - 10. Ronge. - 11. Transmet parfois. Direction. - 12. Proust. - 13. En Corée. Personnage biblique. - 14. Note. - 15. Son sésame. - 16. C'est la. Conjonction.

Au Brésil. - 11. Le fruit du malin. - 12. Equipe. Commun. - 13. Rire, propre. Il fit rire. - 14. Donnent quelques.

SOLUTION DU N° 728

1. Blâphémateur. - 11. Aiguilles. - 12. Laid. - 13. Laid. - 14. Laid. - 15. Laid. - 16. Laid. - 17. Laid. - 18. Laid. - 19. Laid. - 20. Laid. - 21. Laid. - 22. Laid.

VERTICALEMENT

1. Baliverne. - 2. Liane. Ecu. - 3. Agissantes. - 4. Sudiste. - 5. Piégée. - 6. Hé. - 7. Luen. - 8. Hé. - 9. Hé. - 10. Hé. - 11. Hé. - 12. Hé. - 13. Hé. - 14. Hé. - 15. Hé. - 16. Hé. - 17. Hé. - 18. Hé. - 19. Hé. - 20. Hé. - 21. Hé. - 22. Hé.

François Dorlet

Echecs

no 1502

TOURNOI DES GRANDS

MAÎTRES DE BIENNE, 1992. Blancs : G. CHIROV (Lettonie). Noirs : K. GEORGIEV (Bulgarie). Défense siamo-indienne.

1. e4. - 2. e5. - 3. f4. - 4. f5. - 5. g4. - 6. g5. - 7. h4. - 8. h5. - 9. g4. - 10. g5. - 11. f4. - 12. f5. - 13. e4. - 14. e5. - 15. d4. - 16. d5. - 17. c4. - 18. c5. - 19. b4. - 20. b5. - 21. a4. - 22. a5. - 23. g4. - 24. g5. - 25. f4. - 26. f5. - 27. e4. - 28. e5. - 29. d4. - 30. d5. - 31. c4. - 32. c5. - 33. b4. - 34. b5. - 35. a4. - 36. a5. - 37. g4. - 38. g5. - 39. f4. - 40. f5. - 41. e4. - 42. e5. - 43. d4. - 44. d5. - 45. c4. - 46. c5. - 47. b4. - 48. b5. - 49. a4. - 50. a5. - 51. g4. - 52. g5. - 53. f4. - 54. f5. - 55. e4. - 56. e5. - 57. d4. - 58. d5. - 59. c4. - 60. c5. - 61. b4. - 62. b5. - 63. a4. - 64. a5. - 65. g4. - 66. g5. - 67. f4. - 68. f5. - 69. e4. - 70. e5. - 71. d4. - 72. d5. - 73. c4. - 74. c5. - 75. b4. - 76. b5. - 77. a4. - 78. a5. - 79. g4. - 80. g5. - 81. f4. - 82. f5. - 83. e4. - 84. e5. - 85. d4. - 86. d5. - 87. c4. - 88. c5. - 89. b4. - 90. b5. - 91. a4. - 92. a5. - 93. g4. - 94. g5. - 95. f4. - 96. f5. - 97. e4. - 98. e5. - 99. d4. - 100. d5. - 101. c4. - 102. c5. - 103. b4. - 104. b5. - 105. a4. - 106. a5. - 107. g4. - 108. g5. - 109. f4. - 110. f5. - 111. e4. - 112. e5. - 113. d4. - 114. d5. - 115. c4. - 116. c5. - 117. b4. - 118. b5. - 119. a4. - 120. a5. - 121. g4. - 122. g5. - 123. f4. - 124. f5. - 125. e4. - 126. e5. - 127. d4. - 128. d5. - 129. c4. - 130. c5. - 131. b4. - 132. b5. - 133. a4. - 134. a5. - 135. g4. - 136. g5. - 137. f4. - 138. f5. - 139. e4. - 140. e5. - 141. d4. - 142. d5. - 143. c4. - 144. c5. - 145. b4. - 146. b5. - 147. a4. - 148. a5. - 149. g4. - 150. g5. - 151. f4. - 152. f5. - 153. e4. - 154. e5. - 155. d4. - 156. d5. - 157. c4. - 158. c5. - 159. b4. - 160. b5. - 161. a4. - 162. a5. - 163. g4. - 164. g5. - 165. f4. - 166. f5. - 167. e4. - 168. e5. - 169. d4. - 170. d5. - 171. c4. - 172. c5. - 173. b4. - 174. b5. - 175. a4. - 176. a5. - 177. g4. - 178. g5. - 179. f4. - 180. f5. - 181. e4. - 182. e5. - 183. d4. - 184. d5. - 185. c4. - 186. c5. - 187. b4. - 188. b5. - 189. a4. - 190. a5. - 191. g4. - 192. g5. - 193. f4. - 194. f5. - 195. e4. - 196. e5. - 197. d4. - 198. d5. - 199. c4. - 200. c5. - 201. b4. - 202. b5. - 203. a4. - 204. a5. - 205. g4. - 206. g5. - 207. f4. - 208. f5. - 209. e4. - 210. e5. - 211. d4. - 212. d5. - 213. c4. - 214. c5. - 215. b4. - 216. b5. - 217. a4. - 218. a5. - 219. g4. - 220. g5. - 221. f4. - 222. f5. - 223. e4. - 224. e5. - 225. d4. - 226. d5. - 227. c4. - 228. c5. - 229. b4. - 230. b5. - 231. a4. - 232. a5. - 233. g4. - 234. g5. - 235. f4. - 236. f5. - 237. e4. - 238. e5. - 239. d4. - 240. d5. - 241. c4. - 242. c5. - 243. b4. - 244. b5. - 245. a4. - 246. a5. - 247. g4. - 248. g5. - 249. f4. - 250. f5. - 251. e4. - 252. e5. - 253. d4. - 254. d5. - 255. c4. - 256. c5. - 257. b4. - 258. b5. - 259. a4. - 260. a5. - 261. g4. - 262. g5. - 263. f4. - 264. f5. - 265. e4. - 266. e5. - 267. d4. - 268. d5. - 269. c4. - 270. c5. - 271. b4. - 272. b5. - 273. a4. - 274. a5. - 275. g4. - 276. g5. - 277. f4. - 278. f5. - 279. e4. - 280. e5. - 281. d4. - 282. d5. - 283. c4. - 284. c5. - 285. b4. - 286. b5. - 287. a4. - 288. a5. - 289. g4. - 290. g5. - 291. f4. - 292. f5. - 293. e4. - 294. e5. - 295. d4. - 296. d5. - 297. c4. - 298. c5. - 299. b4. - 300. b5. - 301. a4. - 302. a5. - 303. g4. - 304. g5. - 305. f4. - 306. f5. - 307. e4. - 308. e5. - 309. d4. - 310. d5. - 311. c4. - 312. c5. - 313. b4. - 314. b5. - 315. a4. - 316. a5. - 317. g4. - 318. g5. - 319. f4. - 320. f5. - 321. e4. - 322. e5. - 323. d4. - 324. d5. - 325. c4. - 326. c5. - 327. b4. - 328. b5. - 329. a4. - 330. a5. - 331. g4. - 332. g5. - 333. f4. - 334. f5. - 335. e4. - 336. e5. - 337. d4. - 338. d5. - 339. c4. - 340. c5. - 341. b4. - 342. b5. - 343. a4. - 344. a5. - 345. g4. - 346. g5. - 347. f4. - 348. f5. - 349. e4. - 350. e5. - 351. d4. - 352. d5. - 353. c4. - 354. c5. - 355. b4. - 356. b5. - 357. a4. - 358. a5. - 359. g4. - 360. g5. - 361. f4. - 362. f5. - 363. e4. - 364. e5. - 365. d4. - 366. d5. - 367. c4. - 368. c5. - 369. b4. - 370. b5. - 371. a4. - 372. a5. - 373. g4. - 374. g5. - 375. f4. - 376. f5. - 377. e4. - 378. e5. - 379. d4. - 380. d5. - 381. c4. - 382. c5. - 383. b4. - 384. b5. - 385. a4. - 386. a5. - 387. g4. - 388. g5. - 389. f4. - 390. f5. - 391. e4. - 392. e5. - 393. d4. - 394. d5. - 395. c4. - 396. c5. - 397. b4. - 398. b5. - 399. a4. - 400. a5. - 401. g4. - 402. g5. - 403. f4. - 404. f5. - 405. e4. - 406. e5. - 407. d4. - 408. d5. - 409. c4. - 410. c5. - 411. b4. - 412. b5. - 413. a4. - 414. a5. - 415. g4. - 416. g5. - 417. f4. - 418. f5. - 419. e4. - 420. e5. - 421. d4. - 422. d5. - 423. c4. - 424. c5. - 425. b4. - 426. b5. - 427. a4. - 428. a5. - 429. g4. - 430. g5. - 431. f4. - 432. f5. - 433. e4. - 434. e5. - 435. d4. - 436. d5. - 437. c4. - 438. c5. - 439. b4. - 440. b5. - 441. a4. - 442. a5. - 443. g4. - 444. g5. - 445. f4. - 446. f5. - 447. e4. - 448. e5. - 449. d4. - 450. d5. - 451. c4. - 452. c5. - 453. b4. - 454. b5. - 455. a4. - 456. a5. - 457. g4. - 458. g5. - 459. f4. - 460. f5. - 461. e4. - 462. e5. - 463. d4. - 464. d5. - 465. c4. - 466. c5. - 467. b4. - 468. b5. - 469. a4. - 470. a5. - 471. g4. - 472. g5. - 473. f4. - 474. f5. - 475. e4. - 476. e5. - 477. d4. - 478. d5. - 479. c4. - 480. c5. - 481. b4. - 482. b5. - 483. a4. - 484. a5. - 485. g4. - 486. g5. - 487. f4. - 488. f5. - 489. e4. - 490. e5. - 491. d4. - 492. d5. - 493. c4. - 494. c5. - 495. b4. - 496. b5. - 497. a4. - 498. a5. - 499. g4. - 500. g5. - 501. f4. - 502. f5. - 503. e4. - 504. e5. - 505. d4. - 506. d5. - 507. c4. - 508. c5. - 509. b4. - 510. b5. - 511. a4. - 512. a5. - 513. g4. - 514. g5. - 515. f4. - 516. f5. - 517. e4. - 518. e5. - 519. d4. - 520. d5. - 521. c4. - 522. c5. - 523. b4. - 524. b5. - 525. a4. - 526. a5. - 527. g4. - 528. g5. - 529. f4. - 530. f5. - 531. e4. - 532. e5. - 533. d4. - 534. d5. - 535. c4. - 536. c5. - 537. b4. - 538. b5. - 539. a4. - 540. a5. - 541. g4. - 542. g5. - 543. f4. - 544. f5. - 545. e4. - 546. e5. - 547. d4. - 548. d5. - 549. c4. - 550. c5. - 551. b4. - 552. b5. - 553. a4. - 554. a5. - 555. g4. - 556. g5. - 557. f4. - 558. f5. - 559. e4. - 560. e5. - 561. d4. - 562. d5. - 563. c4. - 564. c5. - 565. b4. - 566. b5. - 567. a4. - 568. a5. - 569. g4. - 570. g5. - 571. f4

ÉCONOMIE

Début d'année exceptionnel pour le groupe automobile français

La fusion quand même

Renault flamboie. Des chiffres de formule 1 où le constructeur est sur le point de remporter le titre de champion du monde des constructeurs, une victoire de l'Hexagone où il fêtera le retour des 30 % de parts de marché. Des confins de l'Allemagne orientale où la R19 et de la Clio ont fait sensation l'an dernier. La Grande-Bretagne où les ventes ont augmenté de 20 % cette année. Avec la Safrane qui a bien démarré et l'étonnante Twingo prête à défricher de nouveaux marchés, le redressement de Renault ne devrait pas, cette fois, être simple feu de paille.

Un point qu'aujourd'hui l'alliance avec Volvo, présentée hier comme une incantation de survie, ferait presque figure de boulet. Et ce n'est pas tout. 107 millions de francs au groupe français pour les seuls six premiers mois de l'année, alors que ce dernier apportait 809 millions à son partenaire en difficulté.

Ce serait d'abord faire peu de cas des chances de redressement de Volvo, qui vient avec sa nouvelle 850 prouver qu'il est capable d'innover. Ce serait aussi juger l'effort des deux constructeurs à l'aune des seuls résultats financiers. Les prises de participations croisées de Renault et de Volvo à travers les investissements patrimoniaux, mais bien le symbole d'une alliance dont l'objectif immédiat était de créer des synergies industrielles. Et le but plus lointain, d'arriver à une fusion.

Les discussions d'ailleurs permises par le rapprochement participent déjà au redressement de Renault. Elles semblent indiquer que, sur le long terme, la fusion semble plus que s'imposer, bien qu'elle soit politiquement délicate. D'abord, parce que la direction japonaise - la partie de marché nipponne stagnante en Europe et Nissan, par exemple, vient d'annoncer qu'il s'attendait à une baisse en 1992 - pourrait n'être qu'une conjoncturelle. Ensuite, parce qu'un bon résultat financier - fut-il exceptionnel - ne doit pas masquer que, sur le long terme, les français à beaucoup reculé. La fin des années 70, n'était-elle pas le premier constructeur européen? Aujourd'hui, malgré le redressement sensible de ses ventes, Renault n'occupe que 10,4 % du marché européen. Loin de la Volvo qui, avec ses marques VW, Audi, et Skoda (importé à la barre du français) en occupe 17 %.

PIERRE-ANGEL GAY

IMMOBILIER

Fixée à un maximum de 3,5 %

La hausse des loyers reste limitée en région parisienne

Pour la quatrième fois consécutive, le décret limitant la hausse des loyers du secteur privé à Paris et dans 334 communes de l'agglomération reconduit pour un an. Publié au Journal officiel du 27 août, il concerne la liste des communes concernées.

La hausse des loyers sera limitée à la hausse de l'indice trimestriel de coût de la construction (ICC) établi par l'INSEE, lors du renouvellement des baux. Le dernier indice (1^{er} trimestre 1992) autorise une hausse de 3,5 %. En cas de travaux, une hausse supplémentaire limitée à 10 % du montant des travaux peut être appliquée.

Pour les relocations, un nouveau loyer peut être demandé et fixé en référence aux loyers pratiqués dans le voisinage.

Renault a dégagé 5,44 milliards de francs de profit en six mois

On savait le bilan de l'année 1991 particulièrement favorable au groupe Renault. Le constructeur automobile français a confirmé la qualité de son redressement en annonçant, jeudi 27 août, des performances financières indiscutables. Le groupe public a en effet dégagé au premier semestre 1992 un bénéfice consolidé avant impôts de 5,44 milliards de francs, soit un profit plus du cinq fois supérieur aux 107 millions de francs réalisés au premier semestre 1991. Un record qui est bien l'indicateur du chemin parcouru par le constructeur, mais en même temps un défi à l'avenir.

Le résultat Volvo, partenaire de Renault, a, lui, connu un début d'année plus difficile. Sur les six premiers mois de 1992, les pertes après impôts financiers s'élevaient à 103 millions de francs (près de 100 millions de francs). Mais le chiffre d'affaires semestriel de Renault s'inscrit également à la hausse. A 94,83 mil-

liards de francs, il progresse de 13,9 % par rapport aux six premiers mois de l'année 1991, tiré par l'excellente santé de la branche automobile. Celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 67,17 milliards de francs en hausse de 18 % par rapport au premier semestre 1991.

Le constructeur a aussi bénéficié d'un effet report lié au conflit de l'été à l'automne dernier. Une partie des livraisons qui, en raison de la grève, n'avaient pu être réalisées à la fin de l'année 1991, ont été commercialisées par les ventes de la Safrane, la Clio, et la R19 à l'étranger, ont été commercialisées en décembre 1991.

Cette amélioration de la situation financière a été quelque peu tempérée par la direction de Renault qui s'attend à un ralentissement de l'activité au second semestre 1992 et prévoit donc une fin d'année plus brillante. A l'exception de la Safrane, dont la commercialisation a débuté au début d'année,

les ventes de la Clio (au nombre de trois) et de la Twingo (au nombre de deux) ne sont pas encore pleinement senties leur impact qu'en septembre prochain.

Par ailleurs, le marché allemand qui, sous le coup de la réunification, avait vu l'activité du constructeur français au long de 1991 et au début de 1992 présente de sérieux signes de ralentissement. Quant au marché français, sur lequel l'ex-Régie vient d'arracher la place du leader, il devrait finir l'année à 2 millions d'unités, soit moins que prévu.

La branche poids lourds qui supporte une conjoncture très défavorable constitue un motif de préoccupation pour Renault. A 12,95 milliards de francs sur les six premiers mois de l'année, son chiffre d'affaires est en repli de 4,17 %.

Les comptes nationaux pour le deuxième trimestre

La croissance française a été pratiquement nulle entre avril et juin

La croissance de l'économie française a pratiquement stagné au deuxième trimestre, selon les comptes nationaux publiés par l'INSEE vendredi 27 août. Le produit intérieur brut marchand a en effet crû de 0,1 % seulement par rapport aux trois mois précédents et le résultat du premier trimestre a été révisé en hausse à 0,9 %, contre 1,1 % tout d'abord annoncé. Au total, au premier semestre, la croissance de l'intérieur brut marchand est donc établie à 1 % ce qui correspond à 2 % en rythme annuel, alors que l'INSEE tablait sur 2,5 % pour l'année 1992 après 0,8 % réalisés en 1991.

Pour les produits manufacturés, la production s'inscrit en baisse de 0,3 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 1,4 % au cours des premiers mois de l'année.

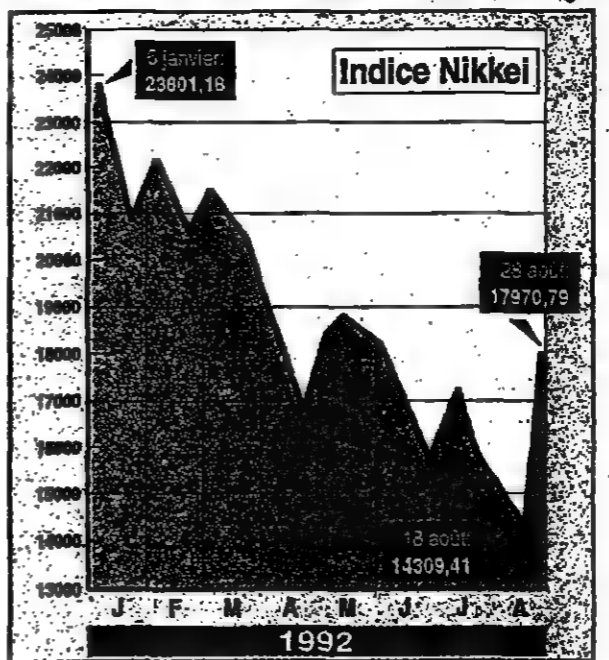
Le communiqué de l'INSEE n'in-

cite pas l'optimisme : « Seuls les échanges extérieurs ont contribué positivement à la croissance, grâce à une amélioration du solde obtenu par une stabilité des exportations et une baisse des importations (- 2,2 %). La consommation des ménages diminue (- 0,1 %) ainsi que la formation brute de capital fixe. Les variations de stocks contribuent négativement à la croissance. »

soit + 5,6 % du rythme annuel) alors que les importations...

Signe inquiétant : les résultats présentés vendredi par l'INSEE : la chute de l'investissement, principal moteur de la croissance jusqu'au début de 1990, s'est poursuivie. La diminution de la formation brute de capital fixe atteint 0,5 %, enregistrant son cinquième trimestre de baisse sur les sept derniers. Les investissements industriels ont diminué de 1,1 % au deuxième trimestre. Il faut remonter au troisième trimestre de 1990 pour trouver une croissance des investissements industriels. En outre, après sa croissance au premier trimestre, l'investissement a diminué dans le secteur du bâtiment et du génie civil entre avril et juin.

Rebond à la Bourse de Tokyo



Le spectaculaire redressement amorcé au lendemain de l'annonce, mardi 18 août, par le gouvernement d'un plan de soutien aux banques et aux marchés financiers s'est poursuivi et amplifié avant la présentation, jeudi 27 août, du plan de relance économique. En l'espace de huit séances, l'indice Nikkei s'est apprécié de 25 %. Toutefois, le niveau des cours est encore inférieur de 25 % à celui du début de l'année.

Sur proposition du Parti libéral démocrate

Le gouvernement japonais injecterait 430 milliards de francs dans l'économie

Le gouvernement japonais a suivi les recommandations du Parti libéral démocrate (PLD) qui préconisait d'injecter plus de 10 700 milliards de yens (430 milliards de francs) dans l'économie pour relancer l'activité.

Ce plan de relance budgétaire, discuté depuis plusieurs mois, est le plus ambitieux jamais engagé au Japon. Les ministres chargés des affaires économiques se sont réunis vendredi 28 août à la mi-journée autour du premier ministre pour l'approuver. L'enveloppe, nettement supérieure aux estimations les plus opti-

mistes de la presse japonaise, vise à contraindre les milieux financiers de Tokyo que les autorités ont voulu à court terme à la phase de ralentissement de l'économie la plus sévère depuis la seconde guerre mondiale.

Dans un contexte de dépression de la consommation des ménages, de l'investissement privé et de la demande publique, les prévisions de croissance pour l'année fiscale 1992 (qui s'achève en mars 1993) ne sont que de 2,5 %. Selon l'Agence japonaise de planification économique (EPA), la reprise amorcée pour le début de l'année 1993 sera « modeste ».

Le plan de relance tente également de réduire les principaux partenaires commerciaux du Japon qui se plaignent des énormes excédents commerciaux enregistrés par le pays. Au premier semestre de cette année, la balance commerciale japonaise a ainsi enregistré un excédent record de 62,9 milliards de dollars (314,5 milliards de francs).

Les principales mesures prévoient d'allouer 8 600 milliards de yens (320 milliards de francs) supplémentaires par rapport au budget de 1992 en cours à des dépenses d'équipements collectifs, plus de 2 100 milliards de yens (80 milliards de francs) à des achats fonciers par les collectivités locales et des crédits pour l'achat d'actions via l'épargne postale pour soutenir la Bourse.

A la mi-août, le gouvernement avait déjà pris des mesures visant à soutenir le système bancaire japonais, mis à mal par la chute de la Bourse et de l'immobilier. Le ministre des finances avait alors engagé 100 milliards de francs pour racheter aux banques une partie des garanties foncières fournies par les clients devenus débiteurs à la suite de la baisse des valeurs (le Monde du 13 août).

Pour lutter contre la politique d'austérité

Grève générale du secteur public en Grèce

Plus de 200 000 personnes ont cessé le travail jeudi 27 août, à l'appel du principal syndicat grec, la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs). Cette grève a touché tous les secteurs et a paralysé Athènes : coupures d'eau et de courant, fermeture des banques, interruption du trafic ferroviaire et aérien.

Cette mobilisation vise à faire connaître des réformes concernant les retraites, la réorganisation de la fonction publique et l'enseignement supérieur : elle s'ajoute à la grève illimitée des transports urbains entamée depuis le 23 juillet (le Monde du 23-24 août). M. Constantin Mitsotakis, à la tête du gouvernement conservateur, a annoncé mercredi 26 août qu'il allait continuer sa politique d'austérité. « Ce n'est pas la rue qui gouverne », a-t-il ajouté.

Nous ne sommes pas encore prêts à vous assister sur la lune, mais dans toute la France, c'est sans problème.

05.05.15.15.

Renault Assistance.

C'EST BIEN D'ÊTRE COMFORT.



NUMÉRO Vert Renault Assistance, 80% de réparations sur place. Ouvert à tous sans contrat. 2050 véhicules à intervenir dans toute la France, 24 h sur 24, 365 jours par an.

RENAULT

ÉCONOMIE

MONNAIES

M. Sapin déclare que les interventions des banques centrales vont réussir

La crédibilité du G 7 malmenée par la crise du dollar

Une semaine après le début de la forte chute du dollar, vendredi 21 août, les ministres français et allemand de l'économie ont tenté d'apaiser les marchés, et de leur prouver que la coopération monétaire internationale, pilier du fonctionnement du groupe des Sept (G 7), était toujours à l'œuvre. Au cours des dernières séances, les banques centrales ne sont pas parvenues à enrayer la tendance baissière du billet vert. Réunis à Paris, vendredi 28 août, les représentants des ministres des finances des Sept (dans la plupart des cas, les directeurs du Trésor), pourraient choisir d'envoyer un signal aux marchés.

Intervenant devant la presse jeudi 27 août, le ministre français de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a déclaré : « Les banques centrales vont envoyer la même volonté politique de soutien à la chute de la monnaie américaine. De ce côté, M. Theo Waigel, son homologue allemand, a affirmé qu'une même volonté politique pour calmer les marchés financiers, réduire les coûts de production et encourager l'investissement.

Les deux ministres ont tenu ces propos alors que les marchés des changes, très agités en début de semaine, ont retrouvé un certain calme. Depuis mardi, le cours de la monnaie américaine se maintient aux alentours de 1,40 (tous les jours de 1,40 à 1,45) (toujours sur plus des cours historiques vis-à-vis de la monnaie allemande) à 4,80 franc.

Des actions beaucoup moins claires

Malgré ces déclarations, le niveau actuel du dollar suscite de nombreuses inquiétudes, relatives notamment à la perte de compétitivité de l'industrie européenne. Or, le groupe des Sept paraît divisé sur la ligne de conduite à tenir. Ses actions sur les marchés des changes, beaucoup moins claires qu'au cours des premières semaines de coopération.

En 1985, année de très forte progression du dollar, les ministres des Finances de cinq grands pays industriels s'étaient réunis à New York, à l'hôtel Plaza, et avaient décidé de coopérer afin de ramener la monnaie américaine, fortement surévaluée, vers des niveaux plus réalistes.

Face à la faiblesse du dollar, les ministres des finances pourraient aujourd'hui choisir d'adopter une ligne politique aussi forte qu'en 1985 et 1987. Les expériences passées ont prouvé que les interventions des banques centrales, très contraignantes pour les opérateurs des marchés financiers, pouvaient se révéler efficaces. Or, à l'heure actuelle, les divisions au sein des Sept apparaissent clairement.

Malgré les déclarations de M. Waigel et la tentation du gouvernement allemand de desserrer un peu la vis du crédit, la Bundesbank ne cesse de faire connaître sa détermination à contrôler l'inflation. La monnaie monétaire par le maintien d'une politique monétaire très stricte. Et tout au long de la crise du dollar, ces derniers jours, les responsables américains n'ont fait aucune déclaration, accordant la tâche du «beginning neglect» (négligence bégnine).

F. L.

TRANSPORTS

Selon les ministères de l'environnement, de l'équipement et de l'industrie

Les risques provoqués par le passage du TGV près de la centrale du Tricastin pourraient être maîtrisés

La ministre de l'équipement a rendu public, jeudi 27 août, le rapport Sector sur l'analyse des risques que présente la proximité du futur TGV-Méditerranée, selon le tracé ouest, avec le site nucléaire et chimique du Tricastin (Drôme). Il a été transmis aux préfets des départements concernés chargés de le diffuser auprès des associations et des collectivités locales. La ministre de l'environnement, soucieuse de ne pas ajouter de risques supplémentaires dans la zone du Tricastin, reste favorable à un tracé alternatif.

Après leurs divergences sur le tracé de la voie nouvelle, les ministères de l'équipement et de l'environnement sont finalement tombés d'accord sur leur analyse respective du rapport Sector portant sur les risques du TGV Méditerranée aux abords du site du Tricastin. Dans une introduction commune, les ministres plus celui de l'industrie estiment que les risques s'avèrent mineurs sous certaines conditions. Toutefois, le ministre de l'environnement souhaite soit retenu au terme de l'enquête publique, un tracé de rechange.

Le 10 avril, le directeur de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques, M. Henri Legrand, s'était inquiété, dans un courrier adressé au ministre de l'équipement, des dangers qu'il y aurait à faire rouler le TGV, comme le prévoit le tracé ouest, à proximité du site du Tricastin (le Monde du 20 août). « Quel que soit le bien-fondé des dispositifs techniques et des mesures d'intervention proposées par la SNCF », il estimait préférable de recourir pour le TGV à un tracé alternatif évitant largement la zone du Tricastin. Cette solution, préconisée ensuite par l'actuel ministre de l'environnement, M. Ségolène Royale, dans un courrier du 17 juillet, avait été également envisagée par son prédécesseur, M. Brice Lalonde.

L'analyse des risques

Parmi les risques étudiés par le cabinet Sector, il y a ceux liés à la présence de produits toxiques (risque chimique) en cas d'accident chimique, mais les plus graves. Les usines chimiques (Comurhex, Eurodif, FBFC) comportent, selon certains scénarios, des risques de fuite d'acide fluorhydrique ou d'ammoniac.

Pour ces cas précis, l'étude établit que « le danger est négligeable dans le cas d'un TGV traversant le

site à 100 kilomètres heure (vitesse normale) ou faible (marche à vue). Pour un TGV immobilisé auprès du site industriel, l'étude montre que l'obstruction des clapets des prises d'air des rames n'entraîne pas de ventilation durant le passage du train toxique, avant de l'ouverture des portes immédiatement après l'arrêt, maintenant les voyageurs à l'intérieur du train à l'abri du risque de malaises, même si dans certaines conditions météorologiques défavorables les derniers passagers ressentir des irritations », selon les ministères.

Traduction : « Le TGV est « étanche ». Les risques sont minimes. Les anciennes rames qui circuleront sur la future ligne seront donc équipées de clapets d'arrêt. Le problème se pose pour les futures rames équipées du TGV qui en sont dépourvues. La coupure des systèmes de ventilation en cas d'immobilisation à proximité du site d'obstruction des prises d'air automatiques au passage du train au moyen de balises particulières. Un système devra également gérer l'arrêt du train au dehors de la zone dangereuse en cas d'alarme déclenchée par le conducteur.

MARTINE LARONCHE

L'industrie française en roue libre

Suite de la première page

Signe du tassement de l'activité du bâtiment et des travaux publics, un Bouygues ou un Spie-Batignolles, par exemple, ne maintiennent même pas leur chiffre d'affaires en France constants. Le textile et l'habillement souffrent et l'activité des entreprises les moins vulnérables, comme DML et Devalley (les chaussures Lacoste) s'en ressentent fortement : respectivement -0,9 et -2,9 %. L'agroalimentaire, réputé insensible aux à-coups de la conjoncture, n'échappe pas. Des valeurs sûres comme Rémy-Cointreau et F&L Caracul ont enregistré même de réelles contre-performances. L'automobile va mieux, comme en témoigne le redressement spectaculaire de Renault. Mais seule la pharmacie échappe réellement à la morosité ambiante : sur six mois, Bif-Sanofi progresse de 13,7 % au chiffre d'affaires et de 11,6 % en bénéfices. Et la prospérité du chimiste Rhône-Poulenc doit beaucoup à son département santé.

Pins de dynamisme de marché

L'atout des uns nourrit celle des autres. Le nombre des faillites augmente de 15 % par an. Les OPA ne font rares, les achats spectaculaires aussi, à l'exception de la prise de contrôle de Pernod. Partant hier à la conquête de l'Amérique, les Schneider, Saint-Gobain, Usinor-Sacilor et leurs émanées observent une pause prolongée. L'heure est aux réorganisations internes, aux simplifications d'organigrammes, aux recherches de synergies. Les investissements qui avaient chuté l'an dernier de 6 % en valeur - de 8 % en volume - ne donnent aucun signe de reprise. « Il n'y a plus aucune dynamique de marché », s'inquiète M. Von Jacob, PDG de Legris Industries. Le secteur des biens d'équipement connaît même une vraie récession. Et je ne vois aucune raison objective pour que cela change tant qu'il n'y aura pas de baisse des taux d'intérêt. Investir aujourd'hui n'a aucun sens, sauf à réaliser des gains de productivité extrêmement élevés.

L'état des lieux. Le PDG de Legris Industries n'est pas seul à se plaindre. Tous dénoncent - les conséquences qu'il entraîne : non seulement son impact déflationniste, le gel des investissements, mais aussi, désormais, le désordre des monnaies. A toutes les incertitudes qui engourdissent les chefs d'entreprise s'ajoute aujourd'hui l'affaiblissement des cambistes. La chute du dollar menace l'un des rares moteurs de l'industrie française : les gains de paris de marché à l'exportation. Une récente étude du ministère de l'industrie s'affirme-t-elle pas qu'une baisse prolongée de 10 % du dollar provoquerait une dégradation du solde des échanges industriels deux fois plus importante que l'allé-

gement de la facture énergétique qu'elle permettrait ?

A l'exportation, l'aéronautique et l'armement seraient frappés de plein fouet. Comme le relève le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) : « L'aéronautique et la SNECMA perdent de 140 à 150 millions de francs de chiffre d'affaires chaque fois que le dollar perd 10 centimes ». Vainable choc pour ces secteurs industriels, mais aussi pour ceux qui dépendent de leur activité. On ne compte pas les dizaines de milliers de suppressions d'emplois avec la contraction des budgets militaires. La baisse du billet vert n'affecterait pas que les entreprises de pointe, mais plus globalement tous les groupes produisant en France et vendant dans la zone dollar. De la maroquinerie de luxe achetée par les Japonais dans les duty-free à la chaussure de non-fermeux dont les consommateurs libérés en monnaie américaine.

A l'importation, l'effet dollar est moins sensible. D'abord, parce que 15 % seulement de nos achats industriels sont facturés en monnaie américaine. Ensuite, parce que nos concurrents étrangers repercutent traditionnellement moins de la moitié de la baisse sur leurs prix en France. Il n'empêche. Certains secteurs souffriront plus que d'autres. Ceux des producteurs de papier journal, par exemple, déjà massivement concurrencés par les entrepreneurs canadiens dans le domaine de la monnaie épouse les variations de celle de leur grand voisin.

L'incertitude politique

Enfin, la brutale chute du dollar a, semble-t-il, pris à contre-pied nombre de directeurs financiers. « La plupart des grands groupes avaient anticipé un rebond du billet vert », explique un analyste financier. Ces entreprises n'ont pas pris les précautions de change nécessaires. Des noms circulent sur la place de Paris dans le luxe, l'emballage et l'alimentaire. Voilà qui n'améliorerait pas les comptes de fin d'année et viendrait s'ajouter aux effets mécaniques de la baisse du dollar sur les résultats et la valeur des filiales américaines de ces groupes.

Dans un tel maelström, pour renouer à l'attentisme et parier sur un redémarrage rapide de l'activité il faudrait un solide optimisme. Et un véritable acte de foi si l'on ajoute l'incertitude politique ambiante. L'industrie n'est pas la finance ; son incertitude contraste avec l'extrême volatilité des marchés boursiers. Mais, sans même parler de la conjoncture, l'incertitude du temps n'est pas sans influence sur ses réactions. Depuis le « non » donné à l'Europe, si l'on en croit un sondage réalisé à Copenhague, 44,5 % des 1 600 patrons interrogés ont repoussé d'un an au moins leurs investissements. Pour une économie, c'est l'équivalent d'une vitri-

ficatation qu'en France la proximité de la campagne des législatives viendrait encore durcir. Des grands groupes de politique industrielle, sont le dossier du satellite Télécom-2 est sur le point d'être bouclé. Sociétés de programmes et fabricants de récepteurs devraient rapidement connaître les détails du « parachutage » des normes de télévision - SECAM et D2 Mac - auquel ils seront soumis. Le groupe Thomson et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sont toujours en attente de modalités de leur rapprochement. Chaque jour qui passe rend leur adoption plus improbable avant le référendum.

Quant à la fusion Renault-Volvo, elle est renvoyée à l'après-législatives. « Il faut plus de visibilité politique », confie, lassé, un spécialiste du dossier.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

EN BREF

■ Hafnia licencie 11 % de ses employés. - Le deuxième groupe d'assurances danois Hafnia a licencié, jeudi 27 août, 413 employés en plus des 114 personnes déjà congédiées. Au total, les suppressions d'emplois représentent 21 % de l'effectif initial. Cette décision a été prise dans le cadre d'un programme de rationalisation et de reconstruction de ce groupe en crise, dont la société-mère, Hafnia Holding est en cessation de paiement. - (AFP)

■ Chines : l'ordre des amendes pour les « trafiquants » d'actions. - Les autorités chinoises, qui tentent de rétablir l'ordre à la Bourse de Shenzhen après les émeutes du 10 août, ont infligé des amendes s'élevant jusqu'à 5 500 dollars aux « trafiquants » de bons de souscription pour l'achat de valeurs boursières, à l'indiqué jeudi 27 août le quotidien Shenzhen Special Zone Daily.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

■ Inflation : + 0,2 % en août. - Les prix de détail dans la perte de l'Allemagne ont augmenté de 0,2 % en août, ce qui porte l'inflation en glissement annuel (août 1991 à août 1992) à 3,5 %. Ce chiffre, annoncé jeudi 27 août par l'office fédéral des statistiques, confirme la déflation de l'inflation mensuelle en juillet (+3,3 % depuis juillet 1991) par rapport à juin (+4,3 % depuis juin 1991).

ÉTATS-UNIS

■ Activité : + 1,4 % au deuxième trimestre. - Le produit intérieur brut (PIB) américain a augmenté de 1,4 % en rythme annuel au deuxième trimestre (chiffre provisoire contre 2,9 % au premier trimestre), a annoncé jeudi 27 août le département du commerce américain. Les dépenses de consommation ont diminué de 0,2 % entre avril et juin (+5,1 % au premier trimestre), les dépenses d'investissement ont baissé et les performances du commerce extérieur ont été un peu meilleures que prévu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELF: COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1992

Dans un contexte économique mondial qui morose, le résultat net consolidé éléments non récurrents du Groupe s'élève à 3,3 milliards de francs pour le premier semestre 1992, à comparer à 4,3 milliards de francs pour la même période de 1991, soit une baisse de 23 %.

Le chiffre d'affaires est en progression, à 98,8 milliards de francs (contre 92,7 milliards de francs pendant le premier semestre 1991, soit une hausse de 6,6 %).

La branche Exploration et Production affiche une hausse de 11,4 % de son résultat opérationnel, grâce à une augmentation des productions commercialisées.

La baisse est sensible en revanche pour le secteur du raffinage et de distribution (le résultat opérationnel passe, hors éléments non récurrents de 1,6 milliard de francs à 580 millions de francs), qui souffre de la forte chute des marges de raffinage par rapport à la même période l'année précédente.

La Chimie du Groupe continue de bien résister à la marée de la conjoncture (évolution des prix à la baisse et marges faibles dans la pétrochimie) avec un chiffre d'affaires de 26,6 milliards de francs contre 27,6 milliards de francs au premier semestre 1991. Le résultat opérationnel passe de 1,8 à 1,3 milliard de francs au premier semestre 1992, mais ce dernier résultat est légèrement supérieur à celui du second semestre 1991.

La branche Services affiche une hausse de 14 % de son chiffre d'affaires entre le premier semestre 1991 et le premier semestre 1992 : dans le domaine de la santé humaine, l'alliance Suez-Winthrop en Europe a particulièrement contribué à la croissance. Le résultat opérationnel progresse également de 27 % ; il s'élève à 916 millions de francs.

Enfin, l'effort d'Exploration du Groupe et les investissements industriels hors acquisitions s'élèvent à 10,4 milliards de francs au second semestre (soit une hausse de 37 % par rapport à la même période de 1991). Exploration et investissements sont financés essentiellement par les bénéfices du Groupe, le ratio d'endettement n'ayant pratiquement pas augmenté, à 31,6 % au 30.06.92 contre 30,9 % au 31.12.91.

(en millions de francs)	Premier semestre 1992	Premier semestre 1991
Chiffre d'affaires	98 880	92 700
avant exploration et charge	10 000	10 000
Résultat opérationnel	7 910	9 870
Exploration - Production	8 100	4 544
Raffinage Distribution	1 000	1 100
Commerce International et Transports Maritimes	1 000	1 000
Chimie	1 000	1 000
Santé	1 000	721
Eliminations	43	53
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	349	615
Coûts non opérationnels et autres charges	(654)	(1 672)
Différences de change	118	133
Charges et produits financiers nets	(172)	(1 010)
Impôts sur les bénéfices	(3 511)	(3 511)
Impôts minoritaires	(477)	(516)
Résultat net	3 340	4 317
Résultat net consolidé par action (en francs)	13	21

(1) Plus-value exceptionnelle réalisée au 1^{er} semestre 1992 sur la vente d'Esso de 1.007 millions de francs (1,9 milliard de francs sur résultat net).

Pour plus d'information sur la MINITEL 36.16 CLIFF

elf

[illegible]

Afin d'améliorer l'image des services d'ordre

Treize généraux de la police sont mis en retraite anticipée en Afrique du Sud

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Hennis Kriel, a annoncé, jeudi 27 août, au cours d'une conférence de presse à Pretoria, que treize des cinquante-quatre généraux de l'état-major de la police allaient prochainement partir en retraite anticipée. Certains

de leurs remplaçants «pourront être recrutés parmi des catégories de la population autres que les Blancs», a précisé le ministre. Cette mesure sans précédent est destinée à améliorer l'image de la police, en butte à de très nombreuses critiques, particulièrement de la part du Congrès national africain (ANC), qui l'accuse de fomenter les violences dans les ghettos noirs, voire d'y participer.

«Certains doutes sont apparus concernant la crédibilité de la police sud-africaine. Nous avons besoin de changements radicaux pour restaurer cette crédibilité», a reconnu le chef de la police, le général Johan Van der Merwe, présent aux côtés de M. Kriel. Ce dernier a souligné qu'il aurait aimé annoncer «des aujourd'hui la nomination de Noirs» à l'état-major, mais qu'aucun officier noir n'était actuellement d'un grade suffisamment élevé pour cela.

Cette situation devrait rapidement changer, a expliqué le ministre, plusieurs officiers noirs suivant une formation pour devenir généraux de brigade. En plus des treize départs annoncés, cinq autres généraux devraient prendre prochainement leur retraite : c'est donc, au total, un tiers de l'état-major de la police qui sera renouvelé, a conclu le général Van der Merwe.

Ces changements ont été qualifiés de «ravalement de façade» par l'ANC, qui a, par ailleurs, rejeté l'offre du gouvernement de participer, le 7 septembre, à une réunion sur le thème de la fédération. Le mouvement présidé par M. Nelson Mandela a ajouté qu'aucune des organisations «prises de paix, de liberté et de démocratie» n'y participera. — (AFP, Reuters)

Dans une résolution L'ONU condamne les violations des droits de l'homme au Pérou et au Guatemala

Le Pérou a, pour la première fois de son histoire, fait l'objet, jeudi 27 août, à Genève, d'une résolution de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, à la suite du «coup d'Etat civil» du président Alberto Fujimori le 5 avril dernier. Le texte «exhorte les autorités péruviennes à reprendre le dialogue avec les forces politiques représentatives jusqu'à restaurer la normalisation institutionnelle, le plein respect des droits de l'homme et le rétablissement de la démocratie représentative». Elle réserve toutefois sa condamnation la plus vive «aux agissements criminels des groupes terroristes du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru». Par ailleurs, en dépit des objections des experts des Etats-Unis et de Russie, la sous-commission a «exprimé sa profonde préoccupation devant la persistance des graves violations des droits de l'homme au Guatemala, malgré les efforts du gouvernement pour les combattre». Ce dernier est invité à intensifier ses efforts pour que les auteurs d'exactions soient traduits en justice. — (AFP)

Sous la pression de la Russie

Les troupes géorgiennes retardent leur assaut contre les combattants abkhazes

MOSCOU
de notre correspondant

Les combats ont marqué le pas depuis quarante-huit heures en Abkhazie : les Géorgiens, qui ont sensiblement renforcé leurs effectifs autour des positions tenues par les combattants abkhazes, se sont en effet abstenus de passer à l'attaque. L'«ultimatum» lancé par le commandant des troupes géorgiennes sur place n'a pas été suivi d'effet. Le colonel Karschvili avait annoncé que si le président du Parlement abkhaze, M. Ardzinba, n'avait pas démissionné avant le mercredi 26 août à 13 heures, une «offensive massive» serait lancée contre ses partisans, retranchés dans la ville de Gudauta.

Pour donner plus de poids à ses menaces, le colonel (qui est âgé de vingt-cinq ans) avait déclaré que si les Géorgiens devaient perdre 100 000 hommes dans le conflit, les Abkhazes en perdraient 97 000... ce qui revient à dire que leur peuple serait totalement exterminé. Les Abkhazes ne représentaient en effet que moins de 20 % de la population d'Abkhazie.

Cependant les autorités de Tbilissi ont fait savoir un peu plus tard que cet «ultimatum» n'avait pas été «approuvé» par le Conseil d'Etat présidé par M. Edouard Chevardnadze. Les fortes pressions exercées par Moscou pour éviter un bain de sang ont très vraisemblablement joué un rôle, même si M. Chevardnadze n'a pas obtenu par ses injonctions au président russe Boris Eltsine, qui a demandé à plusieurs reprises un retrait des troupes géorgiennes de la région.

D'autre part, alors que M. Eltsine souhaitait que sa rencontre avec M. Chevardnadze et les autres parties en conflit se fasse le plus tôt possible, les Géorgiens ont fait en sorte qu'elle soit fixée au 3 septembre seulement, pour avoir le temps de consolider leurs positions sur le terrain. Parallèlement, le ministre russe de la Justice a déclaré «l'inconstitutionnalité» la «Confédération des peuples du Caucase du Nord», coupable de «prétendre remplacer les organes du pouvoir légal» (ces peuples vivent sur des territoires qui font partie de la Fédération de Russie) et d'appeler à «des actions terroristes» (contre la Géorgie).

De leur côté, les Géorgiens continuent à former des bataillons de mobilisés ou de volontaires — constitués en particulier d'anciens combattants d'Afghanistan, particulièrement redoutés en raison de leur expérience professionnelle — et à les acheminer vers l'Abkhazie. A Tbilissi, des manifestants représentant différentes communautés géorgiennes, y compris des Russes, des Arméniens, des Juifs et des Grecs, se sont rassemblés jeudi en brandissant des pancartes proclamant «L'Abkhazie est géorgienne!», et «Pas de quartier pour les terroristes!».

«Accord de cessez-le-feu» au Haut-Karabakh

Si la Russie s'est largement impliquée pour essayer de calmer la situation en Abkhazie, la dernière tentative pour mettre un terme aux combats entre Arméniens et Azeris s'est déroulée sans sa participation. C'est le Kazakhstan qui, cette fois, a joué les intermédiaires, avec, semble-t-il, un certain succès, du moins sur le papier : une rencontre des ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan, à Alma-Ata, jeudi, a en effet débouché sur un accord de cessez-le-feu qui devrait théoriquement entrer en vigueur le 1^{er} septembre, et sur un projet de rencontre à court terme entre les présidents Ter Petrossian et Eltsine.

Après avoir perdu au printemps dernier un terrain considérable, y compris la quasi-totalité du Haut-Karabakh et le couloir de Latchine qui relie ce territoire à l'Arménie,

Les prix ont augmenté en France de 0,3 % en juillet

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en juillet après 0,3 % en juin, a confirmé l'INSEE vendredi 28 août. La hausse des prix atteint donc 1,7 % depuis le début de l'année, et 2,9 % en glissement sur un an (juillet 1991 comparé à juillet 1990). En juillet, les prix des produits alimentaires sont restés stables, tandis que ceux des produits manufacturés ont augmenté de 0,2 %, ceux des services progressant de 0,5 %.

EN BREF

La police a délogé des manifestants kurdes qui occupaient des locaux du ministère de la santé à Paris. — La police a délogé par la force, jeudi 27 août, une soixantaine de manifestants de l'Union des jeunes révolutionnaires kurdes qui occupaient l'antenne humanitaire du ministère de la santé à Paris pour protester «contre les massacres perpétrés par l'Etat kurde contre des Kurdes à Sinjar (sud-est de la Turquie) et le silence de l'Etat et des médias français». Les événements de Sinjar ont déjà provoqué plusieurs manifestations kurdes ces derniers jours en France et en Europe. Dans un communiqué, jeudi 27 août, les autorités turques ont réaffirmé leur volonté de mettre fin à la rébellion kurde «dans et hors du pays». — (AFP)

Incendie à la centrale nucléaire de Saint-Alban. — Un incendie s'est déclaré dans la nuit du 27 au 28 août dans la partie non nucléaire du réacteur n° 2 de la centrale de Saint-Alban-Saint-Maurice (Isère). Le sinistre, qui s'est produit vers 1 h 40 sur le turbo-alternateur de l'installation, a été maîtrisé après trois heures d'efforts. Il a suscité l'entraînement la mise en arrêt automatique du réacteur qui n'a pas été affecté. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes de cet incident dû vraisemblablement à une fuite d'hydrogène.

CHINE : trente-deux cadres du PC et de l'administration tués dans un accident de la route. — On apprend aujourd'hui que trente-deux personnes sont mortes dans un accident de la route, le 17 août, en Chine. Un camion qui transportait soixante-cinq cadres du Parti communiste et de l'administration a eu une réunion dans le sud de la Chine est tombé dans un ravin, a annoncé, vendredi 28 août, le quotidien Wen Hui Bao de Shanghai. Plus de trente autres personnes ont été blessées. — (Reuters)

L'Azerbaïdjan a lancé depuis plusieurs semaines une contre-offensive qui a donné quelques résultats. Plusieurs villages ont été repris, et Bakou affirme «contrôler» désormais le couloir et être ainsi en mesure d'empêcher le passage de convois d'armes vers le Haut-Karabakh. Ce «rééquilibrage» de la situation, acquis au prix de nombreuses victimes de part et d'autre, pourrait peut-être favoriser la recherche d'un accord. Cependant les multiples «cessez-le-feu» conclus ces derniers mois n'ont jamais été suivis d'effet.

JAN KRAUZE

Compromis dans le scandale financier Sagawa

M. Shin Kanemaru, vice-président du Parti libéral-démocrate japonais, a démissionné

An Japon, les scandales se suivent et se ressemblent. L'affaire Sagawa, Kyubun, qui avait déjà entraîné, depuis mars dernier, la mise en cause de parlementaires de divers partis, vient de faire sa première victime de taille avec la démission, jeudi 27 août, de M. Shin Kanemaru. Le «châcun de l'ombre» du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir — dont il était le vice-président et en fait l'homme fort — le chef du clan Takeshita, le plus important du PLD et dont est issu le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a trébuché pour 4 petites millions de dollars qu'il a acceptés comme contribution électorale «secrète».

Cet argent, il l'a reçu d'une société de transports dont les liens avec une des principales organisations de Yakuza (la Mafia japonaise) étaient connus après l'arrestation, il y a une première fois, révéler. Il a en un peu plus de scrupules que les quelques deux cents politiciens qui ont encaissé sans sourciller des enveloppes de Sagawa, selon une tradition fortement ancrée et qui mine la vie politique japonaise.

L'an dernier, le fils de M. Kanemaru avait lui-même bénéficié d'un traitement de faveur d'une grande maison de courtage. Dans la pure tradition japonaise,

3 000* mort en Irlande du Nord

Un catholique de dix-neuf ans a été tué, dans la soirée du jeudi 27 août, devant un club de sport de Belfast. L'assassinat a été revendiqué par la section de Belfast de l'Organisation de libération du peuple irlandais (OPLI), l'une des factions républicaines. Le chef de l'OPLI, M. Jimmy Brown, avait été tué la semaine dernière par cette même section de Belfast, et le jeune footballeur assassiné jeudi avait aidé à porter son cercueil. Hugh Mac Kilben est le troisième milicien victime des violences en Irlande du Nord depuis le début des troubles en 1969. — (AFP, Reuters)

Par exemple, il était allé en 1990 en Corée du Nord présenter des excuses pour le comportement de son pays pendant l'occupation impériale, ce avait, l'an dernier, proposé de «marcher» à la Ramada des Koréens. En mars dernier, il avait déposé aux balles d'un coup d'extrême droite.

Le PLD, qui s'était tiré au mieux des élections sénatoriales de juillet, devait se réunir d'urgence pour examiner les conséquences du départ de M. Kanemaru, alors que la justice se penche déjà sur une autre affaire, l'origine douteuse de fonds qu'aurait reçus le gouverneur de la province de Niigata. Après l'affaire Lockheed, le scandale Rossum Cosmo, le lavage de linge sale a repris dans le microcosme politique nippon, qui n'en avait guère besoin alors que se met en place un vaste plan de relance d'une économie malmenée par la crise (voir en pages économiques).

PATRICE DE BEER

Avant le référendum

M. Méhaignerie souhaite une réunion commune de l'opposition

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a invité les dirigeants de l'opposition, jeudi 27 août, au cours d'une conférence de presse, à se réunir à la veille du référendum pour demander aux Français d'apporter leur vote à l'Europe, et de même façon qu'ils expriment leur «non» au Parti socialiste aux élections législatives de 1993. «Nous disons à nos amis de l'opposition que l'Europe n'est pas un acquis définitif et qu'elle demande une énergie farouche», a-t-il ajouté en se prononçant pour «un oui» de conviction et de raison.

Commentant les déclarations de M. Chirac, l'ancien ministre a estimé que le président du RPR

avait su «prendre ses responsabilités quand et comment il le fallait». «Maintenant, a-t-il dit, j'ai confiance dans le fait que 90 % des responsables de l'opposition vont se battre ensemble pour le «oui» à l'Europe». M. Méhaignerie a dénoncé les «hommes politiques irresponsables» qui tentent d'exploiter contre le traité de Maastricht les mécontentements des Français.

Il a également critiqué ceux qui s'en prennent aux technocrates de Bruxelles. «Ce sont des bons-émis-saires trop faciles, a-t-il déclaré. Ce n'est pas digne d'hommes et de femmes qui ont exercé des responsabilités gouvernementales».

M. Le Pen compare le traité de Maastricht au sida. — M. Jean-Marie Le Pen, parlant du traité de Maastricht, jeudi soir, sur TF1, a déclaré : «C'est comme le sida, nous sommes dans la zone de stérilité. On est dans la phase où on ne se rend pas compte de la maladie». Il a appelé les Français à donner le 20 septembre «la grande claque du «non» à la clique du «oui».

M. Kasper (CFDT) : les salariés «ont intérêt» à la ratification du traité de Maastricht. — M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, a estimé, jeudi 27 août sur RTL, que les salariés «ont intérêt» à ce que le traité de Maastricht soit ratifié, car «il est le premier accord européen à reconnaître que le social est un élément constitutif de la construction européenne». Admis, le texte permettra notamment à la Commission, selon M. Kasper, de prendre des décisions en matière de conditions de travail, d'égalité entre hommes et femmes et de santé, selon la règle de la majorité qualifiée et non plus de l'unanimité.

M. Charles Pasqua invité au «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Charles Pasqua, ancien ministre, fondateur du Rassemblement pour le «non», sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 30 août de 18 h 30 à 19 h 30.

Le président du groupe RPR du Sénat, président du conseil général des Hauts-de-Seine, répondra aux questions d'Olivier Biffaud et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Auzan et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

«Le grand jury RTL-le Monde» organisera ensuite des face-à-face entre partisans et adversaires de la ratification du traité de Maastricht. Le dimanche 6 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30, M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, sera opposée à M. Philippe de Villiers, ancien ministre, député UDF de la Vendée, président de Combat pour les valeurs.

Le dimanche 13 septembre, M. Jean François-Poncet, ancien ministre, sénateur UDF de Tarn-et-Garonne, président du Mouvement européen, sera face à M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, député socialiste de Belfort, partisan du «non».

Ces deux face-à-face seront animés par André Passeron pour le Monde et Henri Marquet pour RTL.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

35. — Le retour de Sakharov..... 2
ÉTRANGER
La fin de la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie..... 3
A Sarajevo, la canonnade n'a pas cessé..... 3
Allemagne : les partis politiques tentent de s'accorder pour restreindre le droit d'asile..... 4
A l'issue d'une première semaine de travaux, les négociations Israélo-arabes marquent le pas..... 5
Après la création d'une zone d'exclusion, l'aviation américaine a commencé à surveiller le sud de l'Irak..... 5
L'Iran a été vigoureusement critiqué par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU..... 5

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : M. Giscard d'Estaing appelle les militants de l'UDF à avoir la «fierté du oui» ; Panorama des ouvrages parus sur le traité de Maastricht..... 6 et 7
Engagement à une future campagne présidentielle, M. Rocard veut répondre à la «crise de confiance» des Français..... 7

SOCIÉTÉ

Les centres de transfusion ne sont plus assurés depuis le 1^{er} juillet... 8
La CRTS d'Aquitaine devra indemniser une infirmière contaminée... 8
La FEN devrait réunir un congrès extraordinaire le 6 octobre..... 8
Dans la région de Miami, le cyclone «Andrew» aurait laissé 190 000 à 250 000 personnes sans abri..... 8

CULTURE

Parution de cassettes vidéo consacrées aux premiers films de David Lean et à Laurence Olivier..... 9
Deux disparitions : la comédienne Hélène Perdrière et le dessinateur Bob de Moor..... 9

SANS VISA

Victor Hugo, l'homme-océan
Escapes : La route du thé ; Un havre en Vendée..... 11 à 14

ÉCONOMIE

Début d'année exceptionnel pour le groupe Renault..... 16
La hausse des loyers reste limitée en région parisienne..... 16
Rebond à la Bourse de Tokyo. Le gouvernement japonais injecterait 430 milliards de francs dans l'économie..... 16
La crédibilité du G7 malmenée par la crise du dollar..... 17
Les risques du passage du TGV près de la centrale du Tricastin pourraient être maîtrisés..... 17

Services

Abonnements..... 9
Annonces classées..... 18
Cartes..... 15
Jeux..... 14
Loto, Tac-o-tac..... 15
Marchés financiers..... 18 et 19
Météorologie..... 15
Philatélie..... 21
Radio-télévision..... 20
Spectacles..... 20
Week-end d'un chineur..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 août 1992 a été tiré à 481 976 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Heures locales» : Strasbourg privée de déchets allemands

La communauté urbaine alsacienne entretient de bons rapports avec son homologue d'outre-Rhin et souhaite continuer à incinérer les ordures ménagères venant de Kehl.

«Chez les peintres» : Saint-Jacques, le messager

Un créateur de trente-cinq ans a entrepris de réfuter une à une toutes les certitudes de l'art contemporain.